

Profils des Modes de Vie en Haïti

Septembre 2005



Zones d'économie alimentaire

- 1 Zone Agro-pastorale Sèche
- 2 Zone de Plaine en Monoculture
- 3 Zone d'agriculture de Montagne Humide
- 4 Zone Agro-pastorale de Plateau
- 5 Zone Agro-pastorale
- 6 Zone Sèche d'agriculture et de Pêche
- 7 Zone de Production de Sel Marin
- 8 Urban



**USAID
FEWS NET**

Avec la collaboration de:

Coordination Nationale de la
Sécurité Alimentaire du
Gouvernement d'Haïti (CNSA)

United States Agency for
International Development/Haiti
(USAID/Haiti)

CARE

Catholic Relief Services (CRS)

Save the Children (SC)

World Vision (WV)

REMERCIEMENTS

FEWS NET exprime ses remerciements spéciaux
à la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA),
à l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID/Haiti),
à la CARE, au Catholic Relief Services (CRS), à Save the Children (SC/US),
et à World Vision (WVI) pour leur participation active, leur engagement
et leur enthousiasme durant les travaux de préparation de la
"carte des modes de vie" et d'élaboration des différents profils.

FEWS NET étend aussi sa gratitude aux gouvernement et organisations locales
et à beaucoup d'autres participants qui, d'une manière ou d'une autre,
ont consacré leur temps et leur expertise à la réalisation des activités
de recherche sur le terrain.

SOMMAIRE

	Page
INTRODUCTION	1
UTILISATIONS DES PROFILS.....	2
CONCEPTS CLES.....	3
LES GRANDS AXES DU PROFIL DES MODES DE VIE.....	5
METHODOLOGIE.....	6
VUE D'ENSEMBLE NATIONALE	7
INTRODUCTION.....	7
GEOGRAPHIE ET CLIMAT.....	9
SOURCES RURALES DE LA NOURRITURE ET DU REVENU :	
RESULTATS PRINCIPAUX ET IMPLICATIONS.....	10
MODES DE VIE DES ZONES RURALES.....	13
RESUMES DES MODES DE VIE DES ZONES RURALES.....	14
PROFILS DES ZONES DE MODE DE VIE	16
ZONE 1 : ZONE AGRO-PASTORALE SECHE.....	16
ZONE 2 : ZONE DE PLAINE EN MONOCULTURE.....	22
ZONE 3 : ZONE D'AGRICULTURE DE MONTAGNE HUMIDE.....	28
ZONE 4 : ZONE AGRO-PASTORALE DE PLATEAU.....	37
ZONE 5 : ZONE AGRO-PASTORALE.....	43
ZONE 6 : ZONE SECHE D'AGRICULTURE ET DE PECHE.....	50
ZONE 7 : ZONE DE PRODUCTION DE SEL MARIN.....	58

Profils des Modes de Vie en Haïti

Introduction

Introduction

Les profils des modes de vie qui suivent décrivent comment vivent les populations rurales d'Haïti. Un **mode de vie** peut être défini comme l'ensemble des façons par lesquelles les ménages obtiennent les choses nécessaires à la vie, comment ils joignent les deux bouts d'année en année et comment ils survivent (ou n'arrivent pas à survivre) pendant les périodes difficiles.

Il y a un intérêt croissant d'utiliser l'analyse des modes de vie comme la 'lentille' à travers laquelle on peut visualiser un certain nombre de problèmes. Ces problèmes vont de la réponse d'urgence à l'atténuation d'un désastre et au développement à long terme. Cet intérêt repose sur deux observations de base :

- 1) L'information sur une région ou une communauté donnée peut être correctement interprétée seulement si elle est mise dans le contexte de vie de ces gens.
- 2) Les interventions peuvent seulement être conçues de façons appropriées aux circonstances locales si le planificateur connaît les modes de vie locaux et si oui ou non une intervention proposée s'ajoutera ou sapera des stratégies existantes.

Deux produits principaux sont offerts ici:

Une Carte Nationale des Zones de Modes de Vie	La carte montre la division du pays en zones homogènes définies en fonction des structures de modes de vie.
Des Profils des Zones de Modes de Vie	Les profils décrivent les caractéristiques importantes de chaque zone, y compris une brève différenciation du statut des différents groupes de richesse. Les risques importants et la capacité relative à leur résister de la part des différents types de ménages dans différents endroits sont identifiés.

En établissant les profils, un équilibre a été trouvé entre une utilisation facile et la minutie du détail. Le but a été de présenter suffisamment d'informations pour permettre une vue détaillée et équilibrée des modes de vie à l'échelon national. Les profils procurent une introduction rapide aux modes de vie dans le pays, ils ne donnent pas de détails localisés.

La préparation de ces profils a été entreprise grâce à une activité USAID FEWS NET avec l'aide de la Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire du Gouvernement d'Haïti, USAID, CARE, Catholic Relief Services, Save the Children, et World Vision. L'accent principal du travail de FEWS NET est l'alerte précoce. Les profils de modes de vie ont été structurés essentiellement avec ces deux types d'activités à l'esprit. Cependant, les profils devraient aussi être utiles pour toutes les organisations de développement.

Ce document est divisé en trois sections principales:

1. **Introduction** — comprend quatre sous-sections :
 - **Utilisations des Profils**—qui décrivent 3 façons principales dont les profils peuvent être utilisés.
 - **Concepts Clés**—qui définissent les concepts clés utilisés dans l'analyse basée sur les modes de vie et expose brièvement le cadre analytique qui a aidé à définir l'information clé qui doit être incluse dans ces profils.
 - **Les Grands Axes d'un Profil de Mode de Vie**—qui décrit la présentation et le contenu de chaque profil.
 - **Méthodologie**—qui décrit les méthodes utilisées pour développer la carte et les profils.
2. **Vue d'Ensemble Nationale**—Carte des zones de modes de vie, avec une vue d'ensemble nationale des modes de vie d'Haïti.
3. **Profils des Zones de Modes de Vie** —Les profils pour chaque zone.

Utilisations des Profils

Les zones des modes de vie et les profils présentés ici offrent une analyse des modes de vie ruraux et de la sécurité alimentaire sur une base géographique. Le pays est divisé en zones homogènes en fonction de la structure des modes de vie. Une brève description de chaque zone est donnée, y compris une analyse de la position des différents groupes de richesse à l'intérieur de la zone. Il est prévu que ce produit sera utile à trois niveaux, comme suit.

1. Guide Préliminaire des Modes de Vie et de la Sécurité Alimentaire du Pays

Les profils donnent beaucoup d'informations et d'analyses en quelques pages de présentation. Ils devraient donc former une source utile d'informations pour un nouveau venu qui a besoin de comprendre rapidement les modes de vie et les conditions de la sécurité alimentaire dans le pays. Les divisions géographiques sont relativement larges - autant que possible en gardant la cohérence des réalités du terrain - de façon à ce que le lecteur considère le modèle général et les différences basiques des zones et des populations sans être submergé par trop de détails.

Les planificateurs de développement peuvent aussi bénéficier de l'utilisation des profils des modes de vie. Un objectif de développement est de réduire la vulnérabilité des gens aux risques et d'augmenter leur capacité à faire face. Une première étape importante est de comprendre qui est vulnérable, à quels risques et pourquoi. De même, des efforts pour réduire la pauvreté nécessitent de comprendre comment les ménages les plus pauvres survivent et les raisons de leur pauvreté.

2. Alerte Précoce et Réponse

La sécurité alimentaire locale est souvent, incorrectement, mise en équation avec la production agricole comparée aux besoins alimentaires de la population locale. Ainsi, un déficit de la production chronique ou temporaire opposé au besoin en nourriture local est immédiatement traduit en insécurité chronique ou temporaire. Par conséquent, la plupart des systèmes de surveillance de sécurité alimentaire et d'alerte précoce utilisent fortement deux sources d'informations (i) données sur la production des récoltes et/ou du bétail ; et (ii) information des prix de marché.

Ceci n'est presque jamais toute l'histoire. Un compte-rendu complet de 'l'économie alimentaire' concerne à la fois la disponibilité alimentaire - ce que les gens produisent - et l'accès à la nourriture - l'argent que les gens gagnent pour acheter la nourriture. Les données sur un emploi temporaire ou la cueillette, l'aide de parents ou la vente de produits artisanaux peuvent également être importants dans l'étude des modes de vie comme les données sur la production agricole et du bétail, et une connaissance de leur importance relative peuvent guider la conception de systèmes de surveillance appropriés et de meilleures évaluations d'urgence rapide.

En utilisant la structure des modes de vie, nous pouvons nous informer de la capacité des ménages à faire face au stress, spécialement à un échec de la production des récoltes ou du bétail; et nous pouvons apprécier les activités du ménage à différentes périodes dans le cycle annuel. Tout ceci va directement dans notre analyse de besoins, aidant à répondre aux questions clés comme: quelles régions et quels types de ménage vont vraisemblablement faire face à un risque et qui aura besoin d'aide? Quels types d'interventions seront les plus appropriées, quand et pour combien de temps devront-elles être mises en application ?

Ainsi par exemple on peut indiquer la position des ménages pauvres dans une région géographique qui sont fortement dépendants de l'emploi urbain. Si l'emploi urbain diminue, leur travail sera moins demandé : peuvent-ils trouver un autre revenu ailleurs - et est-ce qu'ils seront en compétition avec des gens d'autres zones pour ces activités?

Les fonctionnaires nationaux travaillant sur leur système national d'alerte précoce ont une grande connaissance de leur pays. L'approche des modes de vie aide à procurer une structure pour le plein usage de cette connaissance, tout en leur apportant un nouveau niveau d'informations.

3. Développement de Politique

La gestion des désastres a été l'impulsion principale au développement des systèmes d'alerte précoce. La raison de l'alerte précoce est d'améliorer l'efficacité dans l'échelle et le moment choisi de l'aide alimentaire d'urgence. Cependant, de plus en plus, les planificateurs cherchent des alternatives à l'aide alimentaire dans l'intervention d'urgence précoce - et ceci nécessite souvent des changements de politique et de procédure. Un cas à considérer est la stabilisation des prix de marché pour la nourriture de base. L'analyse des modes de vie peut montrer les effets vraisemblables de telles interventions sur la capacité des différents ménages à survivre à une crise. L'analyse peut aussi recommander le moment optimum pour l'intervention.

L'analyse des modes de vie peut aussi être appliquée à d'autres changements de politique. Par exemple, si les taxes du gouvernement sur le kérosène étaient réduites, ou les frais pour les médicaments vétérinaires du gouvernement, quel serait l'impact sur les ménages ? Plus généralement, le point de vue des modes de vie offre une base plus sûre pour concevoir des mesures d'atténuation de la pauvreté - un mouvement allant de la réponse aux symptômes de l'insécurité alimentaire vers la résolution des causes. Elle permet de connaître l'histoire qui est derrière les statistiques nationales.

Concepts Clés

Les termes **risque (risk, hazard)**, **vulnérabilité** et **besoin** sont souvent utilisés de façons qui peuvent ne pas être claires dans le contexte de la sécurité alimentaire. Leur signification établie dans l'optique de la gestion des désastres - et le sens qui leur est donné ici - est peut-être mieux expliqué par un exemple (voir plus bas).

Définir Risque (risk, hazard), Vulnérabilité et Besoin

- La sécheresse est un **risque (hazard)** important touchant la production des récoltes et du bétail dans beaucoup des pays.
- Les ménages pauvres sont plus **vulnérables** (moins capables de faire face) à la sécheresse que les ménages mieux-lotis ; ils ont moins de réserves de nourriture ou d'argent sur lesquelles ils peuvent se rabattre, et moins d'options pour créer un revenu supplémentaire.
- Les ménages pauvres vivant dans des zones du pays confrontées à la sécheresse sont plus **à risque (risk)** que d'autres ménages parce qu'ils sont à la fois exposés et vulnérables au risque (hazard) de la sécheresse.
- Une fois que la sécheresse a frappé, les pauvres ont le plus **besoin** d'aide.

Pour être à risque d'insécurité alimentaire, vous devez être à la fois exposé à un risque et être vulnérable à ce risque, comme dans le cas des ménages pauvres des zones du pays confrontées à la sécheresse dans l'exemple ci-dessus. Parce que la vulnérabilité est étroitement liée au risque, il s'en suit qu'il n'y a pas d'état général de vulnérabilité, les gens peuvent seulement être vulnérables à *quelque chose*. Par exemple, les fermiers cultivant le long des berges d'une rivière peuvent être vulnérables à l'inondation (qui vraisemblablement emportera leurs cultures), mais ne sont pas vulnérables à la sécheresse (puisque'ils peuvent irriguer leurs cultures en utilisant l'eau de la rivière).

Une fois que le risque a frappé, ça ne sert à rien de parler de groupes vulnérables. Mis simplement, les gens sont **vulnérables avant l'évènement**, (puisque ceci se réfère à leur capacité de faire face quand un risque frappe). Ils ont des **besoins après l'évènement** (une fois qu'ils ont été touchés et ont été incapables de faire face au risque). Pour revenir au cas de l'exemple de la sécheresse, les pauvres sont vulnérables avant que les pluies échouent, mais une fois qu'ils ont perdu leurs récoltes ou leur bétail, ils ont besoin d'aide.

Une des approches basée sur les modes de vie la plus largement utilisée pour analyser la sécurité alimentaire est l'approche de **l'économie alimentaire** ou **du ménage**, développée en premier par Save the Children UK dans les années 1990¹. Le principe de base sous-tendant l'approche fait état que :

une analyse des modes de vie locaux est essentielle pour une bonne compréhension de l'impact - au niveau du ménage - des risques tels que la sécheresse, un conflit ou la désorganisation du marché.

L'échec total des récoltes peut, par exemple, laisser un groupe de ménages indigents parce que la récolte ratée est leur seule source de nourriture de base. Un autre groupe, au contraire, peut être capable de faire face parce qu'ils ont d'autres sources de nourriture et de revenu. Ces autres sources - comme avoir du bétail à vendre ou des parents vivants ailleurs qui peuvent les aider - peuvent remplacer la perte de la production. Ainsi, les évaluations de l'impact réel du risque doivent être basées sur l'analyse des modes de vie. La structure économique de l'économie alimentaire détermine le type d'analyse nécessaire pour comprendre l'impact d'un risque sur la sécurité alimentaire et les modes de vie locaux, et a été utilisée pour aider à définir l'information clé à inclure dans les profils.

L'objectif d'une analyse de la sécurité alimentaire est d'étudier les effets d'un risque sur l'accès *futur* à la nourriture et à un revenu, pour que des décisions puissent être prises sur les types d'interventions les mieux appropriées à mettre en application. La logique derrière l'approche est de comprendre la façon par laquelle les gens ont survécu dans le passé et donner une base solide pour se projeter dans le futur. Trois types d'information sont associés ;(i) l'information sur la ligne de base de l'accès à un revenu en nourriture/argent, (ii) l'information sur le risque (événements touchant à l'accès au revenu en nourriture /argent, comme la sécheresse, un conflit ou la désorganisation du marché) et (iii) l'information sur les stratégies de réponse au niveau du ménage (les sources de nourriture et de revenu vers lesquelles les gens se tournent quand ils sont exposés à un risque). L'approche peut être résumé de la façon suivante:

¹ Voir 'The Household Economy Approach', Seaman J., Clarke P., Boudreau T., Holt J., Save the Children UK, 2000.

La Carte des Zones des Modes de Vie : Les modèles de modes de vie varient clairement d'une région à une autre, ce qui nécessite la préparation d'une **carte de zone de modes de vie** et peut être une première étape utile pour beaucoup de types d'analyse basée sur le mode de vie. Les facteurs locaux comme le climat, le sol, l'accès aux marchés etc. influencent tous les modèles de modes de vie. Par exemple, les gens vivant dans les zones montagneuses fertiles ont généralement des options très différentes de ceux vivant dans les zones de basse altitude semi-arides. Dans les zones montagneuses, les gens peuvent avoir un modèle de mode de vie agricole, tandis que dans les régions de basse altitude, ils peuvent faire pousser quelques cultures et seront soit pastoralistes soit agro-pastoralistes, ceux vivant dans une zone côtière ou au bord d'un lac auront un mode de vie basé sur la pêche ou combineront la pêche à d'autres activités, et ainsi de suite.

Cependant, l'agro-écologie est seulement un aspect de la géographie qui détermine les modèles de modes de vie. Un autre est l'accès au marché, puisque ceci touche la capacité des gens à vendre leur production (récoltes ou bétail ou autres articles) et le prix obtenu. Puisque les modèles de mode de vie dépendent tellement de la géographie, c'est une bonne idée de diviser un pays ou une région en un certain nombre de **zones de modes de vie**. Nous pouvons les définir comme des régions à l'intérieur desquelles les gens partagent en gros le même modèle de mode de vie (en gros le même système de production - agriculture ou pastoralisme par exemple - aussi bien que en gros les mêmes modèles de commerce/échange).

Les frontières de la zone de mode de vie ne suivent pas toujours les frontières administratives. C'est, par exemple, tout à fait commun de trouver des modèles de mode de vie à l'intérieur d'une seule unité administrative (pastoralistes vivant avec des agronomes ou des agro-pastoralistes avec des communautés de pêcheurs). Cependant, parce que les décisions de l'allocation des ressources et la provision des services sont faites sur la base de régions administratives et non de zones de modes de vie, il est important que les limites des zones des modes de vie suivent quand c'est possible les limites administratives du niveau le plus bas.

Catégorisation Socio-économique: La géographie n'est clairement pas la seule chose qui détermine le modèle de mode de vie. La géographie tend à définir des différentes *options* de modes de vie, mais l'étendue avec laquelle les gens exploitent ces options dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels la *richesse* est généralement le plus important. Il est évident, par exemple, que les ménages mieux-lotés qui possèdent de grandes fermes produiront en général plus de récoltes et auront une sécurité alimentaire plus grande que leur voisins plus pauvres. La terre est seulement un des aspects de richesse, cependant, les groupes de richesse sont typiquement définis en termes de leur possession de la terre, de leur possession du bétail, de leur capital, de leur éducation, de leurs aptitudes, de la disponibilité du travail et/ou du capital social. Définir les différents groupes de richesse dans chaque zone est la deuxième étape dans l'analyse de l'économie alimentaire, le résultat étant la **catégorisation socio-économique**.

La Ligne de Base de l'Économie Alimentaire²: Ayant groupé les ménages en fonction des zones où ils vivent et de leur richesse, l'étape suivante est de produire l'information de la **ligne de base de l'économie alimentaire** pour les ménages typiques dans chaque groupe pour une année de référence ou une année de ligne de base. Ceci implique d'étudier les différentes sources de nourriture et de revenu en argent et leur contribution relative au budget du ménage pour l'année globale. Ceci implique aussi de développer un **calendrier saisonnier** des activités pour voir comment l'accès à la nourriture et au revenu en argent varie pendant une année. Ces types d'informations sont critiques pour comprendre comment les ménages vivant à différents niveaux de richesse et dans différentes zones seront touchés par un risque particulier. Il s'en suit, par exemple, que les ménages qui dépendent fortement de la production du bétail local seront touchés de façon tout à fait différente par une sécheresse par rapport à ceux qui ont des parents vivant et travaillant dans la capitale et dont ils reçoivent régulièrement de l'aide ou des transferts.

Risque : Les données de ligne de base de l'économie alimentaire donnent un point de départ pour étudier l'effet qu'un risque aura sur les modes de vie et la sécurité alimentaire du ménage. Les risques peuvent soit être naturels (sécheresse ou inondation) ou d'origine humaine (conflit ou désorganisation du marché). Les conséquences d'un risque varieront en fonction du risque lui-même et en fonction du modèle local de mode de vie. La sécheresse peut provoquer la perte de la récolte et de la production du bétail, perte du revenu des ventes de la récolte et du bétail, perte de l'emploi basée sur la ferme, etc., menaçant les ménages qui sont fortement dépendants de la production de la récolte et du bétail ou sur le travail agricole local. L'insécurité, d'un autre côté, peut être associée avec le vol des récoltes ou du bétail, un accès réduit à certaines régions (marchés, puits, zones de pâturage ou champs) et les disruptions du commerce et du transport, tout ceci menacera les groupes vivants, traversant ou faisant du commerce avec des zones dangereuses.

² Noter que l'information donnée dans les profils ne constitue pas une ligne de base complète de l'économie alimentaire. Une ligne de base complète donne de l'information quantitative sur les *quantités* de nourriture accessibles et les *quantités* de revenu en argent provenant des différentes sources pour au moins trois groupes principaux de richesse dans une zone de mode de vie. Les profils de mode de vie, au contraire, incluent l'information sur la *contribution proportionnelle* des différentes sources de nourriture et de revenu en argent, tandis que l'unité de mesure pour un profil de mode de vie est le pourcentage du total. La carte des zones de modes de vie nationale et les profils de modes de vie sont conçus comme un produit autonome (voir section sur les Utilisations des Profils), mais ils sont aussi conçus comme une étape intermédiaire vers le développement d'une ligne de base de l'économie alimentaire complète.

Réponse: Quand ils sont exposés à un risque, la plupart des ménages feront leur maximum pour faire face à ses effets. Si le risque tend à réduire leur accès à certaines sources de nourriture et/ou revenu en argent, ils peuvent essayer d'augmenter d'autres sources ou ils peuvent se tourner vers des sources nouvelles ou peu utilisées. Des stratégies de réponse fréquentes³ dans certaines situations pourraient inclure une augmentation du ramassage des produits de cueillette et une augmentation de la vente du bétail ou la migration temporaire à la recherche d'un emploi. Quand ces stratégies sont efficaces, cela peut réduire de façon importante la vulnérabilité à une gamme de risques. Il faut garder à l'esprit, cependant, que les stratégies de réponse peuvent avoir des effets à long terme aussi bien qu'à court terme, quelques-uns de ces effets peuvent au bout du compte saper les modes de vie locaux, par exemple, la vente des biens productifs, la vente non viable du bétail, l'augmentation de la vente du bois quand ceci a un effet négatif sur l'environnement, et ainsi de suite.

Les Grands Axes d'un Profil de Mode de Vie

Les profils sont divisés en un certain nombre de sections :

La section **Conclusions Principales et Implications** résume les principales conclusions de la zone. Cette section donne aussi des aperçus qui permettront l'organisation de types variés d'interventions, incluant la réponse d'urgence, la mitigation d'un désastre et la programmation de développement.

Description de la Zone offre une description générale des modèles de modes vie locaux (production agricole, élevage du bétail, création d'un revenu en dehors de la ferme).

Marchés contient une information basique sur la commercialisation de la production locale et sur toute importation de nourriture de base dans la zone.

Calendrier Saisonnier donne le moment choisi pour les activités clés pendant l'année. Ceci est utile de plusieurs façons, pour juger l'effet probable d'un risque en fonction de son apparition dans l'année ou pour évaluer si une activité particulière peut être entreprise au moment normal de l'année courante.

Il y a ensuite cinq sections qui donnent **l'information fondamentale sur 'l'économie alimentaire'** de la zone (voir section précédente) :

La section sur le **Catégorisation Socio-économique** décrit trois groupes de richesse principaux ('pauvres', 'moyens' et 'mieux-lotés'), expliquant les différences entre ces groupes et comment ceci affecte l'accès potentiel à la nourriture et au revenu⁴.

Les sections sur les **Sources de Nourriture** et **Sources de Revenu** examinent les modèles de nourriture et de revenu en argent à chaque niveau de richesse, les reliant aux caractéristiques de chaque groupe.

Les sections sur les **Risques** donnent de l'information sur les différents types de risques qui touchent la zone différencié par groupe de richesse quand cela est approprié.

Stratégies de la Réponse décrit les stratégies variées disponibles pour les différents types de ménages dans la zone, avec jugement de leur efficacité possible.

L'alerte précoce implique l'identification et l'interprétation des événements clés qui indiquent qu'une pénurie rigoureuse de nourriture ou une famine peut se développer. La section finale, **Indicateurs d'une Crise Imminente**, s'appuie sur la classification des indicateurs d'alerte précoce de Fred Cuny⁵. Cette section donne l'information sur les indicateurs clés et le moment probable de leur apparition par zone, basé sur la compréhension des modes de vie locaux et les modèles locaux de réponse à une pénurie de nourriture⁶.

³ Le terme stratégie de la réponse est préférée à stratégie pour faire face pour deux raisons. D'abord, le terme stratégie pour faire face est souvent utilisé pour des composantes du mode de vie quotidien (vente du bois), qui à proprement parler sont seulement des stratégies pour faire face intensifiées en réponse à un risque. Deuxièmement, 'faire face' peut impliquer que la stratégie en question est gratuite, ce qui n'est pas toujours le cas.

⁴ Il est important de garder à l'esprit pour cette analyse que nous considérons la richesse en termes relatifs (et locaux). Les données statistiques indiquent que 80% ou même 90% de la population d'une zone particulière vivent en-dessous de la ligne de pauvreté nationale, mais ceci est fait en mesurant la pauvreté sur une échelle nationale absolue. Dans l'analyse des modes de vie, nous nous efforçons à comprendre quelques-unes des différences entre les différents groupes dans la communauté et leurs raisons - dans ce cas il n'est pas particulièrement utile de mettre ensemble 80% ou 90% de la population dans un groupe.

⁵ 'Famine, Conflict and Response: A Basic Guide', Cuny F. C. and Hill R. B. Kumarian Press, 1999, pp 33-42.

⁶ Fred Cuny a identifié deux types d'indicateurs d'alerte précoce, ceux qui donnent une alerte d'une famine en avance (indicateurs d'une crise imminente) et ceux qui confirment l'existence d'une famine (indicateurs de famine). Le dernier groupe inclut des indicateurs comme la détresse des ventes des biens producteurs (boeufs de trait), consommation de graines, la malnutrition augmentée et la mortalité augmentée. Les indicateurs de famine ne sont pas généralement spécifiques au contexte (c.ad. une seule liste pourrait être préparée qui s'appliquerait à toutes les zones de modes de

Méthodologie

Comme nous l'avons noté plus haut, le cadre conceptuel de l'approche de FEWS NET envers les modes de vie qui est à la base des profils des modes de vie d'Haïti, est tiré de l'analyse de l'économie des ménages. A l'origine, cette analyse a été développée pour comprendre les détails des tendances dans les modes de vie (ou moyens d'existence) des ménages, et en particulier l'accès à la nourriture et au revenu, ainsi que les tendances des dépenses dans les différents groupes de richesse de la population. Cette compréhension permet alors d'identifier et de planifier les interventions d'urgence (alimentaires et non alimentaires) et de développement. Cependant, en tant qu'activité d'alerte précoce à la sécurité alimentaire, FEWS NET a conçu son approche aux modes de vie de façon à accorder une valeur maximale à l'analyse et au suivi de l'alerte précoce et de la sécurité alimentaire dans des environnements dépourvus de ressources. Les profils des modes de vie de FEWS NET ne sont pas destinés à être utilisés de façon isolée pour évaluer les besoins des populations ou planifier des programmes. Ils sont conçus comme un outil de valeur dans la boîte à outils de l'analyse de la sécurité alimentaire et qui vient en complément (en resserrant le contexte) d'autres données telles que le suivi de la nutrition, la production agricole, les prix sur les marchés, etc. Utilisés de cette façon, les profils des modes de vie permettent à l'analyste de la sécurité alimentaire de mieux comprendre les chocs actuels dans le contexte de ce qui est localement normal pour une population donnée, et en sachant la façon dont les ménages réagiront à toute une série d'événements. Sur cette base, nous sommes plus en mesure d'identifier une crise de sécurité alimentaire potentielle parmi la population considérée, au bon moment et en ayant une compréhension solide basée sur les modes de vie, amorcer une évaluation et une action rapide – en d'autres termes, de donner une alerte précoce plus efficace. Alors que ces profils des modes de vie ne fournissent pas le degré de confiance statistique ou encore des données hautement localisées qui joueraient un rôle majeur dans la planification des programmes locaux, toute leur valeur réside dans le fait qu'ils aident à identifier rapidement une crise qui se développe, à focaliser efficacement des évaluations plus approfondies et de promouvoir ainsi une réponse plus rapide aux besoins de la population.

La carte nationale des zones des modes de vie d'Haïti, a été tracée en plusieurs étapes. Premièrement, une revue des données secondaires a permis d'identifier des tendances dans toute une série de facteurs qui concernent directement la définition des zones de mode de vie, en particulier la population, le climat et l'écologie (la pluviométrie, les zones agro-écologiques), la production agricole (les cultures, les rendements, le régime de la propriété foncière, la propriété des terres et leur utilisation), la production animale, les activités économiques non agricoles et enfin les marchés (les principaux marchés alimentaires et non alimentaires, les marchés du travail et les tendances dans la migration des travailleurs). A la suite de cette revue des données secondaires, un atelier national pour la détermination des zones de mode de vie a été organisé avec les chefs et les membres des équipes et autres informateurs clés sur le plan national; cet atelier a permis de tracer une carte préliminaire des zones de mode de vie pour l'Haïti. Au même moment, une brève description de chaque zone était préparée par des participants pouvant fournir des informations de valeur. Cette carte des zones des modes de vie était alors affinée lors d'ateliers périodiques au niveau sous-national et avec des interviews au niveau du terrain.

Les chefs et les membres des équipes ont reçu une formation intensive sur l'approche aux modes de vie de FEWS NET, en particulier les techniques clés de travail sur le terrain (par exemple, les informateurs clés, les interviews avec de groupes de travail et le classement), l'utilisation d'instruments de recherche (les guides pour des interviews semi-structurées et les questionnaires le cas échéant) et autres aspects méthodologiques (l'approche de l'échantillonnage, les mécanismes de la triangulation interne et externe pour maximiser la validité des données). Au total des six équipes d'enquêteurs, composées principalement du personnel technique de l'USAID/Haïti, CARE, Catholic Relief Services, Save the Children, et World Vision, ont suivi cette formation sur l'approche aux modes de vie de FEWS NET.

A la suite de la formation et l'atelier national pour la définition des zones des modes de vie, un plan de travail a été élaboré, les sources d'informations importantes ont été déterminées ainsi que les interviews de groupes de travail dans divers sites du terrain à travers chaque zone de mode de vie. Tant le choix des sites que le choix des participants ont été fait avec soin afin de maximiser le caractère représentatif et minimiser les distorsions dans les rapports. La collecte des données primaires a été faite en mai 2005. La plupart des données du terrain ont été recueillies auprès d'informateurs clés dans les communautés et de groupes de travail et par le moyen d'interviews et d'ateliers avec des informateurs au niveau national et sous-national. Chaque interview a été analysée pour vérifier sa cohérence interne, et si possible sa cohérence avec les données secondaires, et les conclusions ont été vérifiées avec des interviews ultérieures dans la même zone de mode de vie. Après le travail sur le terrain, les chefs d'équipes ont achevé l'analyse des données pour toutes les zones de mode de vie ensemble, pour veiller à ce que les résultats soient cohérents entre les zones.

vie). Ils peuvent être aussi de peu d'utilisation pour prédire ou empêcher une pénurie de nourriture rigoureuse ou une famine. Pour ces raisons, ils n'ont pas été inclus dans les profils des modes de vie.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Vue d'Ensemble Nationale

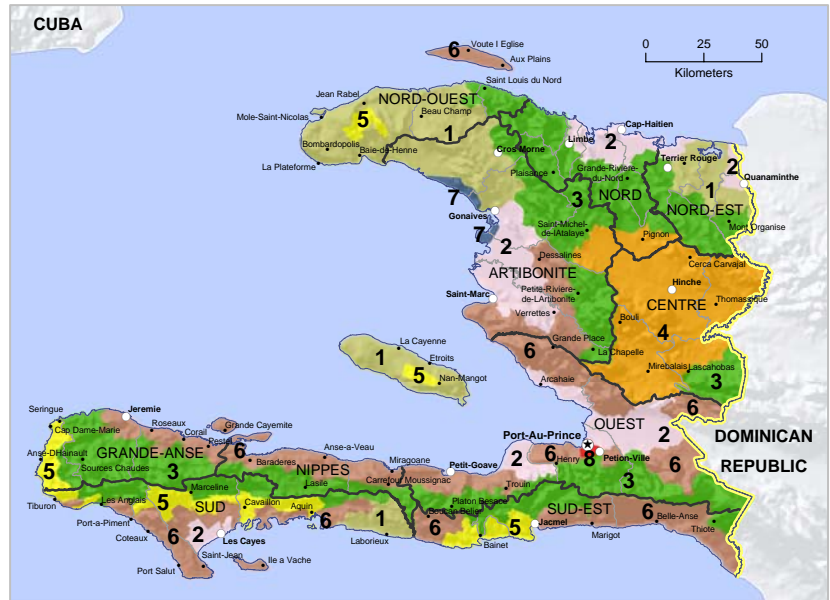
Introduction

La République d'Haïti est située dans la région caraïbéenne (plus particulièrement dans les Antilles). Haïti est la première République noire déclarée et reconnue indépendante en 1804. Elle est l'une des plus anciennes Républiques de l'hémisphère occidental, immédiatement après celle des États-Unis d'Amérique. C'est une île pittoresque et splendide, une terre d'asile et hospitalière. Le pays fait face à de nombreux défis d'ordre socio-économique et de dégradation environnemental liés à son taux relativement élevé d'analphabétisme, à une mauvaise gestion des ressources naturelles (eau, sols, couvert forestier), à des problèmes d'urbanisation et d'assainissement, à un manque de planification pour la prévention des désastres naturels, au VIH/SIDA, à l'insécurité, etc.

Haïti est dirigée par un Président de la République élu pour une période de 5 ans. Le Président ne peut remplir que 2 mandats et ceux-ci non consécutifs. Il existe un parlement de 2 chambres et un gouvernement dirigé par un Premier Ministre. Depuis son indépendance, le 1er janvier 1804, Haïti a connu pas mal de coups d'État. À la chute de la dictature des Duvalier le 7 février 1986, cette République était dirigée par les militaires à l'exception d'une courte période de six mois marquée par la présidence de Lesly Manigat en 1988. M. Manigat a été déposé par le général Henry Namphy en juin 1988, qui est lui-même renversé en septembre de la même année par le général Prosper Avril. Des élections législatives ont été organisées en mai 2000. En novembre de la même année, Jean-Bertrand Aristide fut proclamé vainqueur de l'élection présidentielle avec 91% des suffrages exprimés. Les langues officielles de la République d'Haïti sont le français et le créole. Dans les affaires, l'anglais et l'espagnol sont aussi usités que le français.

Depuis les élections de 2000, c'était l'impasse entre le « *Lafanmi Lavalas* », le parti du président, et l'Organisation du Peuple en Lutte, qui contrôlait le Parlement. Depuis lors, des contestations surgissent de toutes parts (opposition, société civile, étudiants, rebelles, militaires démobilisés). Puis, le 29 février 2004, Jean Bertrand Aristide a fini par démissionner de la présidence haïtienne, alors que sont arrivés les premiers marines américains, avant-garde d'une force internationale (*Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti*, ou MINUSTHA) envoyée par l'ONU pour ramener l'ordre dans la capitale, Port-au-Prince. Ces forces comprennent des troupes américaines, françaises, canadiennes et d'autres des Caraïbes. Aujourd'hui, Haïti connaît un gouvernement intérimaire composé de M. Alexandre Boniface, président, M. Gérard Latortue, premier ministre, qui a pour mission première d'organiser les élections à tous les niveaux dans le pays dans une intervalle de deux ans.

Son économie se repose presque sur l'agriculture. Touchée à la fois par la sécheresse et les tempêtes, l'agriculture haïtienne (65% des actifs) n'est pas aussi performante qu'elle le pourrait, la surpopulation des campagnes ayant entraîné l'épuisement des terres et une érosion considérable. Les terres cultivées manquent, et le quart de la population rurale ne possède pas de terre. Le riz, le maïs et les patates douces sont récoltés deux fois par an. La plupart de ces productions ne suffisent pas à satisfaire la demande intérieure. D'après le bilan 2004 du bulletin No. 8 de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire en Haïti (CNSA) la répartition de la disponibilité alimentaire pour l'année 2004 est de: 5% aide alimentaire, 43% offre locale, et 52% importations alimentaires. La pêche n'a jamais été un secteur très productif et le bois sert à la fabrication de produits artisanaux (masques, sculptures) destinés essentiellement à l'exportation. Haïti dépend de l'aide extérieure qui finance en grande partie les dépenses publiques du pays. La monnaie nationale est la gourde, qui se divise en 100 centimes. Elle a enregistré une dépréciation drastique. Le taux de change varie presque tous les jours ; ainsi de janvier 2005 à nos jours il est passé de 37.25 gourdes pour 1 US\$ à 41.5 gourdes.



Faiblement mécanisée, le secteur agricole fait appel à une forte main-d'œuvre. Bien que fragilisée par les conditions de l'environnement (érosion accélérée), l'agriculture constitue la principale activité économique de la zone. Le régime foncier qui sert de toile de fond à la production agricole peut être classé en deux grandes catégories: le mode de faire valoir direct qui regroupe essentiellement les terres sous possession et le mode de faire valoir indirect, celles en indivision ou données en métayage. Ce système de tenure des terres est appelé "deux moitiés". Dans ce système, le propriétaire terrien octroie une partie de ses terres à un paysan moins favorisé pour une période déterminée. Ce dernier, en retour, fournit les intrants nécessaires à la mise sous cultures des parcelles (semences et force de travail). Au moment de la récolte, les produits récoltés sont alors répartis sur la base d'un accord préalablement convenu entre les parties.

La commercialisation des produits agricoles repose essentiellement sur les démarches des intermédiaires. Selon qu'il s'agisse de denrées d'exportation ou de produits vivriers les circuits peuvent être de nature différents. L'un des intermédiaires incontournables du circuit de commercialisation des produits vivriers se trouve être "la Madame Sarah"⁷. Mats Lundhal, dans "Peasants and Poverty" (1974), la décrit comme l'agent de contact infatigable entre les consommateurs urbains et les producteurs ruraux. A côté de la Madame Sarah, à un plus bas niveau économique se trouve la revendeuse, qui procède à la vente en détail de certains produits agricoles. Entre la Madame Sarah et le producteur se trouvent le commerçant et un agent de liaison qui assure parfois le ravitaillement du premier. Cet agent de liaison, communément appelé *sekretè* (équivalent français de bras droit) est une personne-ressource importante mais non indispensable pour la Madame Sarah, qui peut aussi s'approvisionner directement de l'exploitation agricole. Enfin, le propriétaire de dépôt des agglomérations urbaines ou de la capitale constitue le dernier maillon de la chaîne. Doué d'une certaine aptitude pour les activités mercantiles, ce personnage joue un rôle non négligeable dans la détermination des prix des différents produits, en mettant complètement à profit les occasions de rareté et en se créant des situations de monopole.

A la différence des produits vivriers, la commercialisation des produits d'exportation (café et cacao) n'est pas aux mains d'une multitude d'opérateurs. Elle dépend d'un nombre réduit de maisons d'exportation qui, en outre, établissent entre elles des accords implicites pour leur zone de collecte respectives. (Source : "Manuel d'Agronomie Tropicale Appliquée à l'Agriculture Haïtienne"). Ces zones de collecte se trouvent sous l'emprise et la gestion des spéculateurs.

Dans le cas des produits vivriers, les prix obéissent à la loi de l'offre et de la demande. On observe donc des variations de prix selon la saison: il y a chute des prix à la saison des récoltes et hausse des prix au cours des périodes de soudure. Dans une telle circonstance, la catégorie 'mieux loti' savourant une forte production et jouissant d'une plus grande capacité de stockage, tire profit de la situation, en s'annexant à bas prix toute la récolte des petits et moyens planteurs pour la leur restituer à des prix élevés à la période de soudure. Un autre facteur contribuant à la détermination du prix des produits vivriers réside dans la distance entre le lieu de production et le lieu de consommation.

Dans le cas des produits d'exportation, les prix sont déterminés sur le marché international et les producteurs se voient imposer des prix de vente non au pro rata des fluctuations internationales. Ne bénéficiant ni d'une production significative, ne disposant ni de moyens de stockage et par-dessus le marché endetté, la classe des pauvres cultivateurs constitue le groupe le plus soumis à ces variations.

En raison des faibles revenus générés par la culture du café (prix bas sur le marché international, rendements décroissants et surtout faible rémunération au producteur), celle-ci a connu une régression considérable dans certaines zones montagneuses pour être remplacée par des cultures céréalières et maraîchères. Elle s'est cependant maintenue dans certaines zones, où des bailleurs de fonds avaient financé dans le temps des programmes de régénération caféière et de commercialisation du café gourmet destiné aux connaisseurs du marché international. La culture de la canne à sucre tend aussi à disparaître, au profit de la banane, du manioc et du maïs en raison de la fermeture des usines d'extraction de sucre.

⁷ Nom donné à un petit oiseau migrateur qui voyage d'un endroit à un autre à la recherche de nourriture. Le terme a aussi une connotation péjorative, en ce sens que cet oiseau est surtout reconnu pour les pillages effectués dans les jardins des paysans.

Geographie et Climat

Haïti occupe le tiers occidental de l'île qu'elle partage avec la République Dominicaine formant ainsi l'ancienne île de Saint Domingue ou encore Hispaniola. Elle est bornée au Nord par l'Océan Atlantique et au Sud par la mer des Caraïbes. Au nord-Ouest, le canal du vent sépare Haïti de Cuba, au Sud-Ouest, le canal de la Jamaïque la sépare de ce pays. Sa superficie est de 27 750 km² dont 190 km² d'eau. La côte Nord, du môle Saint- Nicolas à Ouanaminthe (175 km), est baignée par l'océan Atlantique ; la côte sud, des trois à l'Anse à Pitre (290 km) par la mer des Caraïbes.

C'est un pays tropical formé de montagnes couvrant les $\frac{3}{4}$ de son territoire. Le relief est en effet très accidenté, plus de 60% du territoire abritent des mornes de pentes supérieures à 20 %. Les plaines et les plateaux avec des pentes de 0 à 10 % ne représentent que 29,5 % de la superficie totale du pays. Le territoire approprié pour l'agriculture ne représente que 30% de la superficie totale.

Le dernier recensement de 2003 de l'Institut Haïtien de Statistiques (IHSI) dénombre la population Haïtienne à 7,929,048.00 habitants. Ce qui fait une densité de 288 habitants / Km². Plus de 39,6% des habitants sont dans la tranche d'âge de 0 à 14 ans, 56% dans la tranche de 15 à 64 ans et enfin 3,8% ayant atteint de forte proportion, soit 64.56 pour mille en l'an 2003. En 1992, on comptait 1 médecin pour 10.000 habitants. L'espérance de vie moyenne est de 54 ans pour les femmes; 50 ans pour les hommes. La mortalité infantile est élevée. D'après l'indice de développement humain des Nations unies, Haïti se classe 150^{ème} sur les 173 pays recensés. En 2002, d'après un dossier publié par l'UNESCO sur la lutte contre la pauvreté en Haïti, la proportion d'analphabètes est de 55%.

La faiblesse du pouvoir d'achat, la déficience de l'alimentation, de l'encadrement médical et scolaire constituent un lourd handicap au développement socio-économique du pays. L'émigration vers les États-Unis ou la France (en particulier, vers la Guadeloupe et la Martinique) est forte mais elle ne soulage que modestement la croissance démographique de la capitale, Port-au-Prince, gonflée par l'exode rural, et dont l'agglomération (la zone métropolitaine) regroupe près de 2,4 millions de personnes. Ses bidonvilles ne cessent de croître. Cap-Haïtien a 72.000 habitants, et Gonaïves, 63.300 habitants.

Ce pays ensoleillé connaît une pluviométrie moyenne annuelle plus de 1400 mm de pluies par an.⁸ Le climat se caractérise par l'alternance des saisons assez irrégulières dues au caractère montagneux du pays. Il n'existe, à proprement parler, que deux saisons en Haïti: l'hiver et l'été plus connus sous les noms de saisons pluvieuses (généralement d'avril – juin et octobre - Novembre) et saisons sèches (novembre – à mars). La température d'Haïti varie selon les saisons, les régions et les altitudes. Dans les plaines, il fait constamment chaud avec une température de 15 à 25 degrés Celsius à l'ombre durant les mois d'hiver et de 25 à 35 Celsius degrés pendant l'été. Ces températures diminuent considérablement à mesure qu'on se rend dans les hauteurs. Haïti se trouve sur le chemin des cyclones formés près des côtes africaines dans l'Océan Atlantique ou dans l'archipel des petites Antilles. Ceux-ci se dirigent assez souvent vers la presqu'île du Sud où ils peuvent causer des dégâts considérables en biens et en vies humaines. Il convient de souligner que le déboisement a entraîné la désertification du climat dans certaines régions et notamment dans le nord-ouest du pays. Seulement 2% de la surface forestière d'origine subsiste et celle-ci continue de disparaître à un rythme élevé. Des programmes de reboisement sont en cours, mais partout l'érosion des sols est inquiétante.

Au nord de Port-au-Prince, la capitale, se trouvent de belles plages et plus loin des sites et monuments dont la Citadelle Laferrière. Grâce à son relief, l'île ne manque pas d'endroits frais. On peut citer Pétienville, Furcy, Kenscoff dans les hauteurs et Jacmel sur la côte sud, qui bénéficie d'une brise fraîche que ne connaissent pas les autres villes souffrant plutôt d'une chaleur étouffante. Il fait beau en Haïti toute l'année et le climat est moins humide toute l'année qu'aux petites Antilles.

⁸ Normalement, les Profils de Mode de Vie de FEWS NET montrent la moyenne des modèles pluviométriques mensuels dans la section des zones des profils de modes de vie individuel sur le Calendrier Saisonnier. Mais, à cause des limitations sur la disponibilité des données pluviométriques en Haïti, le sommaire graphique de la moyenne pluviométrique a été exclu pour ces Profils des Modes de Vie.

Sources Rurales de la Nourriture et du Revenu : Resultats Principaux et Implications

En termes des groupes socio-économiques, il est généralement vrai que les ménages pauvres gagnent leur pain en vendant leur travail, qui est leur principal capital économique pour survivre. Ils ne possèdent pas de bétail mais possèdent souvent du petit bétail, qui représente pour eux une source de revenus (plutôt qu'une source de lait et de viande). Les ménages moyens ont tendance à posséder de la terre et du bétail et reçoivent souvent des fonds rapatriés qui leur permettent d'investir dans leur propre production. D'une façon générale le tableau fourni par les profils de moyens d'existence indique une stratification des richesses qui empêche les pauvres de remonter l'échelle ; sans accès à de l'argent liquide pour investir ou à un capital pour la production, peu d'opportunités sont offertes aux ménages pauvres pour améliorer leur situation. La production de charbon de bois décrit bien cette observation : les ménages ruraux pauvres des économies agricoles dans le monde ont tendance à utiliser la production de charbon de bois comme une stratégie de génération de revenu qui peut s'étendre dans les mauvaises années, et malgré les conséquences écologiques à long terme de la déforestation, cette source de revenu est présente lorsqu'on en a besoin. Par contre, en Haïti, les pauvres (qui ne possèdent pas de terres boisées) doivent produire le charbon de bois dans un système de métayage dans lequel les propriétaires fonciers moyens et mieux munis gardent la moitié du revenu provenant de la vente du charbon de bois. Il en résulte pour cette activité une pression vers le bas de la *rentabilité*, et une pression vers le haut de la *fréquence*, avec des conséquences claires sur la dégradation de l'environnement.

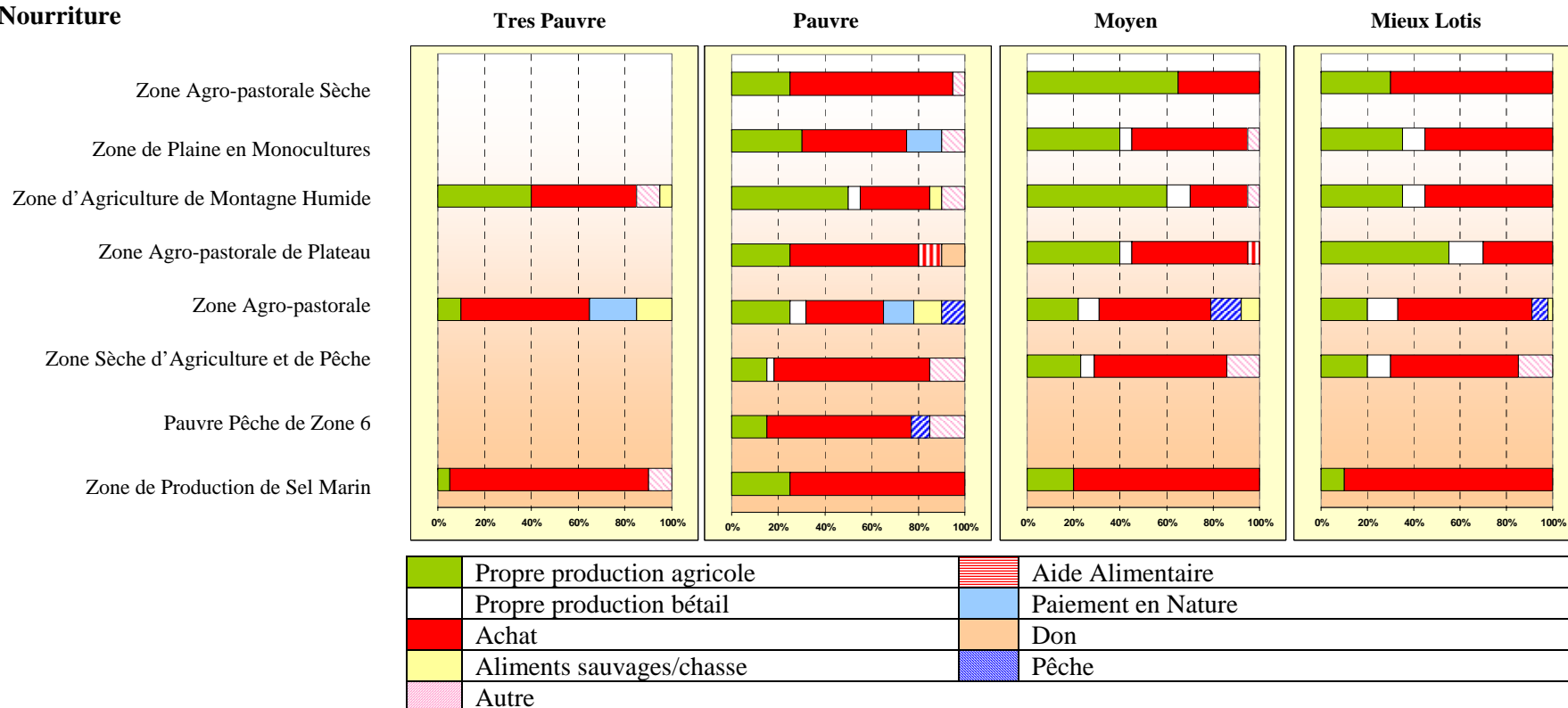
Ce travail des modes de vie remise en question du concept d'agriculture de subsistance (on mange ce que l'on produit et l'on produit ce qu'on mange). Le paradigme 'agriculture de subsistance' n'est pas valable même dans les zones très orientées vers la production agricole/élevage comme le plateau central par exemple. Les ménages les plus pauvres de l'ensemble des zones achètent entre 45% et 85% de leur alimentation. Des 24 groupes socio-économiques déterminés :

- 4 couvrent au moins 75% de leur besoin par l'achat ;
- 12 couvrent entre 50 et 75% de leur besoin par l'achat ; et
- 8 couvrent entre 25 et 50% de leur besoin par l'achat.

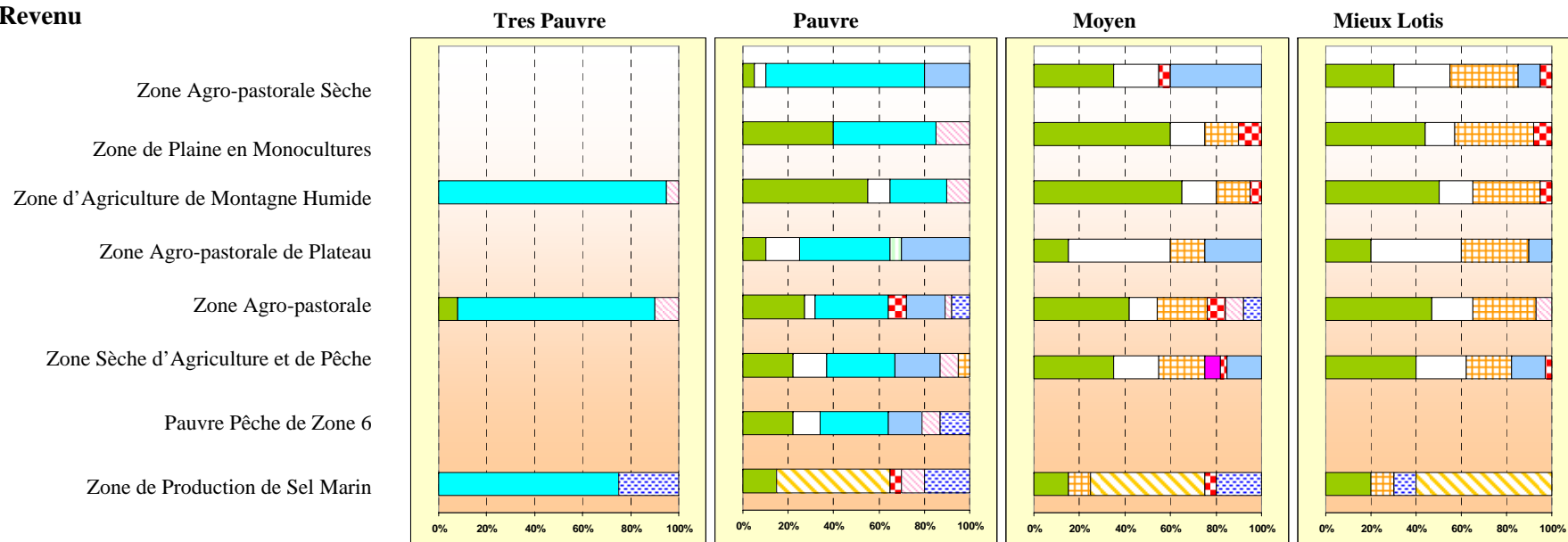
En fait, la seule zone dans laquelle la nourriture achetée ne constitue pas la plus grande source de nourriture pour les ménages pauvres est la Zone 3, où la production des tubercules est suffisante pour garantir que la production alimentaire du ménage représente un pourcentage plus élevé que la nourriture achetée dans l'ensemble des aliments consommés. Ils sont donc vulnérables (ménages les plus pauvres en particulier) à une hausse du prix des denrées de base (sucre, huile, riz). On note que la céréale à la base de l'alimentation est le riz dans nombre de zones. Or ce dernier est produit dans les zones irriguées uniquement et est plus cher que le riz importé. Ceci renforce l'idée de dépendance par rapport au marché pour l'alimentation et en plus par rapport aux importations.












En général, les ménages pauvres cultivent leur terre dans un système de métayage, la récolte étant souvent également répartie entre le ménage fournissant le travail et le ménage qui possède la terre. L'absence d'un régime foncier stable – et le fait qu'ils soient incapables de satisfaire aux exigences coûteuses en intrants, temps et travail – et ce système de métayage empêchent ces ménages pauvres de s'adonner à des cultures de rapport à long terme et plus lucratives, comme le café ou le cacao. La tendance évidente qui ressort du graphique des sources d'aliments, où le mieux nanti produit une portion moins grande de ses propres aliments tout en ayant un meilleur accès à la terre, semble aller à l'encontre de l'intuition, mais elle reflète la tendance des ménages de passer de la production de cultures alimentaires à la production de cultures de rapport à mesure que l'on gravit l'échelle de la richesse : les ménages mieux nantis ont tendance à cultiver leur terre avec des cultures de rapport, pour obtenir un revenu leur permettant de s'offrir un régime alimentaire plus diversifié en l'achetant sur le marché.

Sources de Nourriture



Sources de Revenu



	Vente production agricole		Prêts
	Vente production bétail		Transferts
	Main d'œuvre		Commerce/Transport
	Main d'œuvre qualifiée		Pêche
	Vente de charbon		Vente de sel
	Autre		

Resumes des Modes de Vie des Zones Rurales

Zone 1: Zone Agro-pastorale Sèche

L'élevage est pratiqué en vue de la vente pour les périodes difficiles et constitue une source d'épargne. Les pauvres pratiquent surtout l'élevage de caprins et d'ovins sous la forme de gardiennage. Les principales sources de revenus sont la vente de main d'œuvre, de produits agricoles, de charbon et le commerce. Approximativement 2/3 du revenu des pauvres vient de la vente de main d'œuvre. Alors que la production de charbon chez le pauvre contribue à 10 % du revenu total, le ménage moyen y tire respectivement 40% et 35 % de son revenu de la production du charbon et de la vente des produits agricoles (petit mil, maïs). Les ménages mieux lotis tirent un tiers de leur revenu du commerce et à peu près 30% de la vente de produits agricoles (le haricot). Seules les catégories moyennes et mieux lotis tirent un revenu appréciable de la vente des bétails et reçoivent des transferts d'argent. L'achat et la production agricole constituent les principales sources de nourritures. La contribution de la production agricole comme source de nourriture varie selon la catégorie socio-économique car le type de production varie en fonction de la capacité de prise de risques. Ainsi, les pauvres consomment la majeure partie de leur production qui ne couvre seulement 1/4 de leurs besoins. La production agricole couvre 2/3 des besoins de ménage moyen. L'achat couvre plus de 2/3 des besoins alimentaires des ménages mieux lotis (par choix) et des pauvres (par absence de choix).

Zone 2: Zone de Plaine en Monoculture

Zone 2 couvre les régions de plaine particulièrement fertiles avec une altitude proche du niveau de la mer. Ces régions se rencontrent dans les départements de l'Artibonite, du Sud, de l'Ouest, du Nord et du Nord Est. Elles bénéficient généralement de systèmes d'irrigation et/ou d'une pluviométrie élevée. La pluviométrie moyenne annuelle varie de 600 à 1300 mm. L'économie de la zone est donc basée principalement sur la production agricole. Les rendements y sont généralement supérieurs. Zone 2 offre des possibilités de culture telles que le maraîchage, le bananier et le riz. De nos jours, les superficies emblavées en riz tendent à diminuer à cause de coûts de production/commercialisation élevés qui ne permettent pas de concurrencer le riz importé. Les producteurs ont donc tendance à favoriser d'autres cultures tel que le maraîchage. Les deux principales sources de nourriture, toutes catégories socio-économiques confondues sont, en premier lieu, l'achat suivi par la propre production agricole. La vente de la production agricole constitue la plus importante source de revenus de la zone. Le groupe des moyens tire 60 % de ses revenus de la vente de la production agricole. Cependant les ménages 'pauvres' sont fortement dépendants de la main d'œuvre soit à 45 %. Les risques identifiés se rapportent d'abord aux catastrophes naturelles, aux prédateurs et aux maladies du bétail. Un second niveau de risque provient de l'association simultanée de plusieurs événements qui affectent soit les prix soit l'environnement productif. Par exemple, la réduction de la fertilité du sol ou de la disponibilité en eau associée à un taux de change défavorable engendre des coûts de production/commercialisation élevés.

Zone 3: Zone d'Agriculture de Montagne Humide

La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides, représentée sur la carte des modes de vie par la coloration bleue, englobe dans sa presque totalité les confins des mornes d'Haïti. A côté d'autres activités de second plan comme l'artisanat et le commerce, l'agriculture et l'élevage constituent les principales sources à l'économie de cette zone. Cependant, à cause de son relief accidenté (pente allant de 20 à 80%) offrant peu de chance à l'irrigation, l'Agriculture pratiquée dépend uniquement des caprices de la nature. En plus des contraintes topographiques, le mauvais état des routes y rend l'accès difficile, affecte le transport, fait grimper les prix à la commercialisation des produits agricoles et inhibe la fourniture des services de base. Mis de côté les problèmes socio-économiques, la Zone d'Agriculture de Montagnes Humides est le théâtre de différentes formes d'érosion à divers endroits. Cette condition de dégradation physique des sols quasi-générale fragilise la production agricole déjà insuffisante. L'Agriculture pourtant représente le plus grand pourvoyeur d'emplois à une population estimée à près d'un demi million d'habitants. Elle est en effet la source par excellence de revenus aux familles avec de légères variantes liées à leur catégorisation socio-économique. A titre d'exemple, les ménages très pauvres tirent la totalité de leur revenu de la vente de leur force de travail dont 60% sur des chantiers agricoles en périodes de pointe, tandis que ceux du haut de l'échelle tirent les leurs de la vente directe des produits agricoles (50%) et du commerce de produits importés (30%). En termes d'approvisionnement en nourriture, toutes catégories confondues, la production agricole en constitue la principale source aux familles avec un apport complémentaire généré par des achats se chiffrant à 40, 50 et 60%, respectivement pour les très pauvres, les pauvres et fermiers moyens. Ce complément par les achats est en prédominance chez les ménages riches et varie de 50 à 60%. Face à une Agriculture si minière, aux bénéfices parfois non renouvelés, les ménages se trouvent dans l'obligation de développer des formes de stratégies de survie peu favorables à la protection de l'environnement qui peuvent être soit la vente de bétails, la coupe des arbres pour la fabrication du charbon de bois, soit la migration interne et, lorsque le jeu force à couper: la migration vers la République Dominicaine.

Zone 4: Zone Agro-pastorale de Plateau

Cette zone concerne toutes les communes du Département du Centre, et une faible partie de certains Départements limitrophes. La zone est caractérisée par un système agro-écologique prédominant: le plateau semi-humide avec une altitude moyenne comprise entre 200 et 500 m. La pluviométrie est comprise entre 1000 et 1300 mm par an. La température moyenne oscille autour de 25° C. L'approche des profils des modes de vie utilisée a permis de comprendre les stratégies et les capacités adaptatives. On a tout d'abord souligné que les éléments clés de l'économie de cette zone sont l'élevage, l'agriculture, la production de charbon et les échanges avec la capitale et la République Dominicaine. Les revenus des ménages proviennent pour une large part de la vente de la production (par exemple, charbon et animaux) hors de la zone et la République Dominicaine offre des opportunités de main d'œuvre. Les ménages moyens et les mieux lotis dépendent prioritairement de la vente de la production animale, soit respectivement à 45 % et à 40 %. Les risques qui affectent la zone sont regroupés en deux catégories : les risques chroniques qui sont soit liés à la dégradation de l'environnement productif (érosion et déforestation), soit liées à des difficultés accrues de commercialisation (dégradation des routes et augmentation des prix des intrants/carburant) et les risques périodiques qui peuvent être repartis en deux groupes, d'une part ceux qui affectent la commercialisation (fermeture de la frontière ou insécurité à Port au Prince) et d'autre part, ceux qui affectent plutôt la production (maladies ou catastrophes naturelles).

Zone 5: Zone Agro-pastorale

Zone 5 est une zone agro-pastorale semi humide avec une pluviométrie allant de 1000 à 1200 mm l'an. L'agriculture est prédominante. Le bétail dans cette zone agro-pastorale est ordinairement constitué de bovins, caprins, porcins, équins et ovins. Les très pauvres qui occupent 5% de cette population n'en possèdent presque pas. Les pauvres qui sont 45% de la population, par le gardiennage qui est un des moyens d'accès au bétail, en possèdent jusqu'à environ 5 petits bétails. Les groupes moyens et les mieux lotis possèdent en moyenne de 10 à plus 25 têtes de bétail. Dans cette zone agro-pastorale, les sources de revenus varient d'une catégorie à une autre. Pour les très pauvres, les sources de revenus proviennent essentiellement de la main d'œuvre et de dons. Du côté des pauvres, les revenus sont issus en parti par la main d'œuvre, la vente de la production animale, le petit commerce, la vente de bois de charbon et des transferts. Les moyens, eux, tirent leurs revenus dans la vente des produits agricoles, la vente de production de bétail, le commerce. Aux mieux lotis, il leur revient la pratique du commerce du gros bétail, la vente de produits agricoles, le transport et ils reçoivent tout aussi bien des transferts. Pour les sources de nourriture, toutes les catégories socio-économiques de cette zone agro-pastorale dépendent en parti de l'achat. Chez les très pauvres et les pauvres, les paiements en nature et les aliments sauvages comme sources de nourriture prédominent. Les moyens et les riches vivent en parti de leur propre production agricole et de leur propre production de bétail.

Zone 6 : Zone Sèche d'Agriculture et de Pêche

Dans la zone sèche d'agriculture et de pêche, la propriété du gros bétail est caractéristique des ménages les mieux lotis et moyens. Les ménages pauvres accordent priorité à l'élevage du petit bétail car les risques et les coûts d'entretien sont beaucoup plus faibles. Il constitue leur épargne. Les principales sources de nourriture dans cette zone sont l'achat et la production agricole. Tous les groupes socio-économiques sont vulnérables à une hausse du prix des produits alimentaires de base car l'achat constitue leur source de nourriture la plus importante. Chez les ménages pauvres des régions côtières, les produits de la pêche représentent une part conséquente de leur source de nourriture. Ils sont donc vulnérables aux intempéries climatiques tels les nordés et les cyclones. Par ordre d'importance, la vente de la production agricole, le commerce et la vente de bétail constituent les principales sources de revenu des ménages les mieux lotis et les moyens. Pour les ménages pauvres de cette zone, la vente de main-d'œuvre est la principale source de revenu suivi de la vente de production agricole et la vente du charbon ou de produits de pêche.

Zone 7: Zone de Production de Sel Marin

L'activité de l'élevage est marginale dans cette zone. Un peu plus de 75% du revenu des pauvres est procuré par la vente de main d'œuvre agricole et surtout dans les salines. Le ménage mieux loti tire plus de la moitié de son revenu de la vente de sel. La seconde source de revenu de ce dernier est la vente de production d'échalote. Les catégories pauvres et moyennes tirent aussi une partie de leurs revenus de la vente de sels et de produits agricoles des mornes sèches avoisinantes mais à un degré moindre par rapport aux mieux lotis. Le commerce contribue à 10% dans le revenu des catégories moyennes et mieux loties. Ce sont les catégories socio-économiques 'pauvres' et 'moyennes' qui reçoivent des transferts d'argent de l'étranger. La majeure partie des besoins énergétiques (plus de ¾ pour tous les groupes) est satisfaite par l'achat. La proportion de nourriture issue de la propre production chez les ménages 'mieux loti' est inférieure à celle des ménages 'moyens' et 'pauvres' car ils choisissent de planter l'échalote. Les ménages 'pauvres' et 'moyens' qui ont moins accès à moins d'eau d'irrigation, emblave une plus grande proportion de leur superficie en petit-mil. Pour les ménages 'très pauvres', les produits de la pêche sont consommés et/ou vendus. La consommation de la production animale est marginale.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 1: Zone Agro-pastorale Sèche

Conclusions Principales et Implications

Zone 1 couvre une grande partie du département du Nord-ouest, de l'île de La Gonâve, une partie du Nord-est et une infime partie du département du Sud-est. Elle est caractérisée par une faible pluviométrie et un risque élevé de sécheresse. L'agriculture, l'élevage et la production de charbon sont à la base de l'économie. La difficulté d'accès à l'eau couplée à la déforestation et l'érosion engendre un environnement productif pauvre.

Cette zone présente le plus haut degré de pauvreté du milieu rural haïtien. Un peu plus de 55% des ménages considérés comme "pauvre" exploitent pas plus 1/4 à 1/2 carreau de terre et pratique l'élevage sous forme de gardiennage. Les ménages dépendent majoritairement du marché pour leur alimentation et les revenus dont une partie provient de la migration. Celle-ci est cruciale à la survie de la zone et se fait vers les régions rurales demandeuses de main-d'oeuvre, les villes ou l'étranger.

Les échanges avec le milieu urbain sont également importants pour la commercialisation des productions (charbon en particulier) et l'acquisition des denrées de base. Ces échanges sont compliqués par une mauvaise infrastructure routière.

Description de la Zone ⁹

Elle englobe les régions suivantes: deux tiers de l'île de la Gonâve ; l'extrémité orientale de la Plaine du Nord-Est (Fort Liberté, Ferrier, Terrier Rouge), plus de la moitié du département du Nord-Ouest et une partie du Haut Artibonite et une infime partie du Sud-est.

Elle couvre des régions de basse montagne, colline, plateau et plaines sèches qui reçoivent au plus 600 mm de pluie par an. Zone 1 est parfois confrontée à des pénuries en eau en particulier dans la basse Gonâve. Cette île présente, en outre, des sols minces et donc des affleurements rocheux. Les problèmes d'érosion sont communs à la majorité de la zone.

Les activités dominantes sont l'agriculture, l'élevage et la production de charbon. Les cultures principales sont premièrement le maïs et le petit mil. Viennent en second les haricots, les pois, le manioc, les patates douces et les arachides à la Gonâve. L'élevage caprin ou ovin domine suivi par celui des bovins et volailles. L'élevage est pratiqué en vue de la vente pour les périodes difficiles et constitue une forme d'épargne.

Du point de vue du régime foncier, les terres appartiennent soit aux ménages de la zone, soit à l'Etat soit à une minorité de propriétaires privés vivant en milieu urbain. Ce sont typiquement des grands commerçants qui possèdent des superficies supérieures à cinq carreaux.¹⁰ Dans la région du Nord-Ouest communément appelé le « Far West », la production du charbon est particulièrement importante.

Population Totale (RGPH 2003) <i>Par Commune</i>	1 061 169
Anse a Galets*	52 662
Anse Rouge*	32 104
Aquin*	95 004
Baie de Henne	17 277
Bassin Bleu	33 926
Bombardopolis	27 360
Capotille*	15 086
Fort Liberté*	30 110
Gonaïves*	206 426
Gros Morne*	96 083
Jean Rabel*	102 745
La Tortue*	25 936
Môle Saint Nicolas*	21 856
Ouanaminthe*	77 319
Perches*	8 344
Pointe a Raquet*	22 886
Port de Paix	120 267
Terre Neuve	17 045
Terrier Rouge	21 328
Trou du Nord*	37 405

*Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.

⁹Le travail sur le terrain pour l'actuel profil a été réalisé en mai - juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2002, une année relativement 'normale' suivant les standards locaux (c.a.d. une année qui n'était ni spécialement bonne ni spécialement mauvaise en termes de sécurité alimentaire rurale, jugée dans le contexte des années précédentes). A condition qu'il n'y ait pas de changements fondamentaux et rapides de l'économie, on peut s'attendre à ce que l'information de ce profil reste valide pour à peu près cinq ans.

Le mauvais état des infrastructures routières est compensé dans les zones proches de la mer par le transport par bateau. L'installation de parents à l'étranger (à Miami, aux Bahamas et à la Guadeloupe) est courante. Zone 1 bénéficie donc de transferts d'argent de l'étranger.

Aux abords de la côte, on peut rencontrer des ménages qui s'adonnent à la pêche. Cependant, cette activité pratiquée par une minorité de ménages reste marginale. Quelques communautés bénéficient de projets visant à augmenter la pêche en mer ou l'agriculture irriguée. De telles situations demeurent atypiques et ne sont pas couvertes par l'analyse qui suit.

Marchés

Bombardopolis, Jean Rabel, Lacombe et Port de Paix sont les principaux marchés pour le Nord-Ouest. Sur l'île de la Gonâve, le marché journalier se trouve à Anse à Galets (journalier), et les marchés hebdomadaires se trouvent à Palma, Petit Palmiste, Tamarin, Dan Gryen et Shaba. La production de charbon part principalement en direction des marchés de Port au Prince. Les principaux pôles de migration temporaire sont les villes, les zones rurales faisant appel à de la main-d'œuvre tel que, les plaines irriguées de l'Artibonite (Zone de plaine en monoculture), les salines (Zone 7 de production de sel marin) et la République Dominicaine.

Calendrier Saisonnier

Les pluies rythment les activités économiques. Il y a deux périodes particulièrement pluvieuses qui correspondent aux deux saisons agricoles. La première va d'avril à juillet mais les opérations de préparation des sols débutent dès mars avec l'arrivée des premières pluies. La deuxième saison va de septembre à décembre avec les préparations de sols qui commencent en août. Le maïs, le pois, l'arachide et la patate sont donc récoltés deux fois par an. Le mil présente un cycle différent: planté en mai avec la première saison, il est récolté en novembre. La durée de maturation du manioc est d'un an. Il peut être planté deux fois par an et récolté l'année suivante. La période de pic de migration et de production de charbon se situe durant les mois très secs où les activités agricoles sont minimales. La principale période de pic de ventes des animaux se situe entre août et septembre, car c'est à ce moment qu'il y a un débours à faire pour le rentré des classes.

	Jan	Feb	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec
Saison	Seche???								Pluie???			
Cultures												
Mais				Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2			Recolte 2
Pois inconnu				Plantation 1		Recolte 1			Plantation 2		Recolte 2	
Petit mil					Plantation						Recolte	
Arachide				Plantation						Recolte		
Patate				Plantation 1			Recolte 1			Plantation 2		
Manioc (culture annuelle)			Recolte 2	Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2			
Autres												
Pic de production de charbon												
Pic de vent de bétail												
Migration												

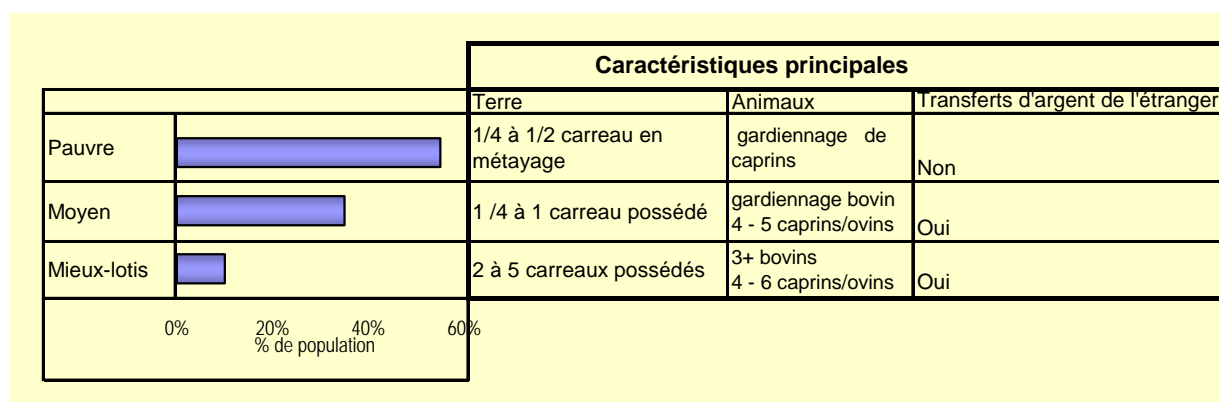
¹⁰ Un carreau est équivalent à 1,29 ha.

Catégorisation Socio-économique

Les principaux critères de richesse dans la zone sont la propriété de terre, la possession de bétail et la présence de parents vivant à l'étranger qui envoient des transferts d'argent. Les ménages 'pauvres' ne possèdent généralement pas de terre et sont « métayers ». Ils travaillent la terre possédée par les autres catégories socio-économiques. Généralement tous les coûts d'exploitation sont supportés par le métayer et les propriétaires obtiennent un quart ou un tiers de la production. Ils font également du métayage (dans les terres de 'rak' des mieux lotis) pour produire du charbon. Les ménages pauvres ne bénéficient ordinairement pas de transferts d'argent de l'étranger. Ils prennent les cabris des autres groupes en gardiennage, c'est-à-dire qu'ils prennent soins des animaux et lors d'une portée ils vont bénéficier d'un petit qui sera bien vite vendu pour obtenir de l'argent. Ils ne disposent pas de la superficie de terre suffisante et de moyens financiers nécessaires pour que la production agricole couvre leurs besoins et donc ils sont obligés de vendre leurs forces de travail aux autres catégories sociales.

Par comparaison, les ménages 'moyens' possèdent les terres qu'ils exploitent tant pour l'agriculture, l'élevage que pour la production de charbon. Cette catégorie cultive le petit mil et le maïs. Ils élèvent leur propre petit bétail et pratiquent le gardiennage bovin. Ils bénéficient de transferts d'argent de l'étranger qui leur confèrent, entre autres, une plus grande capacité d'investissement dans leurs productions. Ce qui différencie le groupe 'mieux lotis' de celui décrit précédemment est la plus grande superficie de terre qu'ils possèdent. Ceci leur permet de pratiquer l'élevage bovin et de donner une partie de leurs parcelles en métayage. Ils font de la culture du haricot et du maïs. Seules les parcelles de faible valeur, les 'racs' sont données pour l'exploitation de charbon. Comme les mieux-lotis ont une plus grande disponibilité en terre, ils ont plus la capacité de mettre en place de petits lots boisés. De plus, ils sont en mesure d'employer de la main-d'œuvre agricole. Un critère de richesse supplémentaire a été identifié spécifiquement dans l'île de la Gonâve : la possession d'un réservoir d'eau. Seuls les ménages 'moyens' et 'mieux lotis' en possèdent, et le réservoir est de petite taille pour les premiers.

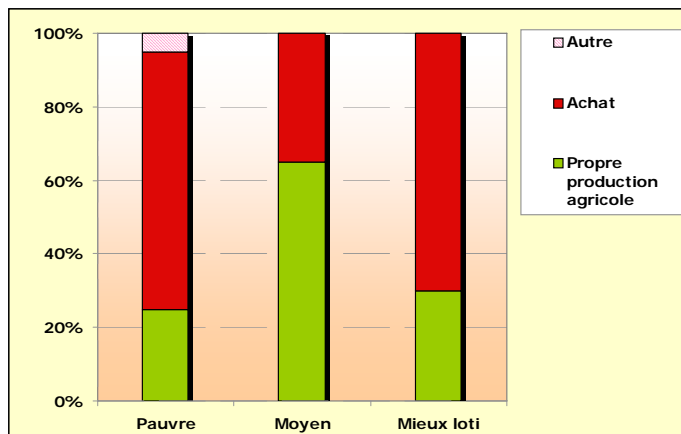
La taille des ménages croît avec le degré de pauvreté : de l'ordre de 5 à 6 personnes pour les ménages 'mieux lotis' et une moyenne de 8 membres dans le groupe 'pauvre'.



Sources de Nourriture

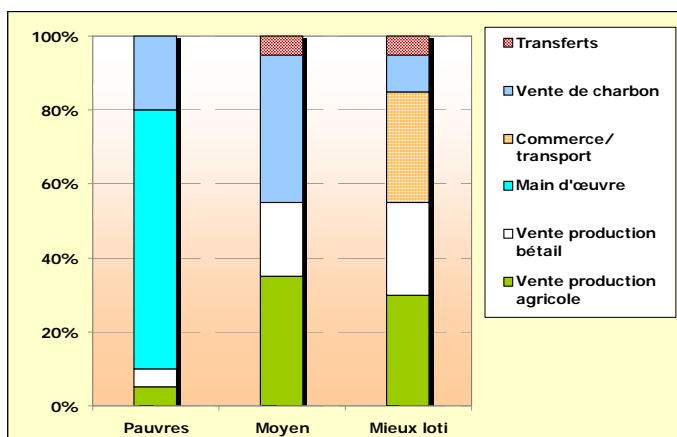
L'achat et la production agricole constituent les principales sources de nourriture. Le type de production agricole varie en fonction du statut socio-économique et de la capacité de prise de risque qui en découle. Les ménages 'mieux lotis' choisissent plutôt de cultiver le haricot et le maïs pour la vente car ils génèrent plus de revenus. Ceci explique que la contribution de la production agricole à l'alimentation de ce groupe soit inférieure à celle des ménages 'moyens'. A l'opposé, les ménages 'pauvres' ont tendance à privilégier le mil. Ce dernier est plus résistant à la sécheresse et donc la prise de risque est moindre.

Comme, il s'agit de la céréale la moins chère. Ces ménages consomment la majeure partie de leur production qui, malgré tout, couvre seulement 1/4 de leurs besoins. Les ménages 'moyens' présentent un profil d'utilisation de la production agricole intermédiaire. Ils sont en mesure de prendre un certain niveau de risque et donc cultivent, outre le mil, le haricot et le maïs. Cependant, ils ne privilégient pas la vente au détriment de leur propre consommation. Leur production couvre environ 2/3 de leur besoin. Il en résulte que l'achat couvre plus de 2/3 des besoins alimentaires des ménages 'mieux lotis' (par choix) et 'pauvres' (par absence de choix). Approximativement 1/3 de la consommation alimentaire du groupe 'moyen' provient du marché. La catégorie 'autre' inclut l'aide alimentaire, les dons et le paiement en nature. La consommation de produits animaux est marginale (un ou deux cabris par an pour les ménages 'mieux lotis') car le bétail est élevé pour la vente et constitue un recours en cas de mauvaises récoltes.



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

Sources de Revenus



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

Le ménage 'pauvre' tire plus de 2/3 de ses revenus de la main d'œuvre (locale ou à la migration). Vient ensuite la vente de charbon. Comme il fait du gardiennage, il a la possibilité au cours de l'année de vendre une ou deux têtes de petit bétail et parfois quelques volailles. Comme mentionné précédemment, la vente de la production agricole est secondaire pour la catégorie des pauvres.

Avec le groupe 'moyen' apparaissent les transferts d'argent. Les revenus issus de la production animale proviennent de la vente de leurs ovins, caprins et volailles mais aussi des veaux issus de l'accord de gardiennage.

Ces derniers sont généralement vendus car ces ménages n'ont pas la capacité de supporter la charge d'entretien liée à l'élevage bovin. Ils tirent une large proportion de leur revenu de la vente du charbon et de la production agricole. Le ménage 'mieux lotis' tire environ 1/3 de ses revenus des activités de transport et de commerce. La vente de charbon provient des accords de métayage car lui-même ne pratique généralement pas cette activité. De même, une partie de la récolte qu'il vend est issue des fermages. Une large part des revenus de la production animale provient de l'élevage bovin.

Risques

Les risques considérés les plus importants dans la zone sont la sécheresse et les difficultés d'accès à l'eau.

Risques périodiques:

- Déficit pluviométrique prolongé ou en période de germination
- Taux de change défavorable gourde/USD
- Hausse du prix du carburant qui entraîne des coûts de transports et commercialisation plus élevés.
- Maladies des animaux
- Cyclones
- Insécurité sur les marchés d'écoulement de la production (Port au Prince, Gonçaves)
- Baisse de la demande de main d'œuvre localement ou dans les lieux de migration traditionnels

Risques chroniques:

- Difficile accès à l'eau
- Erosion
- Mauvaise infrastructure routière
- Maladies des membres actifs (VIH)

Stratégies de Réponse

Les réponses locales au risque peuvent être divisées en deux catégories : a) des stratégies qui réduisent l'impact du risque, maintenant la production malgré le risque et b) des stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu, remplaçant la nourriture et le revenu perdu à cause du risque.

Stratégies qui réduisent l'impact du risque:

- Diversification de zones de culture pour faire face à la sécheresse : les planteurs cultivent des parcelles à la fois dans les zones de plaines et des mornes pour tirer partie des avantages des différences agro écologiques
- Stratégie de minimisation des risques qui favorise la culture du mil plus résistante à la sécheresse au détriment d'une plus grande prise de risque qui potentiellement générerait de plus grands profits avec la culture du haricot et du maïs.

Stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu:

Les réponses mises en œuvre par les ménages (en cas de mauvaise récolte en particulier) sont :

- La vente accrue de bétail
- L'intensification de la production du charbon
- L'augmentation de la migration.

Indicateurs d'une Crise Imminente

- Pluviométrie
- Vente élevée de bétails durant les périodes normales de non vente
- Prix du maïs et l'haricot (pour le mieux lotis)
- Prix du petit mil (pour les pauvres)
- Terme de l'échange céréale/bétail
- Quantité de charbon sur les points de vente et les prix
- Rendements de la principale saison agricole

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du coût du panier minimum du consommateur incluant la nourriture (riz, pois et huile couvrant les besoins énergétiques minimum) et autres biens de première nécessité.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- Rémunération journalière de la main-d'œuvre / coût journalier d'un panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat issu de la main-d'œuvre pour les ménages 'pauvres')
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente d'animaux – par exemple un cabri / coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour les ménages 'moyens' et 'mieux lotis')

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme. La hausse du prix du carburant et donc des coûts de commercialisation ont été identifiés comme un risque pour la commercialisation de la production. De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés l'activité en question. Il est donc recommandé de faire le suivi des retours sur investissement de l'activité de production/commercialisation du charbon.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 2 : Zone de Plaine en Monoculture

Conclusions Principales et Implications

Zone 2 couvre les plaines du pays qui présentent, pour la plupart, de grandes superficies irriguées. L'économie de la zone est donc basée principalement sur la production agricole. Celle-ci bénéficie d'un environnement plus favorable à l'agriculture que nombre d'autres régions du pays. Les rendements y sont généralement supérieurs. La zone offre des possibilités de culture telles que le maraîchage et le riz. Le risque de sécheresse est faible et les risques de perte de culture y sont moindres. En outre, l'accès physique aux marchés d'écoulement de la production (Port au Prince, République Dominicaine) tend à y être plus aisé. Cependant, cette zone est confrontée à une dégradation de l'environnement productif (diminution de la fertilité et mauvais état des systèmes d'irrigation entraînant une réduction de la disponibilité en eau).

Ceci accroît les coûts de production qui par ailleurs sont à la merci d'un taux de change gourde/USD défavorable (entraînant une hausse des prix des intrants de production comme l'engrais et le carburant). Ceci se répercute aussi sur les coûts de transport et donc de commercialisation. En conséquence, les superficies emblavées en riz tendent à diminuer à cause des coûts de production/commercialisation élevés qui ne permettent pas de concurrencer le riz importé. Les producteurs ont donc tendance à favoriser d'autres cultures telles que le maraîchage. La pauvreté dans cette zone est principalement liée à un accès réduit à la terre (et aux superficies irriguées) associé à une capacité d'investissement limitée. Ces deux facteurs agissent en synergie et laissent peu d'espoir d'amélioration significative du statut socio-économique. Les ménages les plus pauvres dépendent largement du marché tant pour les contrats de travail que pour l'alimentation.

Description de la Zone ¹¹

Cette zone couvre les régions de plaine particulièrement fertiles avec une altitude proche du niveau de la mer. Ces régions se rencontrent dans les départements de l'Artibonite, du Sud, de l'Ouest, du Nord et du Nord Est. Elles bénéficient généralement de systèmes d'irrigation et/ou d'une pluviométrie élevée. L'irrigation compense les différences de régime pluviométrique (de 600 à 1300 mm par an) enregistrées dans les diverses régions couvertes par cette zone. Il en résulte que ces régions présentent

Population Totale (RGPH 2003)		2 818 420
<i>Par Commune</i>		
Acul du Nord*	51 337	Léogâne*
Arcahaie*	102 639	Les Irois*
Bas Limbé	15 695	Lestère*
Cabaret*	63 450	Limbé*
Cap Haitien	186 251	Limonade*
Caracol	6 236	Milot*
Cayes*	125 799	Ouanaminthe*
Croix des Bouquets*	229 127	Petite Rivière de l'Artibonite*
Delmas	679 650	Plaine du Nord*
Desdunes*	20 263	Quartier Morin
Dessalines*	127 529	Saint Marc*
Ferrier	13 096	Thomazeau*
Ganthier*	71 261	Torbeck*
Gonaïves*	206 426	Verettes*
Grande Saline	14 940	
<i>*Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.</i>		

¹¹Le travail sur le terrain pour ce profil a été réalisé en mai - juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2003, une année relativement 'normale' suivant les standards locaux (c.a d. une année qui n'était ni spécialement bonne ni spécialement mauvaise en termes de sécurité alimentaire rurale, jugée dans le contexte des années précédentes). A condition qu'il n'y ait pas de changements fondamentaux et rapides de l'économie, on peut s'attendre à ce que l'information de ce profil reste valide pour à peu près cinq ans.

une économie similaire et constituent donc la zone de modes de vie 'plaines irriguées ou humides'. La température moyenne est d'environ 28°C dans le département de l'Artibonite où se concentre une grande partie de ces plaines irriguées.

Globalement, cette zone fertile avec de grandes surfaces irriguées est favorable à la culture du riz, de la banane et au maraîchage. On observe une certaine tendance de substitution du riz au profit d'autres cultures dont le coût de production (engrais, main d'œuvre) et les besoins en eau sont moins élevés. Ceci est particulièrement le cas au cours de la saison sèche durant laquelle la diminution du débit du fleuve et des canaux d'irrigation peut conduire à une réduction de près de moitié des terres plantées en riz, en particulier dans le département de l'Artibonite. Il peut arriver, par exemple, que des 32,000 ha (normalement plantées en riz) irriguées par le grand système seulement 16,000 ha soient emblavées en riz. Le riz est alors substitué à des cultures maraîchères, céréalières (maïs) ou la banane. Outre des coûts de production inférieurs et une moindre exigence en eau, ces cultures semblent bénéficier d'un marché qui, contrairement au riz, n'est pas en concurrence directe avec les importations. En effet, le riz importé, généralement de moindre qualité, est notablement moins cher que celui produit localement.

En ce qui concerne le régime foncier: les terres sont, soit possédées par l'état soit par les ménages ('mieux lotis' en particulier) soit par de grands propriétaires terriens vivant en dehors de la zone.

Bien que secondaire, l'élevage est également pratiqué dans la zone. Les principaux animaux constituant le cheptel sont les bovins, les caprins, les équins, les porcins et les volailles. La pêche, activité de moindre importance, est pratiquée sous diverses formes: en mer, dans les bassins familiaux, les lacs et canaux d'irrigation ensemencés (en particulier dans l'Artibonite).

Marchés

Les principaux marchés d'écoulement de la production sont Port au Prince, les chefs lieux des départements et les communes faisant partie de ladite zone, la République Dominicaine, etc. Dans l'aire intéressant la présente étude, on distingue plusieurs grands marchés régionaux pour l'écoulement de la production dont : le marché de l'Estère, le marché de Pont-Sondé, le marché Poteau des Gonaives, le marché de Ducis, le marché de Chantal, le marché de Cance, le marché de Rendel, le marché de Arniquet, le marché de Vallère, le marché de Cavaillon, le marché de Camp-Perrin, le marché de Carrefour Joute, le marché de Débauché (Les Anglais), etc. Ces grands marchés réunissent des vendeurs provenant des départements et communes de la zone sous études. Les acheteurs à leurs tours proviennent de partout dans le pays par rapport à leur proximité avec un point appartenant à ladite zone. Certains des produits échangés dans ces marchés sont même écoulés en République dominicaine. Les revendeurs eux viennent de partout pour s'approvisionner à prix favorables des denrées variées produites dans la dite zone en particulier les céréales dont le riz, les cultures maraîchères, la banane, qui sont pour la plupart les principaux produits cultivés dans cette zone à cause de la disponibilité de l'eau, ce qui pour l'essentiel constitue le point de différence avec les autres. Pole d'attraction de main d'œuvre à certaines périodes de l'année cette zone est aussi exportatrice de main d'œuvre pour les plus pauvres qui doivent constamment valoriser cette ressource pour pouvoir faire face aux besoins constants de leurs familles au cours des périodes de faible demande dans cette zone. Par exemple, au cours de la saison pluvieuse, elle constitue une zone de forte demande de main-d'œuvre, mais cette activité s'amenuise avec la fin de la saison pluvieuse, ce qui la prédispose à une offre excédentaire de main d'œuvre et ouvre donc un champ propice à la migration (interne et vers la république dominicaine) de ceux qui doivent constamment mettre en valeur leur force de travail.

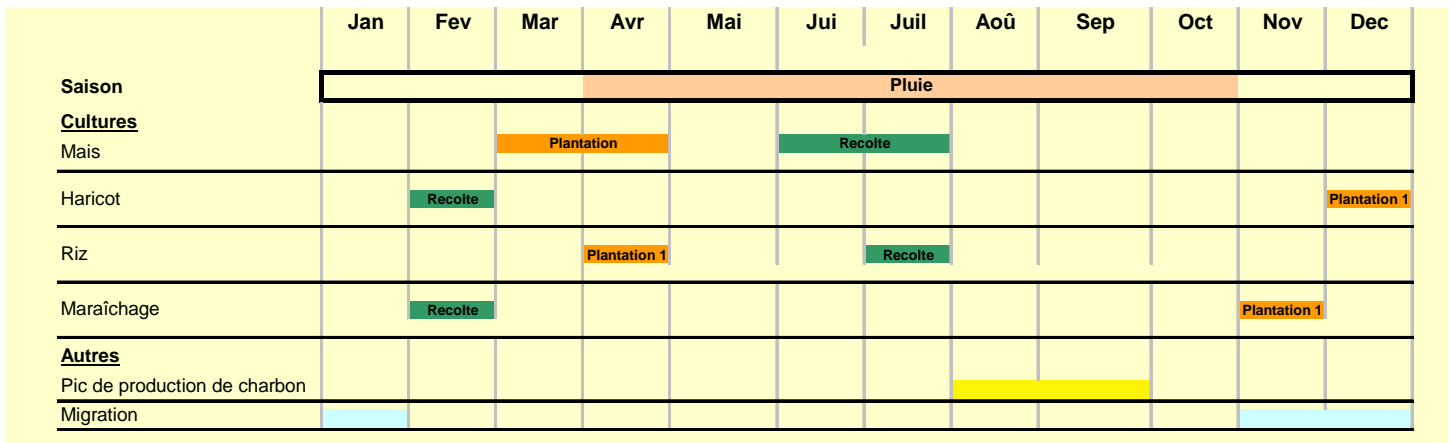
Calendrier Saisonnier

Avec l'arrêt des pluies, la disponibilité en eau est moindre tant dans les zones qui ne bénéficient pas de système d'irrigation que dans celles qui en ont un. Car, malgré l'irrigation, la disponibilité en eau diminue en raison de la baisse du niveau des rivières, des systèmes de canaux et pompage parfois peu performants et un coût élevé de l'eau.

Ce phénomène sous-tend les choix des périodes de culture. Par exemple, dans les régions productrices de riz, ce dernier est cultivé tout au long de l'année avec un pic pendant la saison des pluies. Les productions maraîchères tendent à suivre le schéma inverse. La baisse de disponibilité en eau s'accompagne également d'une diminution de la demande de main

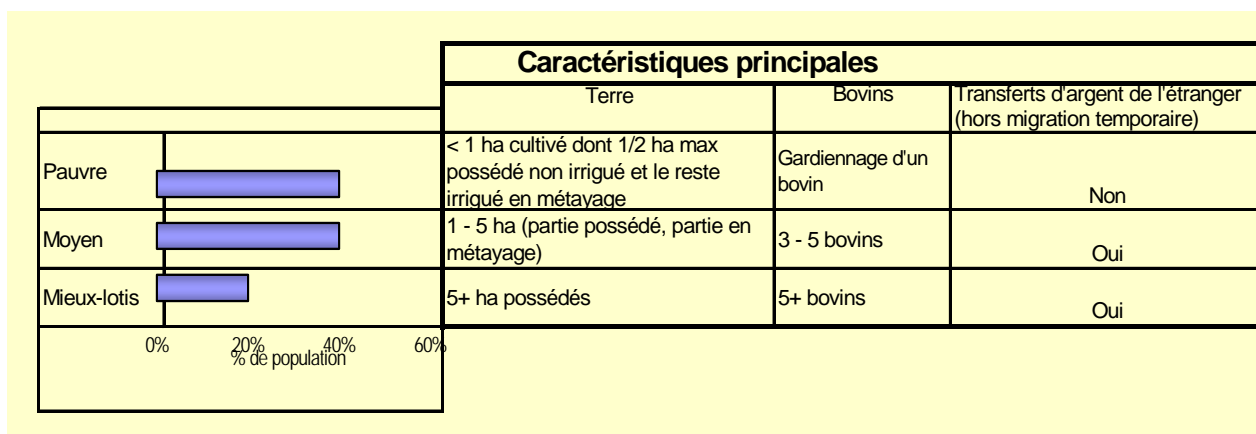
d'œuvre locale et la migration hors de la zone. Par contre, la production de banane est continue. De même, la vente d'animaux ne varie pas de manière significative en fonction des saisons.

Le risque de maladies de 'Newcastle' et du charbon est saisonnier alors que la Peste Porcine Classique constitue un risque élevé tout au long de l'année. Les risques naturels tels les cyclones, les vents et les inondations sont plus fréquents autour de la période pluvieuse.



Catégorisation Socio-économique

Le principal déterminant de la richesse est la terre. Viennent ensuite les transferts d'argent de l'étranger et la possession de bovins dont seuls les ménages 'moyens' et 'mieux lotis' jouissent. La majorité des ménages possède du petit bétail mais il ne constitue pas un critère de richesse en tant que tel. Les groupes 'moyens' et 'mieux lotis' pratiquent, en outre, le commerce et sont employeurs de main-d'œuvre. En raison d'un accès réduit à la terre en général et aux superficies irriguées et d'une capacité de financement limitée, les ménages 'pauvres' ne sont pas en mesure de s'investir dans l'élevage bovin et le commerce ou d'accroître leur production agricole. En conséquence, ils vendent leur force de travail. La taille des ménages croît en fonction du degré de pauvreté: de l'ordre de 4 à 5 personnes pour les ménages 'mieux lotis' pour atteindre de 7 à 9 personnes dans les ménages 'pauvres'.

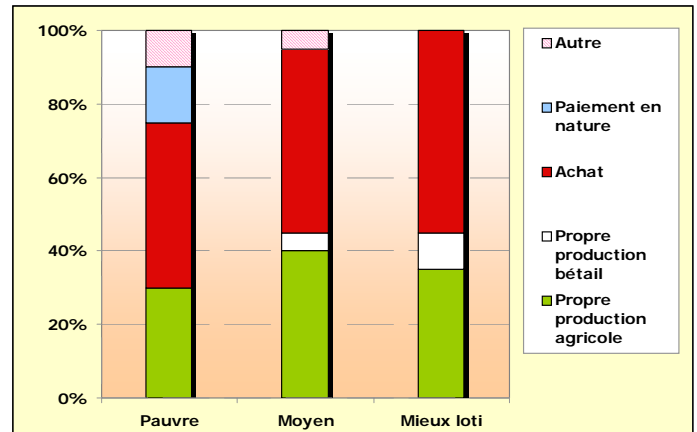


Sources de Nourriture

Les deux principales sources de nourriture, pour toutes les catégories socio-économiques confondues sont, en premier lieu, l'achat suivi par la production agricole. La proportion de nourriture issue de l'achat augmente avec le niveau de richesse. La contribution de la production agricole est supérieure pour les ménages 'moyens' par rapport aux 'mieux lotis' car ces derniers choisissent d'acheter une plus grande quantité de leur alimentation.

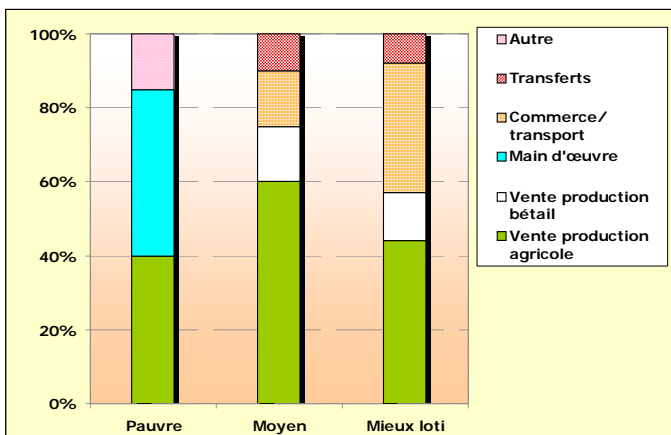
Négligeable pour le groupe 'pauvre', la production animale couvre une proportion croissante des besoins des ménages 'moyens' et 'mieux lotis' ; elle reste cependant secondaire.

Les sources de nourriture des ménages 'pauvres' tendent à être plus diversifiées. Outre le paiement en nature ou la nourriture fournie lors des contrats de travail, elles incluent plusieurs sources secondaires regroupées ici sous la catégorie 'autre' telles que la pêche et les dons. Ceci dénote une plus grande difficulté à couvrir les besoins alimentaires. Le stockage de la production agricole sur de longues périodes est marginal dans la zone. Quoique faible, il se retrouve, malgré tout chez les ménages 'moyens' ('autre') qui gardent ne serait-ce qu'une petite partie de leur production en stock.



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

Sources de Revenus



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

La vente de la production agricole¹² constitue la plus importante source de revenus de la zone. Cependant, comme le montre la figure ci-contre, les ménages 'pauvres' sont fortement dépendants de la main d'œuvre. Ils tirent une plus large proportion de leur revenu des contrats de travail si l'on considère tout type de main d'œuvre confondu. Outre la main d'œuvre agricole, ces ménages migrent saisonnièrement à la recherche de travail.

La catégorie 'autre' regroupe des activités secondaires pratiquées à petite échelle ou par une partie des ménages de ce groupe. Il s'agit de la pêche, de la vente de charbon, de produits animaux, de dons, etc.

Avec le groupe 'moyen' apparaissent des sources de revenu tel que la vente de la production animale, les transferts d'argent de l'étranger et le commerce qui sont négligeables pour les ménages 'pauvres'.

¹² La production agricole inclut, outre la propre production, la part de récolte donnée au propriétaire par le métayer selon les termes de l'accord.

Risques

Un premier niveau de risques se rapporte aux catastrophes naturelles, aux prédateurs et aux maladies du bétail. Un second niveau de risque provient de l'association simultanée de plusieurs événements qui affectent soit les prix soit l'environnement productif. Par exemple, la réduction de la fertilité du sol ou de la disponibilité en eau associée à un taux de change défavorable engendrent des coûts de production/commercialisation élevés. Il en résulte des marges bénéficiaires moindres pour le producteur et parfois une incapacité à concurrencer les denrées importées.

Risques Périodiques:

- Taux de change défavorable gourde/USD qui entraîne une augmentation du prix des engrais et du carburant et donc du transport, de l'eau d'irrigation et des coûts de production/commercialisation
- Réduction de la demande de main d'œuvre pour la catégorie 'pauvre'
- Maladies des animaux (peste porcine classique, charbon et Newcastle)
- Vents
- Cyclones
- Inondations

Risques Chroniques:

- Obstruction des canaux d'irrigation avec des alluvions et ensablement qui réduit le débit d'eau en l'absence d'entretien des canaux depuis des années
- Déboisement des bassins versants alimentant les cours d'eau ce qui contribue à la diminution de la disponibilité en eau.
- Raréfaction de l'eau en raison de la baisse du débit du fleuve Artibonite.
- Présence de prédateurs (exemple : crapaud) qui attaquent les poissons et les cultures.
- Diminution de la fertilité des sols liée à un coût élevé des engrais
- Coût élevé des engrais avec en même temps un bas prix du riz importé

Stratégies de Réponse

Les principales stratégies locales en réponse à la dégradation de l'environnement productif et à un régime de prix défavorable sont :

- La réduction des superficies plantées en riz au profit d'autres cultures moins demandeuses en eau pour compenser la baisse de disponibilité en eau
- La substitution du riz à d'autres cultures telles que le maraîchage car leur coût de production est moins élevée et le riz est concurrencé par les importations
- Une augmentation des dépenses sur les intrants (engrais, eau d'irrigation) pour les ménages qui en ont les moyens soit directement soit à travers les transferts de l'étranger
- Augmentation des contrats de travail pour les ménages 'pauvres' dont la capacité d'investissement financier est limitée. En outre, face à une demande locale de main d'œuvre réduite, ils migrent à la recherche de contrats.

Indicateurs d'une Crise Imminente

- Pluviométrie et avis de forts vents et cyclones
- Débit d'eau dans les canaux d'irrigation

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du coût du panier minimum du consommateur incluant la nourriture (riz, haricot et huile couvrant les besoins énergétiques minimum) et autres biens de première nécessité.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- Rémunération journalière de la main d'œuvre / Coût journalier d'un panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat issu de la main d'œuvre pour les ménages 'pauvres')
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente de X kg de riz / Coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques)
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente de X kg de produits maraîchers ou de bananes / Coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques)

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme (même dans un contexte d'inflation). La hausse des prix des intrants de production et des coûts de commercialisation a été identifiée comme un risque. Il est donc nécessaire de suivre les coûts des intrants/du carburant. Prix du riz local et différentiel de prix par rapport au prix typique et au prix du riz importé. De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés de ces activités. Il est donc recommandé de faire le suivi des retours sur investissement des activités de production/commercialisation du riz et des produits maraîchers/bananes.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 3 : Zone d'Agriculture de Montagnes Humides

Conclusions Principales et Implications

Zone 3, et en particulier la Grande Anse, est enclavée en raison du relief accidenté et du mauvais état des infrastructures routières. Celles-ci sont notamment dégradées par les fortes pluies qui laissent les voies impraticables. L'enclavement a deux conséquences principales: des coûts de commercialisation et d'importation élevés (bien qu'une partie du transport se fasse par bateau) et une déforestation moindre que dans le reste du pays (surtout dans le département de la Grande Anse).

L'agriculture et l'élevage sont à la base de l'économie. Par rapport à d'autres régions, la production de racines et tubercules est importante. La culture de café, de mauvais rapport pour le producteur, est en recul au profit du maïs et du maraîchage. Bien que la contribution de la production à l'alimentation tende à être plus élevée que dans de nombreuses régions du pays, l'achat demeure important et notamment pour des denrées importées telles que le riz. La pauvreté dans La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides est principalement liée à un accès réduit à la terre, insuffisant pour développer l'élevage, et une faible capacité d'investissement. Les ménages de cette zone dépendent largement du marché tant pour les contrats de travail que pour l'alimentation.

Description de la Zone ¹³

La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides, interrompue au parcours par des vallées et des plaines (Artibonite, Plateau Central, Cul-de-Sac, etc.), couvre près d'un cinquième de la superficie totale du territoire, partant de la région du Nord d'Haïti pour aboutir à l'extrême pointe de la péninsule du Sud. A cheval sur plusieurs bassins hydrographiques, elle est constituée d'une succession de massifs dont les altitudes vont de l'ordre de 600 à 2400 mètres et qui sont faiblement protégés par des densités différentes de couvert végétal. L'espace géographique occupé par la Zone d'Agriculture de Montagnes Humides jouit d'une pluviométrie moyenne annuelle de 2000 à 2500 mm résultant d'averses tropicales dont l'agressivité contribue à l'accélération de l'érosion des sols. Dans le département de la Grande Anse (extrémité de la presqu'île du Sud), la pluviométrie annuelle peut atteindre 3000 mm¹⁴. La végétation y est une végétation subtropicale composée surtout d'arbustes (par exemple, citrus, cocotiers, caféiers, cacaoyers, goyaviers), d'arbres fruitiers et forestiers (par exemple, manguiers, avocatiers, arbres-véritables, trompette, Bois Blanc) localisés dans les fonds frais et les vallées, et de vestiges de forêts de conifères des hautes altitudes.

L'agriculture pratiquée est une agriculture pluviale caractérisée par des associations de cultures de tubercules (par exemple, igname, patate, pomme de terre), de céréales (par exemple, maïs), légumineuses (par exemple, pois) et d'autres produits vivriers (par exemple, banane) et d'exportation (par exemple, café, cacao). On y rencontre aussi en altitude des fruits et des cultures maraîchères typiques des pays tempérés. La majorité des exploitations agricoles est constituée de parcelles éparpillées. Le système de tenure des terres encore appelé "deux moitiés" est très répandu à l'échelle de la zone. En raison des coûts élevés du transport et de l'enclavement des communautés (ex. peu de routes, traversée des rivières difficiles par temps pluvieux, routes étroites et en mauvais état), l'écoulement de certaines productions telles que les mangues ne s'avère pas toujours rentable engendrant une perte des surplus de production.

¹³Le travail sur le terrain pour ce profil a été réalisé en mai - juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2003, une année relativement 'normale' suivant les standards locaux (c.a d. une année qui n'était ni spécialement bonne ni spécialement mauvaise en termes de sécurité alimentaire rurale, jugée dans le contexte des années précédentes). A condition qu'il n'y ait pas de changements fondamentaux et rapides de l'économie, on peut s'attendre à ce que l'information de ce profil reste valide pour à peu près cinq ans.

¹⁴ (Source: Manuel d'Agronomie Tropicale Appliquée à l'Agriculture Haïtienne – GRET/FAMV 1990)

La plupart des ménages des zones montagneuses s'adonnent à l'élevage qui constitue, en fait, une composante importante de leurs exploitations agricoles. Il permet non seulement la revalorisation des sous-produits agricoles, mais aussi apporte un complément de revenu aux familles particulièrement durant les périodes de soudure.

Les espèces couramment rencontrées peuvent être divisées en gros bétails (bovins, équins), en menu bétail (porcins, ovins, caprins) et en volailles. Ces dernières représentent le groupe le plus important du point de vue quantitatif. Les caprins représentent le deuxième groupe du point de vue de la quantité. Dans certains endroits, il a été aussi inventorié un nombre considérable d'ovins qui co-habitent avec les caprins au niveau des exploitations agricoles. Le nombre de tête de gros bétail au niveau des exploitations agricoles a été relevé comme indicateur d'une prospérité relative, tandis que la garde des animaux constitue un indicateur de pauvreté.

Enfin, le quasi totalité des exploitations agricoles de la Zone d'Agriculture de Montagnes Humides fait face à de sérieux problèmes parasitaires qui attaquent leur cheptel. Le cheptel aviaire particulièrement est constamment parasité par le virus du "Newcastle" qui est en passe de devenir un risque chronique dans La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides. Le cheptel porcin, de son côté, après la disparition complète des porcs locaux dans les années 80 par la peste porcine africaine, le cheptel porcin est maintenant en régression en raison de l'incidence chronique de la peste porcine classique. Les dernières interventions connues en vue de remédier à cette situation sont celles du Ministère de l'Agriculture grâce à un support de l'USDA et de l'IICA (Institut Interaméricain de Coopération Agricole).

Le commerce et l'artisanat sont des secteurs d'activité secondaires qui viennent en appui à l'agriculture et à l'élevage. L'artisanat est surtout caractérisé par des modes de confection séculaires d'articles utilitaires destinés aux ménages ou aux touristes lorsqu'il y en a. Comme les produits vivriers, les produits artisanaux sont surtout exposés dans les marchés régionaux et les marchés locaux. Ils sont fabriqués à partir du matériel brut d'origine agricole (par exemple, pseudo tiges de bananiers, feuilles de lataniers, feuilles de cocotiers) ou d'origine forestière (par exemple, bois d'acajou, de frêne ou de chène) ou encore d'origine animale (par exemple, peaux ou cornes de bovins). Ils sont surtout représentés par des chapeaux, des chaises, des nattes, des paniers destinés au transport des fruits et des légumes etc. Dans les montagnes du Sud-Est surplombant la ville de Jacmel, ou celles du Nord, attenantes à la Citadelle Laferrière plus ou moins fréquentée par des touristes, outre les utilités pour les familles, on trouve aussi des produits destinés à la satisfaction des curiosités touristiques rassemblant quelques modèles colorés de tapis, ou des articles souvenirs pour les bureaux.

Population Totale (RGPH 2003)			4 472 116
Par Commune			
Abricots	24 555	La Vallée	36 188
Acul du Nord*	51 337	La Chapelle*	18 092
Anse à Pitre*	21 846	Lascahobas*	46 547
Anse a Foleur	16 560	L'asile	30 240
Anse a Galets*	52 662	Léogâne*	134 190
Anse a Veau*	55 138	Les Anglais*	25 652
Anse d'hainault*	23 185	Les Irois*	17 340
Aquin*	95 004	Limbé*	69 256
Bahon	17 417	Limonade*	35 216
Bainet*	62 300	Marigot*	50 734
Baradères*	31 689	Marmelade*	24 977
Beaumont	12 486	Milot*	25 149
Belladères*	60 239	Miragoâne*	89 202
Bonbon	6 754	Môle Saint Nicolas*	21 856
Borgne	46 886	Mombin Crochu	25 113
Camp Perrin*	40 650	Mont Organisé	17 189
Capotille*	15 086	Moron	24 713
Carice	10 180	Ouanaminthe*	77 319
Carrefour*	373 916	Perches*	8 344
Cavaillon*	46 037	Pestel*	36 138
Cayes*	125 799	Petion Ville*	283 052
Chambellan	16 883	Petite Rivière de l'Artibonite*	109 883
Chansolme	9 561	Petit Goâve*	117 504
Chardonnières*	21 308	Petit Trou de Nippes*	36 143
Corail*	22 021	Pilate	40 445
Croix des Bouquets*	229 127	Plaine du Nord*	28 544
Dame Marie*	27 127	Plaisance	50 367
Dessalines*	127 529	Pointe a Raquet*	22 886
Dondon	25 846	Port Margot	36 937
Ennery	31 285	Ranquitte	18 197
Fonds Verettes	40 224	Roseaux*	28 811
Fort Liberté*	30 110	Saint Raphaël	37 739
Gonaïves*	206 426	Sainte Suzanne	21 617
Grande Rivière	33 275	Saint Louis du Nord	69 592
Grand Goâve*	49 288	Saint Michel*	95 216
Gros Morne*	96 083	Savannette	29 717
Jacmel*	137 966	Thiotte*	23 041
Jean Rabel*	102 745	Tiburon*	17 887
Jérémie*	97 503	Trou du Nord*	37 405
Kenscoff	42 175	Vallières	17 470
<i>*Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.</i>			

Marchés

Les principaux types de marché localisés dans La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides sont surtout régionaux et locaux qui sont à la fois des marchés de production (regroupement de la production agricole) et de consommation. A titre d'exemple, on peut mentionner ceux de Miragoane et de Fonds de Nègres, ceux de Pémel, Lebrun, Mussotte et Javel, respectivement comme marchés régionaux et locaux du département des Nippes. Il convient aussi de signaler ceux de Jérémie, de Beaumont, de Moron ou de Marfranc comme marchés régionaux de la Grand'Anse.

La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides, particulièrement dans la Grande Anse, connaît un problème aigu d'enclavement. Le réseau de routes principales et de desserte est extrêmement faible et celles qui existent deviennent inaccessibles lorsqu'il a beaucoup plu; ce qui arrive assez souvent. Le réseau étant surtout constitué de routes en terre (même les tronçons asphaltés sont par endroit en très mauvais état), les véhicules qui surpris par les fortes pluies s'embourbent et bloquent le passage à d'autres véhicules du fait que les routes sont aussi très étroites. Les ponts sont souvent submergés d'eau quand il pleut beaucoup.

En terme de coût, le mauvais état des routes affecte de façon significative le transport des produits agricoles des poches de production vers les marchés régionaux ou locaux; ce qui contribue à augmenter le prix de ces produits. Le mauvais accès aux zones montagneuses rend cependant le transport du charbon onéreux, ce qui protège les arbres et l'environnement. La ville de Jérémie dans la Grande Anse possède un port par lequel des embarcations chargent des produits agricoles à être commercialisés à Port-au-Prince. Au cours de notre tournée dans La Zone d'Agriculture de Montagnes Humides, il nous a été témoigné des variations de prix de l'ordre de 80 à 100%.

Dans le contexte d'une agriculture peu garante de la sécurité alimentaire et générant peu de revenus aux ménages, la plupart des familles du bas de l'échelle économique se voit obligé de se déplacer vers des zones plus développées à la recherche d'opportunités d'emploi. Cette migration surtout enregistrée sous forme saisonnière comme stratégie de survie, s'effectue généralement des zones de montagne vers les agglomérations urbaines (villes secondaires et capitale). Sur une base annuelle, elle s'observe aussi en masse vers la République Dominicaine. Elle est également observée d'une zone de montagne moins favorisée vers une autre plus favorisée. La migration saisonnière qui s'effectue soit entre les régions soit vers la République Dominicaine constitue surtout l'apanage des groupes socio-économiques les plus pauvres, tandis que l'émigration vers les Antilles et même la France, le Canada ou les Etats-Unis est surtout une alternative des classes aisées.

Calendrier Saisonnier

Les pluies sont particulièrement importantes d'Avril à Mai et d'Août à Décembre. Dans le Nord, la saison des pluies se prolonge la plupart des années jusqu'à Décembre. Des conditions climatiques favorables permettent la plantation des cultures maraîchères la plupart des mois de l'année. Le maïs, les pois et les haricots sont plantés durant la première saison. Le manioc qui présente un cycle cultural différent est disponible tout au long de l'année. Il en est de même pour les ignames. Les pommes de terre tendent à être plantées en deuxième saison.

	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec
Saison	Pluie					Pluie						
Cultures												
Mais		Plantation			Recolte							
Pois/haricots		Plantation			Recolte							
Igname												
Patates douces		Plantation 1					Recolte 1 Plantation 2					Recolte 2
Pommes de terre		Recolte 3	Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2		Plantation 3		Recolte 2
Cultures maraîchage/bananes												
Cacao (variee par nord/sud)												
Café (variee par altitude)												
Manioc												
Autres												
Pic de production de charbon												
Vente de betail												
Vente de MO interne												
Vente de MO externe												

Catégorisation Socio-économique

Au cours de notre enquête, il a été observé quatre catégories socio-économiques de ménages: les très pauvres, les pauvres, les moyens et les mieux lotis.

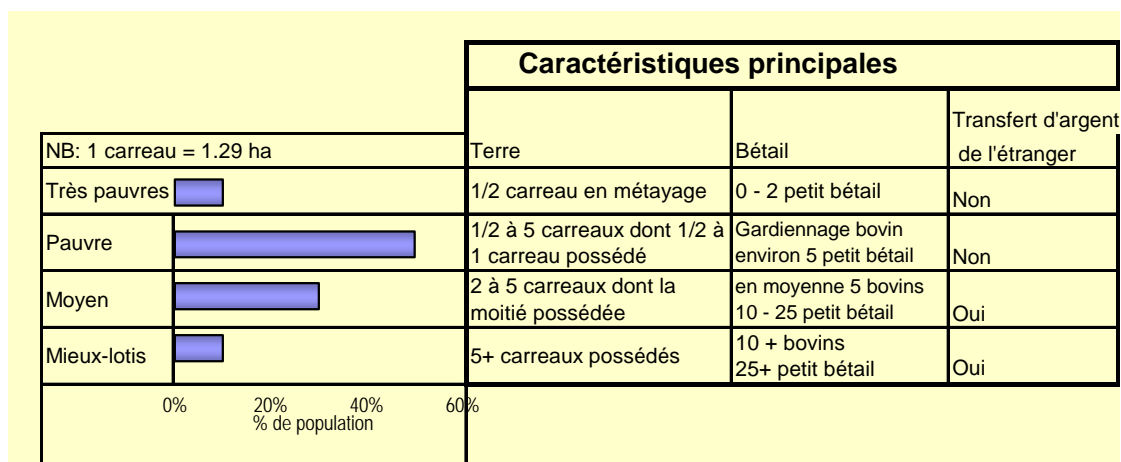
Les quatre catégories socio-économiques diffèrent principalement par la possession de terres et de têtes de bétail et la présence de parents à l'étranger qui envoient de l'argent. Ces quatre groupes présentent des relations d'interdépendance importantes au niveau de la main-d'œuvre, du gardiennage des bovins et d'accords de métayage.

Les ménages 'très pauvres' qui ne possèdent pas de terre en exploitent en métayage. Mis à part la volaille, ils possèdent pas ou peu de petit bétail (parfois des porcelets) et n'ont pas les moyens d'en prendre en gardiennage. Ils dépendent de la capacité des autres catégories à les employer et migrent à la recherche de contrats de main-d'œuvre.

Ce qui différencie le groupe 'pauvre' des ménages décrits précédemment est surtout la possession d'une partie de la superficie qu'ils exploitent. Outre le petit bétail qu'ils possèdent, ils sont en mesure de prendre des bovins en gardiennage. Après deux vélages, le ménage qui garde une vache par exemple, reçoit le veau suivant, ce qui est le moyen le plus courant pour ce groupe d'avoir accès à l'élevage bovin et de pouvoir éventuellement passer dans la catégorie supérieure.

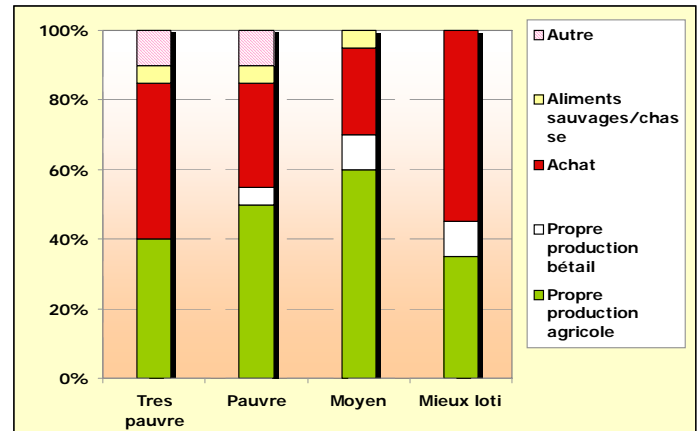
Par comparaison, les ménages 'moyens' exploitent de plus grandes superficies (possédées ou en métayage) et pratiquent un élevage de plus grande envergure avec des bovins. Ils bénéficient aussi de transferts d'argent de l'étranger qui leur confèrent, entre autre, une capacité d'investissement accrue.

Les ménages 'mieux lotis' mettent une partie de leurs terres en métayage et de leurs animaux en gardiennage.



Sources de Nourriture

L'achat et la production agricole couvrent la majorité des besoins énergétiques des ménages. La proportion couverte par la production agricole augmente des ménages 'très pauvres' vers les ménages 'moyens'. Par contre, elle diminue chez les ménages 'mieux lotis' qui choisissent d'acheter une plus grande partie de leur nourriture comme le riz, les pâtes, la viande, le sucre, etc. Le riz, généralement importé de Miami, fait maintenant partie des aliments de base. La contribution de la propre production animale, inexistante chez les ménages 'très pauvres', croît avec le niveau de richesse.

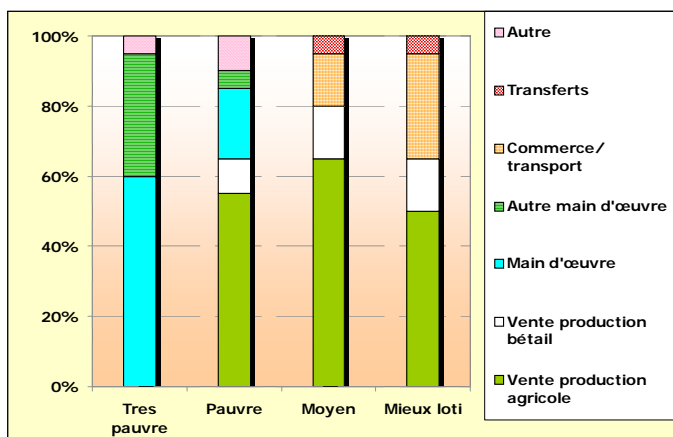


La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

Les montagnes humides offrent des opportunités de cueillette et de chasse qui contribuent à l'alimentation des groupes les plus pauvres. Les aliments qui en découlent, improprement appelés "aliments sauvages", regroupent les parties tendres de certaines plantes (bourgeons d'olive, de giraumon, de mirliton, de pois inconnu, chou palmiste), les espèces fruitières non cultivées des bordures de chemin (goyave, fraise, etc.) et certaines espèces méconnues des cuisines occidentales (liane panier, *lalo*, *ti konkom*, coupier, *panzou*).

La catégorie 'autre' regroupe des sources de nourriture d'importance secondaire comme par exemple l'aide alimentaire, les dons pour les ménages 'très pauvres' et les stocks issus des récoltes de l'année précédente.

Sources de Revenus



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

Les ménages 'très pauvres' tirent la majorité de leur revenu de la main-d'œuvre. Ils vendent surtout leur force de travail localement dans le secteur agricole, mais aussi à la migration et dans les centres urbains environnants dans d'autres activités telles que le chargement et déchargement de camions ou l'extraction de sable.

Les ménages 'pauvres' vendent aussi leur main-d'œuvre en travaillant dans les champs des groupes plus aisés ou à la migration. Cependant, la moitié de leurs revenus provient de la vente de leur production agricole. Les ménages 'moyens' et 'mieux lotis' leur confient des animaux en gardiennage. De cette activité et de leur propre élevage, ils tirent une petite proportion de leur revenu. 'Autre' inclut des activités secondaires telles que l'artisanat et la production de charbon.

Le groupe 'moyen' tire plus de trois quarts de ses revenus de la vente de leur production agricole (maraîchères, tubercules, maïs) et animales. Avec ce groupe, apparaissent des revenus issus du commerce et des transferts d'argent de l'étranger.

Les ménages 'mieux lotis' tirent environ deux tiers de leurs revenus de la vente de produits agricoles (dont une partie provient des métayers) et de l'élevage. Le commerce ou les investissements qu'ils ont réalisés (exemple location de logements) et les transferts leur procurent environ un tiers de leurs revenus.

Risques

Les risques périodiques et chroniques sont de type biologique, physique ou économique et affectent la production agricole et d'élevage, la commercialisation des produits et les approvisionnements. L'environnement, qui commence à se dégrader par la surexploitation des ressources ligneuses, est devenu de plus en plus fragile aux excès de pluies. Ceux-ci résultent notamment en éboulements et glissements de terrain et à l'érosion de sols. Le mauvais état des routes associé à des augmentations du prix du carburant engendre des coûts de transport routier très élevés. L'insécurité qui prévaut à Port-au-Prince n'a pas seulement réduit les opportunités de commercialisation pour les produits agricoles, elle a aussi diminué les opportunités de travail dans la capitale.

Risques Périodiques:

- Maladie des plantes (scolyte du café, nématode, maroca)
- Maladie des animaux (peste porcine, Newcastle, maladie du charbon)
- Retard ou mauvaise distribution de pluies
- Insécurité limitant l'accès au marché de Port-au-Prince
- Routes impraticables après de fortes pluies

Risques Chroniques:

- Excès de pluies (Ces surplus d'eau peuvent freiner le développement des espèces affectées, réduire leur capacité de fructification et diminuer, par voie de conséquence, la production agricole de la zone. Si la fructification a déjà lieu, on peut observer des cas de pourriture des fruits provoquée par des champignons ou des cas de germination sur pied des gousses, dans le cas des haricots, par exemple. Les produits ainsi détériorés sont écoulés difficilement sur le marché; ce qui constitue donc un manque à gagner pour les fermiers et une diminution de leurs revenus.)
- Erosion, glissements de terrain et éboulements
- Maladies endémiques (tuberculose, parasites internes et externes)
- Augmentation du prix des intrants
- Augmentation du prix du carburant

Stratégies de Réponse

Les réponses locales au risque peuvent être divisées en deux catégories: a) des stratégies qui réduisent l'impact du risque, maintenant la production malgré le risque et b) des stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu, remplaçant la nourriture et le revenu perdu à cause du risque.

Stratégies qui réduisent l'impact du risque:

- Protéger les boisements ('mieux lotis')
- Achats de pesticides et produits vétérinaires par les ménages qui en ont les moyens
- Cultures associées, intensives comme dans les cultures maraîchères au plateau de Rochelois

Stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu:

- Augmentation de la migration
- Vente accrue d'animaux
- Transport par bateau (La cargaison du bateau correspond la plupart du temps à 10 à 15 fois la charge d'un camion. Cette capacité permet à son propriétaire de jouer avec l'économie d'échelle en réduisant sur les coûts du transport. En effet, plus le bateau est grand, plus le propriétaire a la possibilité d'agir sur les coûts du transport. Les passagers trouvent donc un avantage à utiliser la voie maritime plutôt que la voie terrestre).
- Réduction de l'élevage de porc très touché par la peste porcine et remplacement par les ovins/caprins
- Remplacement de la culture du café au profit du maraîchage et des céréales

Le tableau ci-contre indique comment les différentes classes de fermiers réagissent par rapport à différentes catégories de risques.

Alternatives de Réponses aux Risques par Catégories de fermiers				
Nature du risque	Catégories de fermiers			
	Très Pauvre	Pauvre	Moyen	Riche
Glissement de terrains	N/A	Recherche d'autres terrains (nouveau métayage)	Relocation des parcelles et/ou Reconstruction maison	Reconstitution de l'exploitation agricole
Baisse de prix sur le marché	N/A	Liquidation forcée des produits récoltés; Vente partielle de bétails	Liquidation forcée ou possibilité d'attendre la remontée des prix	Possibilité d'attente de la remontée des prix et de stockage
Rareté de la main-d'œuvre agricole	N/A	Koumbite ¹⁵ au cours des périodes agricoles de pointe	Attente du retour de la main-d'œuvre; Utilisation intensive de la main-d'œuvre familiale	Acceptation du coût des salaires complétés de nourriture
Manque d'emplois	Migration définitive vers Port-au-Prince ; temporaire vers République Dominicaine	Vente de travail sur d'autres exploitations agricoles; Migration temporaire	Pas de réponses identifiées	Migration des fils aînés vers les pays étrangers
Excès de pluie	N/A	Vente de bétail (menu)	Diversification de leurs cultures (Association)	Pas de réponses identifiées
Maladies des animaux	Consommation immédiate quand c'est possible	Attente de l'assistance des Institutions concernées	Recherche de l'assistance des Institutions concernées	Achat de produits vétérinaires à Port-au-Prince
Maladie de cultures	N/A	Réduction des dégâts en récoltant avant le terme.	Diversification de leurs cultures (Association)	Achat de pesticides à Port-au-Prince

Indicateurs d'une Crise Imminente

- Pluviométrie
- Prix des ignames, maïs et pois
- Prix des animaux : bovins et caprins
- Maladie des animaux

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du coût du panier minimum du consommateur incluant la nourriture et autres biens de première nécessité.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- Rémunération journalière de la main-d'œuvre / Coût journalier d'un panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat issu de la main-d'œuvre pour les ménages 'pauvres')
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente d'animaux – par exemple un cabri/ Coût du panier minimum du consommateur

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme (même dans un contexte d'inflation).

¹⁵ Forme d'entraide traditionnelle par laquelle les fermiers réalisent leurs activités agricoles pour suppléer à la carence en main-d'œuvre lors des périodes de pointe.

La hausse des prix des intrants de production et des coûts de commercialisation a été identifiée comme un risque. Il est donc nécessaire de suivre les coûts des intrants/du carburant.

De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés de ces activités. Il est donc recommandé de faire le suivi des retours sur investissement des activités de production/commercialisation des caprins.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 4 : Zone Agro-pastorale de Plateau

Conclusions Principales et Implications

Les éléments clés de l'économie de cette zone sont l'élevage, l'agriculture, la production de charbon et les échanges avec la capitale et la République Dominicaine. Ces derniers interviennent dans l'économie des ménages tant au niveau des sources de nourriture que de revenu. Bien que la contribution de la production à l'alimentation tende à être plus élevée sur Zone 4 que dans d'autres zones du pays, l'achat demeure important notamment pour obtenir le riz, la céréale la plus consommée.

Les revenus des ménages proviennent pour une large part de la vente de la production (par exemple, charbon, animaux, pois) hors de la zone et la République Dominicaine offre des opportunités de main d'œuvre. La Zone 4 tire donc avantage de son accès à deux grandes zones pour l'écoulement des produits et pour leur approvisionnement : les marchés de Port-au-Prince et ceux situés dans les villes frontalières en République Dominicaine. Cependant, une mauvaise infrastructure routière engendre des coûts de transport élevés réduisant les marges bénéficiaires et augmentant les prix des denrées importées. La déforestation est l'un des problèmes les plus visibles du Plateau Central.

Description de la Zone ¹⁶

La zone d'étude concerne les communes du Département du Centre, et une faible partie de quelques Départements limitrophes. La zone est caractérisée par un système agro-écologique prédominant: le plateau semi-humide avec une altitude moyenne comprise entre 200 et 500 m (avec quelques points qui culminent à 900 m). La pluviométrie est comprise entre 1000 et 1300 mm par an. La température moyenne oscille autour de 25° C.

Une autre des spécificités de la zone est sa proximité à la République Dominicaine. La zone est aussi caractérisée par une mauvaise infrastructure routière. Ceci a un impact sur la commercialisation des produits (coût de transport élevé) tant en direction de la République Dominicaine que de Port au Prince qui constituent les deux pôles majeurs d'échange économique en dehors de la zone.

L'agriculture et l'élevage dominent l'économie de cette zone. La population pratique l'agriculture pluviale en association de cultures. Celles-ci sont principalement le maïs, le pois congo, le petit mil, le manioc, les arachides et les mangues (à l'exception d'une zone de plantation de canne à sucre et une zone de plantation de tabac non considérées dans ce profil). L'élevage de volailles, caprins, bovins et porcins est pratiqué de manière libre. La production de volailles, pratiquée par toutes les catégories socio-économiques, est particulièrement importante. L'élevage bovin est réservé aux ménages qui ont suffisamment de moyens (par exemple, superficie de terre) pour mener à bien cette activité. Le petit bétail est aussi répandu et sa contribution à l'économie des ménages diffère entre les caprins et les porcins. Ces derniers constituent généralement

Population Totale (RGPH 2003) Par Commune	666 290
Belladères*	60 239
Boucan-Carré	48 700
Cerca Carvajal	17 571
Cerca la Source	40 270
Hinche	87 101
La Victoire	6 421
Lascahobas*	46 547
Maïssade	43 138
Mirebalais	81 325
Pignon	29 327
Saint Michel*	95 216
Saut d'Eau	34 885
Thomassique	42 557
Thomonde	32 993

**Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.*

¹⁶Le travail sur le terrain pour l'actuel profil a été réalisé en mai - juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2003, une année relativement 'normale' suivant les standards locaux (c.a.d. une année qui n'était ni spécialement bonne ni spécialement mauvaise en termes de sécurité alimentaire rurale, jugée dans le contexte des années précédentes). A condition qu'il n'y ait pas de changements fondamentaux et rapides de l'économie, on peut s'attendre à ce que l'information de ce profil reste valide pour à peu près cinq ans.

l'épargne des ménages moins aisés et sont vendus lors de périodes difficiles ou de fortes dépenses (par exemple, mariage, enterrements, baptêmes). Toutefois, l'élevage caprin est plus répandu.

La production de charbon de bois est également importante en Zone 4. Comparativement aux autres zones, elle reçoit peu de transferts de personnes installées à l'étranger. Cependant, elle bénéficie de revenus issus de migrations temporaires en République Dominicaine.

Marchés

Les échanges avec la République Dominicaine sont importants pour la zone qui y exporte volailles, caprins, bovins et pois congo et importe les animaux utilisés pour le transport tels que les ânes, les chevaux et les mulets, du riz « cabecit », les pâtes alimentaires etc. Les volailles sont également exportées en direction de Port au Prince ainsi que le charbon de bois. Les produits de consommation courante et denrées alimentaires telles que le riz, les pâtes, les haricots, l'huile, le sucre proviennent de la capitale. En raison des coûts élevés du transport, l'écoulement de certaines productions telles que les mangues ne s'avère pas toujours rentable engendrant une perte des surplus de production.

En plus des deux pôles majeurs d'échange ci-dessus mentionnés, il existe de grands marchés à l'intérieur de la zone 4, regroupant des producteurs et des intermédiaires en provenance de plusieurs Départements géographiques du pays et de la République Dominicaine. C'est le cas notamment des marchés de Belladère, de Maïssade, de Casse, de Mirebalais, de Cerca Carvajal et de Cerca la Source.

La République Dominicaine est le principal pôle de migration temporaire pour les habitants de la Zone 4. Ces migrations, bien que temporaires, se font surtout pour de longues périodes (un an environ). Les migrations saisonnières vers ce pays se rencontrent aussi lors de périodes difficiles. La rémunération de la main d'œuvre est de 3 à 5 fois supérieure en République Dominicaine (emploi dans la construction, fermes de café, canne à sucre) par rapport à la Zone 4.

Calendrier Saisonnier

La principale période de préparation des terres est fin mars – début avril. Sont alors plantés le maïs, le petit mil, l'arachide et le pois congo. Les récoltes ont lieu entre novembre et janvier. Le maïs, qui a deux saisons culturales, est récolté fin juillet/début août et en novembre. La réduction de la pluviométrie en juillet annonce la préparation des sols et le début de la seconde saison culturale de maïs. Le manioc qui présente un cycle de maturation plus long ne suit pas le même schéma saisonnier.

La demande de main d'œuvre augmente surtout dans les périodes de préparation des sols et de plantation. Certains des risques encourus dans la zone sont saisonniers tels que les feux de broussaille et la foudre. De même, certaines stratégies mises en œuvre face à ces risques sont saisonnières telle que la migration en République Dominicaine.

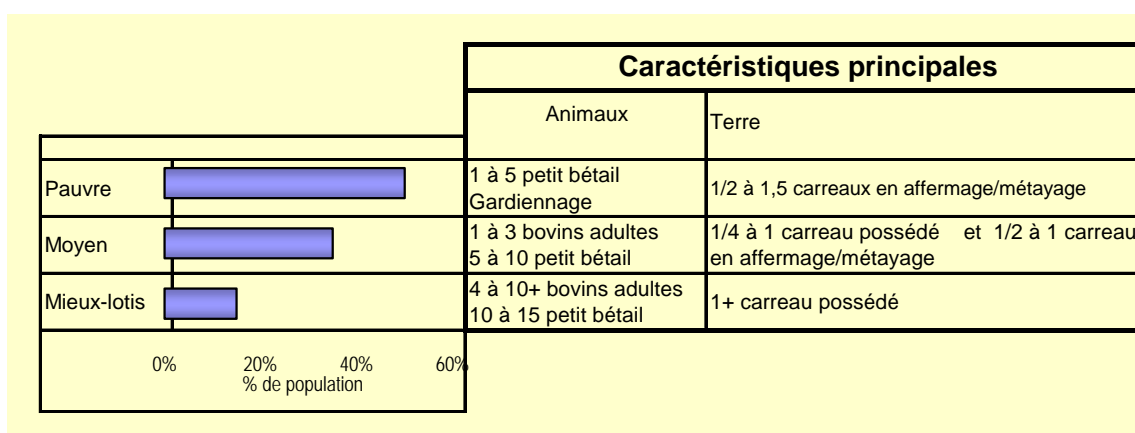
	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec
Saison	Pluie											
Cultures												
Mais				Plantation 1				Recolte 1 Plantation 2				Recolte 2
Pois congo	Recolte			Plantation								Recolte
Arachide								Plantation				Recolte
Petit mil				Plantation							Recolte	
Manioc	Plantation Recolte			Plantation								Recolte
Autres												
Pic de production de charbon												
Foudre												
Feux de broussaille												
Migration a R.D.												

Catégorisation Socio-économique

Les principaux critères de richesse établis pour cette zone découlent des deux activités principales (élevage et agriculture) à savoir le nombre d'animaux possédés et la superficie des terres. Hormis la volaille, la catégorie 'pauvre' possède quelques têtes de petit bétail, des cabris principalement et parfois un porc. Ces ménages ont en gardiennage des animaux (caprins principalement) des autres groupes. Ils ne possèdent pas de terre en propre mais cultivent de ½ à 1,5 carreaux¹⁷ en affermage/métayage. Ils pratiquent la main d'œuvre localement pour les autres groupes. La taille moyenne typique des ménages de ce groupe est estimée à 8 personnes.

Ce qui différencie la catégorie décrite précédemment d'avec le groupe 'moyen' est en particulier la possession de gros bétail et de terre. De plus, les ménages 'moyens' pratiquent le commerce et emploient de la main d'œuvre localement. C'est aussi surtout au sein de cette catégorie que l'on trouve la migration temporaire vers la République Dominicaine. Contrairement aux ménages 'pauvres', ceux-ci ont la capacité de financer le voyage et de partir sur de longues périodes. La taille typique de ces ménages est d'environ six personnes.

Les ménages 'mieux lotis' possèdent des superficies de terre qui leur permettent d'élever plus d'animaux que les autres groupes : plus de 10 têtes de petit bétail et de 4 à 10 bovins et parfois au-delà. Ils pratiquent le commerce du gros bétail en particulier. Ils emploient de la main d'œuvre et n'ont pas la nécessité de migrer en République Dominicaine pour accroître leur revenu. Un tel ménage comporte typiquement 5 personnes.



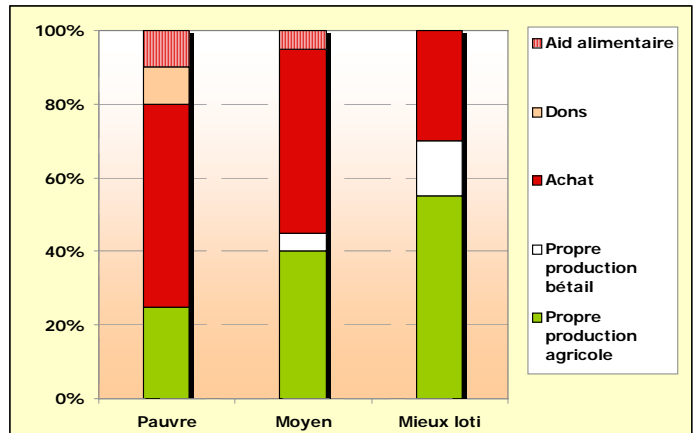
¹⁷ 1 carreau est équivalent à 1,29 ha.

Sources de Nourriture

Les deux principales sources de nourriture sont la production agricole et l'achat.

L'achat couvre, entre autres, le riz (céréale à la base de l'alimentation) qui est importé. Plus on est pauvre, plus on est dépendant du marché pour se nourrir et donc, vulnérable à une hausse du prix des denrées.

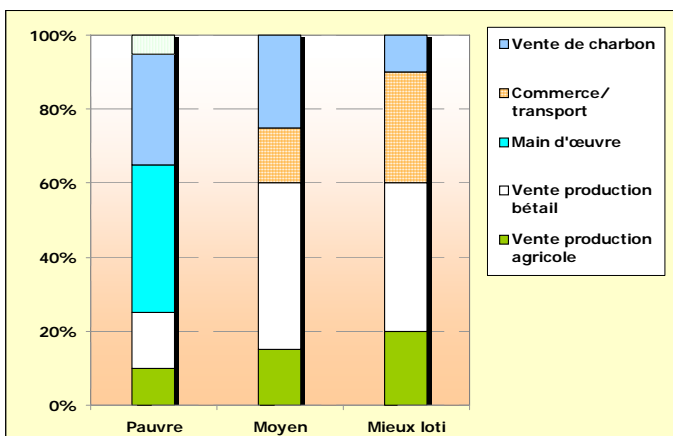
La proportion des sources de nourriture couverte par la production agricole augmente avec le degré de richesse. Ceci est également vrai pour la production animale. Négligeable chez les ménages 'pauvres', elle couvre une proportion croissante des besoins des groupes 'moyens' et 'mieux lotis'.



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

L'aide alimentaire, qui a augmenté significativement en 2002 suite à la sécheresse, s'est poursuivie en 2003 et apparaît comme une source de nourriture pour les ménages 'pauvres' et 'moyens'.

Sources de Revenus



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

Les trois principales sources de revenu de la zone sont les ventes des propres productions animales, agricoles et de charbon. L'importance relative de la vente de la production agricole augmente avec le degré de richesse. A l'opposé, la contribution relative de la vente de charbon est inversement proportionnelle au degré de richesse. Autrement dit, les pauvres, en valeur absolue, tirent beaucoup moins de l'activité du charbon de bois car, ils n'ont pas d'arbres en possession sur les parcelles travaillées.

La vente de main d'œuvre représente la source de revenu la plus importante des ménages 'pauvres' suivie par la vente de charbon. L'élevage (de volailles principalement) est pratiqué presque exclusivement pour la vente et constitue leur troisième source de revenu. Ce groupe ne dispose pas des moyens nécessaires pour faire du commerce. Cette activité

est pratiquée par les deux autres catégories. Elle constitue la seconde source de revenus des ménages 'mieux lotis' grâce au commerce du gros bétail en particulier.

Risques

Les risques chroniques sont soit liés à la dégradation de l'environnement productif (érosion et déforestation), soit liées à des difficultés accrues de commercialisation (dégradation des routes et augmentation des prix des intrants/carburant). Les risques périodiques peuvent être regroupés en deux catégories : ceux qui affectent la commercialisation (fermeture de la frontière ou insécurité à Port au Prince) et ceux qui affectent plutôt la production (maladies ou catastrophes naturelles).

Risques Périodiques:

- Déficit pluviométrique prolongé
- Feux de broussaille
- Tremblements de terre
- Orages/foudre
- Epidémie animale
- Fermeture de la frontière avec la République Dominicaine
- Insécurité limitant l'accès au marché de Port au Prince

Risques Chroniques:

- Erosion comme une conséquence de la déforestation
- Augmentation du prix de l'intrants/carburant
- Déforestation
- Dégradation de l'infrastructure routière

Stratégies de Réponse

Les réponses locales au risque peuvent être divisées en deux catégories, a) des stratégies qui réduisent l'impact du risque, maintenant la production malgré le risque et b) des stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu, remplaçant la nourriture et le revenu perdu à cause du risque. Les stratégies relevant de la première catégorie sont rares. On peut malgré tout noter l'association de cultures qui vise à maintenir la production agricole, la rotation culturale etc.

Les stratégies qui visent à compenser les pertes dans un ou plusieurs domaines par l'augmentation d'une activité existante ou nouvelle sont plus courantes.

Pour les pauvres, il s'agit par ordre d'importance de :

- Réduction en quantité et de la fréquence des repas
- L'augmentation de la main d'œuvre localement dans les activités agricoles ou autres
- L'intensification de la production de charbon
- L'augmentation de la vente de volailles et de caprins

Pour les moyens :

- Réduction de la quantité et de la fréquence des repas
- Migration temporaire en République Dominicaine à la recherche du travail le plus souvent soit dans l'agriculture soit dans la construction.
- L'intensification de la production de charbon
- Augmentation de la vente du menu bétail
- Consommer tout l'argent destiné au commerce
- Vente de parcelles de terre.

Pour les mieux lotis :

- Substituer certains aliments
- Augmentation de la vente du menu bétail
- Donner plus de terre en fermage
- Cession de parcelles en possession.

Indicateurs d'une Crise Imminente

- Pluviométrie : hauteur d'eau et distribution de la pluie
- Prix du maïs et pois congo
- Prix du riz (riz importé des Etats-Unis et le « Cabecit » importé de la République Dominicaine)
- Prix des animaux : bovins et caprins
- Augmentation de la production de charbon
- Maladie des animaux et en particulier des volailles

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du coût du panier minimum du consommateur incluant la nourriture (riz, pois et huile couvrant les besoins énergétiques minimum) et autres biens de première nécessité.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- Rémunération journalière de la main d'œuvre /Coût journalier d'un panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat issu de la main d'œuvre pour les ménages 'pauvres')
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente d'animaux – par exemple un cabri/ Coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques)

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme (même dans un contexte d'inflation).

La hausse des prix des intrants de production et des coûts de commercialisation a été identifiée comme un risque. Il est donc nécessaire de suivre les coûts des intrants et du carburant.

De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés de ces activités. Il est donc recommandé de faire le suivi des retours sur investissement des activités de production/commercialisation du charbon et de volaille.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 5 : Zone Agro-pastorale

Conclusions Principales et Implications

L'agriculture, l'élevage et secondairement la production de bois/charbon et la pêche contribuent à l'économie des ménages de Zone 5. Cette zone, et en particulier dans la Grande Anse et à la Gônave, dispose d'une infrastructure routière dégradée et peu développée. Elle est aussi caractérisée par son éloignement des grands marchés (Port au Prince et la République Dominicaine). Ces deux points conduisent à un moindre degré de déboisement (surtout dans le département de la Grande Anse) par rapport au reste du pays ; et un coût de transport routier élevé en partie compensé par le transport maritime.

La pauvreté dans la zone est principalement liée à un accès réduit à la terre, insuffisant pour développer l'élevage, et une faible capacité d'investissement. Ces ménages dépendent du marché tant pour les contrats de travail que pour l'alimentation.

Description de la Zone ¹⁸

Cette zone agro pastorale occupe des espaces dans quatre départements du pays : la Grande Anse, le Sud, le Sud Est et l'Ouest. Certaines sections communales de cette zone sont baignées par la mer ou la pêche est pratiquée et le reste des sections est dominé par les mornes.

Pour la disponibilité en eau, la zone en est assez bien pourvue et bénéficie d'un régime pluviométrique allant de 1000 à 1200 mm par an. Cette zone agro pastorale semi humide présente une diversité d'activités économiques telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce et les petits métiers. Les cultures vivrières comme les haricots, l'igname, le maïs, le riz, la banane, le manioc, la canne à sucre, la patate douce, les légumes, les noix de coco, l'arbre véritable et les fruits sont d'importance dans ces régions. Dans les régions de la Grande Anse, le café et le cacao constituent des cultures de rente et d'exportation. Tous ces produits sont commercialisés soit aux différents marchés locaux ou urbains soit à Port-au-Prince. La coupe de bois pour la consommation et la fabrication de charbon comme option supplémentaire majeure de moyens d'existence sont largement pratiquées surtout dans la Grande Anse et à la Gônave et les phénomènes érosifs commencent grandement à se faire sentir.

Population Totale (RGPH 2003) Par Commune	753 668
Anse d'hainault*	23 185
Aquin*	95 004
Bainet*	62 300
Camp Perrin*	40 650
Cavaillon*	46 037
Cayes*	125 799
Chantal*	27 935
Dame Marie*	27 127
Jacmel*	137 966
Les Irois*	17 340
Maniche	7 380
Port a Piment*	13 921
Saint Louis du Sud*	51 125
Tiburou*	17 887
Torbeck*	60 012

**Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.*

L'élevage est très important dans les systèmes des moyens d'existence de ces régions semi humides de la Grande Anse et se pratique soit libre soit en enclos. Le cheptel dans cette zone est constitué de bovins, caprins, porcins, équins, ovins et volailles. Le gardiennage est un des moyens d'accès au bétail ne nécessitant aucune sortie d'argent. Le gardien prend soin de l'animal, lui donne à manger et reçoit en contre partie la moitié des recettes ou de la progéniture.

¹⁸Le travail sur le terrain pour ce profil a été réalisé en mai - juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2003, une année relativement 'normale' suivant les standards locaux (c.a d. une année qui n'était ni spécialement bonne ni spécialement mauvaise en termes de sécurité alimentaire rurale, jugée dans le contexte des années précédentes). A condition qu'il n'y ait pas de changements fondamentaux et rapides de l'économie, on peut s'attendre à ce que l'information de ce profil reste valide pour à peu près cinq ans.

Les catégories socio-économiques accèdent à la terre soit par héritage, achat, affermage ou métayage. Les terres sont travaillées sous régime pluvial et les cultures pratiquées sont extensives. Les principaux outils utilisés sont assez archaïques et sont constitués de machettes, de pinces et de pioches. Les riches, les moyens et une grande majorité des pauvres en possèdent. Certains riches peuvent se procurer pour leurs besoins personnels d'un transplantoir, d'une bêche, d'une binette, d'une fourche. Les moulins de maïs ne sont pas abondants dans cette zone; on en compte seulement un seul à Abricot.

Dans les régions côtières, la pêche est principalement réalisée à petite échelle. C'est essentiellement une activité de la catégorie socio-économique des pauvres. Les groupes des 'moyens' et des 'mieux lotis' y font des investissements légers en acquérant des équipements de pêche pour les louer aux ménages 'pauvres'. Les équipements utilisés sont les 'coralins', les canots à rame et à moteur et les bois fouillés. Les matériels de capture sont les nasses, les filets, les filados, les hameçons, les palans. Les produits de la pêche sont les poissons, les lambis et les langoustes.

Marchés

Les marchés jouent un rôle clé dans la dynamique des moyens d'existence. Classés par ordre d'importance, les principaux marchés des différentes régions de la zone 5 sont les suivants:

- Dans la Grande Anse, les marchés les plus achalandés sont ceux de Dame-Marie, de Vaudry (Abricot) et d'autres de moindre importance tels que celui du bourg d'Abricot et de Hermite à Abricot.
- Dans les régions semi humides du Sud, les marchés d'importance sont ceux de Chantal, de Camp Perrin, de Ducis, Cance et les Anglais
- Les marchés de Découzé, de Carrefour Joute et d'Oriane occupent les centres d'activités commerciales de la zone 5 du Sud Est.
- A la Gônave, les marchés de Shada et de Ti Palmist représentent les centres d'écoulement et d'approvisionnement des régions semi humides.

Tous ces marchés sont des infrastructures à ciel ouvert où des tonnelles sont aménagés pour assurer un minimum de confort aux marchands. Certains sont des marchés urbains ou marchés locaux ayant un minimum de fonctionnement tous les jours. D'autres, régionaux, ne fonctionnent que durant des jours fixes de la semaine.

Au niveau des principaux marchés, il y a toujours un espace aménagé pour la vente du bétail. On y trouve aussi les principaux produits agricoles locaux, les produits alimentaires importés et les produits non alimentaires de fabrication locale ou autre (par exemple, charbon, habits, souliers usagers, toile).

A cause du mauvais état des routes faites en terre battue reliant les différentes régions de la Grande Anse à la Capitale et la Gônave en tant qu'île, le transport maritime, pour ces deux régions, constitue le moyen d'échange le plus important. Le trafic le plus régulier venant de ces régions atteint Port-au-Prince par le wharf de Jérémie près du marché de la Croix des Bossales. Présentement, à cause de l'insécurité qui sévit dans ces zones d'activités, ce point de débarquement est délaissé.

Un important circuit de commercialisation du cacao est assuré de Dame-Marie à Port-au-Prince par des spéculateurs. Les prix des produits de base comme le haricot, le maïs sont généralement à la hausse au moment des plantations. Quand l'offre sur les produits de base est ainsi réduite, la demande pour les besoins de consommation et de plantation est élevée. A ce niveau, des prêts en nature se font chez les ménages pauvres à cause des grains qui se conservent difficilement en milieu semi humide et les structures de conservation qui sont quasi inexistantes.

Les produits de base pour le groupe des 'pauvres' se vendent principalement sur les marchés locaux ; tandis que les catégories 'moyennes' et 'mieux loties', pouvant se payer le coût élevé du transport, vendent leurs produits de base à Port-au-Prince ou ailleurs.

Les principales activités pourvoyeuses d'emploi de la zone sont l'agriculture, la pêche, le commerce et les petits métiers (comme la maçonnerie, l'ébénisterie, les tailleurs). Les emplois saisonniers ne sont pas fréquents pour certaines activités. La main d'œuvre agricole est saisonnière et la demande est considérable en début de saison, moyenne durant la végétation des cultures et faible en période de récolte.

Une migration saisonnière est pratiquée vers Dame-Marie, les Irois en janvier pour assurer la cueillette du café. Cependant, les gens migrent peu de manière saisonnière. La migration se fait de manière permanente et par étape. Les gens vont à Port-au-Prince, acquièrent ce dont ils ont besoin pour un voyage à l'étranger et partent soit pour la Jamaïque, la République Dominicaine ou les Etats-Unis. Ces activités sont entreprises à un moindre niveau pour les classes des 'moyens' et des 'pauvres'. Les migrants une fois établis envoient de l'argent à leurs parents en Haïti. Les membres qui partent sont le plus souvent les pères de famille actifs, les jeunes en âge de travailler. Dans la classe des riches, les voyages se font principalement pour les études, les affaires et les visites d'agrément.

Calendrier Saisonnier





Les pluies sont particulièrement importantes entre avril et juin et d'octobre à décembre. Les autres facteurs climatiques qui influent sur cette zone sont les vents Nordé de janvier à avril et les cyclones dont le risque est accru entre juin et décembre. La préparation des sols et la mise sous culture correspondent aux périodes de plus forte demande de main d'œuvre dans le secteur agricole. Les bananes et les ignames sont disponibles tout au long de l'année. Le maïs est planté et récolté deux fois par an. Le manioc et la canne à sucre présentent des cycles culturaux d'un an. Le café et le cacao sont des cultures arbustives qui prêtent à la transformation en valeur ajoutée pour l'exportation. Le café et, à un degré moindre, le cacao sont souvent appelés la banque d'épargne du paysan car ils leur fournissent une source fiable de liquidités chaque année sans qu'il ait à investir pour des semences et des intrants. La période de plus forte pêche se situe entre les mois de mars et de septembre.

	Jan	Feb	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec
Saison	Pluie											
Cultures												
Mais			Plantation 1			Recolte 1	Plantation 2			Recolte 2		
Haricots	Recolte 3		Plantation 1		Recolte 1		Plantation 2		Recolte 2		Plantation 3	
Pois congo	Recolte		Plantation									
Igname			Plantation							Recolte		
Patates												
Banane												
Manioc			Plantation Recolte									
Cacao	Plantation											
Café	Plantation											
Canne a sucre	Plantation											
Autres												
Pêche												

Catégorisation Socio-économique

Quatre groupes socio-économiques ont été identifiés dans cette zone semi humide : les ménages 'très pauvres', 'pauvres', 'moyens' et 'mieux lotis'. La majorité des ménages appartiennent soit au groupe 'moyen' soit au groupe 'pauvre'. Les critères discriminants cette catégorisation sont : surface de terre possédée et cultivée, l'importance du bétail et présence de personne à l'étranger et, bien que de moindre importance, la taille des ménages. La quantité de terre cultivée et la possession de bétail sont les facteurs les plus importants qui permettent de déterminer le niveau socio-économique d'un groupe.

Les ménages 'très pauvres' ne possèdent pas de terre et ont peu ou pas de bétail. La terre qu'ils cultivent provient d'accords de métayage. Ces ménages sont composés de 3 à 4 membres. Les ménages 'pauvres' possèdent une partie de la terre qu'ils exploitent. Ils font de l'élevage de petit bétail et gardent le gros bétail des autres groupes. Un tel ménage a de 8 à 10 membres. Par comparaison, les ménages 'moyens' et 'mieux lotis' possèdent de plus grandes superficies de terre et des bovins. Ils bénéficient de transferts d'argent de l'étranger. La taille de ces ménages est de 5 à 7 et 4 à 5 membres respectivement.

		Caractéristiques principales		
		Animaux	Terre	Transfert d'argent de l'étranger
NB: 1 carreau = 1.29 ha				
Tres Pauvre		0-2 petit betail	Non	Non
Pauvre		Gardiennage bovins, environs 5 petit betail	1/4 a 1/2 carreau en metayage/affermage	Oui
Moyen		En moyenne 5 bovins, 10-25 betail	1/4 à 1 carreau possédé, +1 carreau affermage/metayage	Oui
Mieux-loti		+10 bovins, +25 petit betail	+5 carreau possédé	Oui
0% 20% 40% 60%		% de population		

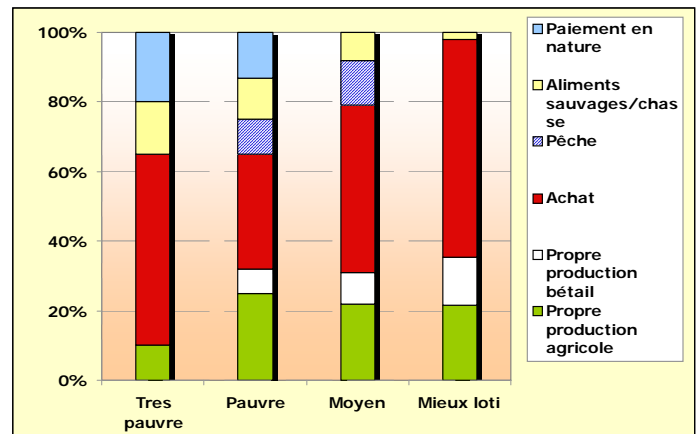
Sources de Nourriture

Les sources de nourriture du groupe 'pauvre' sont plus variées par rapport aux autres catégories socio-économiques.

La catégorie 'très pauvre' qui dispose d'une faible production agricole, dépend principalement de l'achat, des paiements en nature et des aliments sauvages. Il s'agit du groupe le plus vulnérable à l'insécurité alimentaire qui doit chercher sa nourriture sur une base quotidienne.

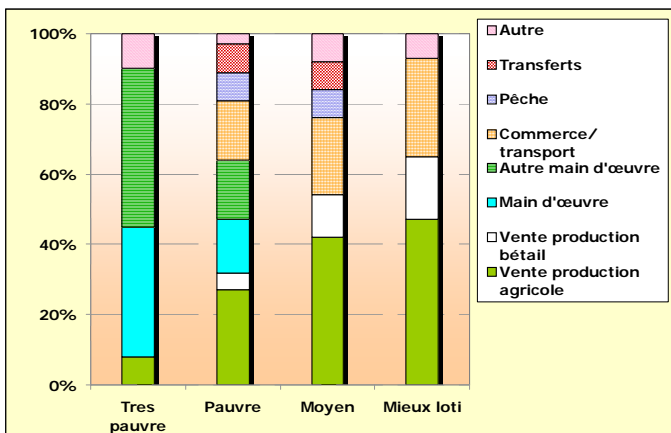
La pêche est une activité pratiquée par les ménages 'pauvres' exclusivement. Les groupes des moyens et des mieux lotis fournissent, sous forme de location, le matériel de pêche nécessaire aux pauvres et, en retour, ces derniers leur paient en partageant la capture.

Les catégories des moyens et des mieux lotis choisissent de vendre davantage leur production agricole et d'acheter une large part de leur alimentation. Leur pouvoir d'achat leur autorise une telle stratégie.



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

Sources de Revenus



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

Le revenu de la classe 'très pauvre' provient essentiellement de la main d'œuvre. Ils sont donc particulièrement vulnérables durant les périodes de faible demande de main d'œuvre. La rubrique 'Autre', sont les dons reçus par ces catégories socio-économiques

Les ménages 'pauvres' présentent le niveau de diversification des sources de revenu le plus élevé. Ceci leur permet d'accroître une ou plusieurs activités si une source de revenu s'avère moins ou pas rentable. Avec le groupe des pauvres, les revenus sont issus de la vente de la production animale, le commerce, la vente de bois/charbon et les transferts d'argent de l'étranger.

Les ménages des moyens et des 'mieux lotis' ont eux aussi des parents à l'étranger et reçoivent aussi des transferts.

Risques

Les risques auxquels sont soumis la zone semi humide se rangent en deux catégories : ceux qui sont chroniques et ceux qui sont occasionnels ou périodiques. Dans la catégorie des risques chroniques figure les courants marins, le Nordé et la présence d'oiseaux prédateurs qui mangent les noix de coco (Caw). Les chocs périodiques sont les inondations, les déficits pluviométriques, le maroca qui ravage l'igname, le Newcastle qui affecte les poules, les chenilles sur le manioc, le colimaçon sur le haricot, les parasites internes et externes sur le bétail (tiques, douves et carapates sur les bœufs), les rongeurs.

Risques Périodiques:

- Déficit pluviométrique
- Maroca/chenilles/colimaçons et rongeurs
- Inondation
- Parasites et Newcastle
- Insécurité à Port au Prince à ce que ceci les empêche d'aller aux marchés principaux à Cîte Soleil

Risques Chroniques:

- Le Courant marin qui affecte considérablement la pêche dans les régions côtières
- Le Nordé, un fort vent qui cause de grand tort à l'agriculture et aussi néfaste pour la pêche.
- Les Oiseaux prédateur qui affectent les récoltes
- Taux de change gourde/USD défavorable et/ou augmentation du prix du carburant et du transport

Stratégies de Réponse

Pour réduire l'impact des risques et pour maintenir leur accès à la nourriture et au revenu, les réponses aux risques sont départagées suivant les groupes. Les stratégies auxquelles ils ont recours sont :

Pour les moyens et les mieux nantis

- Augmentation de la vente de bétail
- Déparasitage
- Intensification du commerce et de la vente du charbon

Pour les pauvres

- Intensification de la pêche dans les régions côtières
- Intensification de la vente du charbon
- Migration

Indicateurs d'une Crise Imminente

- Pluviométrie, avis de forts vents, et cyclones
- Quantité et prix du bétail sur le marché
- Prix du haricot, du maïs (en période de récolte)
- Maladie et taux de mortalité des animaux

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du coût du panier minimum du consommateur incluant la nourriture (maïs, haricot et huile couvrant les besoins énergétiques minimum) et autres biens de première nécessité.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- Rémunération journalière de la main d'œuvre /Coût journalier d'un panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat issu de la main d'œuvre pour les ménages les plus pauvres)
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente d'animaux – par exemple un cabri/ Coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques)
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente de X kg de maïs ou haricot / Coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques)

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme (même dans un contexte d'inflation).

La hausse des prix des intrants de production et des coûts de commercialisation a été identifiée comme un risque. Il est donc nécessaire de suivre les coûts du carburant.

De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés de ces activités. Il est donc recommandé de faire le suivi des retours sur investissement des activités de production/commercialisation du maïs ou haricot, d'un cabri.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 6 : Zone Sèche d'Agriculture et de Pêche

Conclusions Principales et Implications

L'agriculture, l'élevage et la production de charbon/bois sont à la base de l'économie de la Zone Sèche d'Agriculture et de Pêche. Malgré le type de production pratiquée, la zone ne correspond pas aux critères d'une économie ou d'une agriculture de subsistance. Elle est dépendante des échanges avec l'extérieur pour sa consommation, la demande de main d'œuvre et la commercialisation de sa production. Elle est donc vulnérable à la hausse des prix des biens importés et du transport. En outre, elle présente un environnement productif fragile (déforestation, érosion, mauvaise répartition de la pluviométrie) et est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles et aux caprices climatiques.

Un accès réduit à la terre (agricole, pâturage et boisement) concomitant à une capacité d'investissement limitée constituent les causes majeures de la pauvreté dans cette zone. Pour compenser, les ménages 'pauvres' ont diversifié leurs activités. Ceci leur permet de minimiser les risques et leur confère une certaine flexibilité lorsqu'une activité devient moins ou pas rémunératrice. Toutefois, ils restent vulnérables à des chocs multiples ou qui affectent plusieurs de leurs activités simultanément. Leur dépendance au marché est grande, tant pour l'achat de nourriture (comme les autres groupes) que pour l'emploi.

Description de la Zone ¹⁹

Zone 6 couvre des régions avec une pluviométrie annuelle comprise entre 800 et 1100 mm. La zone englobe des régions d'altitudes variées : plaines, collines, mornes et basses montagnes. Le substrat géologique est souvent calcaire avec du quartz au niveau des altitudes les plus élevées. Les risques d'érosion sont importants. Les températures varient très peu d'une saison à l'autre avec une moyenne annuelle de 28 à 31°C.

Les principales régions qui composent cette zone sont: basse Artibonite jusqu'à la plaine du Cul de Sac (St Marc, Croix-des Bouquets, Fonds Parisien); les basses montagnes sèches du département du Centre (localité de Matelgate); la bande côtière du Sud (Port-Salut/Aquin-Côte de Fer); les plaines sèches de la Grand'Anse (Gomiers); et les basses montagnes sèches du département des Nippes (Anse-à-Veau, Miragôane).

Comme dans beaucoup d'autres zones, le réseau routier est généralement peu développé ou en mauvaise condition. Ce point mérite cependant d'être nuancé. La région de Jacmel bénéficie d'un accès facile à Port-au-Prince alors que les régions à tendance sèche de la Grande Anse disposent d'une infrastructure routière en piètre état. Ceci est en partie compensé par le transport maritime. Les activités économiques de la zone sont relativement diversifiées avec cependant, une dominance de l'agriculture.

Les principales cultures rencontrées sont le maïs, le petit mil, l'arachide, le pois congo/haricot ainsi que le manioc et la patate douce dans une moindre mesure avec des variations intra zones.

En règle générale, les ménages possèdent du bétail qu'ils élèvent, libres ou à la corde, dans le cadre de systèmes herbagers ou détriticoles (animaux se nourrissant sur les détritiques qu'ils trouvent dans les jardins à l'arrière des habitations). Le bétail est plus conséquent dans les départements du Sud, de l'Artibonite et de l'Ouest. Outre l'élevage bovin, porcin, ovin et

¹ Les travaux de terrain pour ce profil ont été entrepris au cours des deux premières semaines du mois de juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2003, année de référence selon les normes locales (c.-à-d. une année qui n'était ni particulièrement bonne ni particulièrement mauvaise en termes de sécurité alimentaire, une fois jugé dans le contexte des années récentes). S'il n'y a aucune variation fondamentale et rapide dans l'économie, on s'attend à ce que l'information dans ce profil demeure valable approximativement cinq années (c.-à-d. jusqu'en 2009).

caprin, les équins sont importants au niveau du transport. Les ménages ont aussi des volailles. L'exploitation du charbon et la vente de bois sont également courants.

Les activités secondaires sont multiples et variables d'une région à l'autre. On notera par exemple, l'artisanat (surtout vers la frontière avec la République Dominicaine), l'exploitation de carrières de sable et la pêche. Cette dernière est artisanale et essentiellement pratiquée par les ménages 'pauvres' vivant à proximité de la mer. Bien que secondaire, elle a fait l'objet d'une attention particulière dans ce profil afin d'en établir l'importance dans l'économie des ménages 'pauvres' des régions côtières.

Pour les exploitants agricoles de cette zone, l'accès à la terre représente un enjeu considérable.

Considérant la forte pression démographique, la concurrence pour accéder au foncier est très vive et le coût à payer pour disposer d'un terrain à cultiver est très grand. En règle générale, les terres cultivées appartiennent soit à l'état, soit aux ménages de la zone, soit à de grands propriétaires vivant hors de la zone.

Population Totale (RGPH 2003)			3 472 281
Par Commune			
Anse à Pitre*	21 846	Jérémie*	97 503
Anse à Veau*	55 138	La Chapelle*	18 092
Aquin*	95 004	La Tortue*	25 936
Arcahaie*	102 639	Léogâne*	134 190
Arniquet	7 252	Les Anglais*	25 652
Bainet*	62 300	Marigot*	50 734
Baradères*	31 689	Miragoâne*	89 202
Belle Anse	51 707	Môle Saint Nicolas*	21 856
Cabaret*	63 450	Pestel*	36 138
Carrefour*	373 916	Petion Ville*	283 052
Cayes*	125 799	Petite Rivière de l'Artibonite*	109 883
Cayes Jacmel*	21 374	Petite Rivière de Nippes	23 967
Chantal*	27 935	Petit Goâve*	117 504
Chardonnières*	21 308	Petit Trou de Nippes*	36 143
Corail*	22 021	Port à Piment*	13 921
Cornillon	48 934	Port Salut	27 947
Coteaux	16 754	Roche à Bateau	13 336
Côtes de Fer	33 577	Roseaux*	28 811
Croix des Bouquets*	229 127	Saint Jean du Sud	19 087
Dessalines*	127 529	Saint Louis du Sud*	51 125
Ganthier*	71 261	Saint Marc*	160 181
Grand Gosier	10 852	Thiotte*	23 041
Grand Goâve*	49 288	Thomazeau*	52 017
Gressier	25 947	Tiburon*	17 887
Ile à Vache	10 225	Torbeck*	60 012
Jacmel*	137 966	Verettes*	90 226
<i>*Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.</i>			

Marchés

Les marchés des villes principales des différents départements telles que Port-au-Prince, Les Cayes, Jacmel, Jérémie, Miragoâne approvisionnent la zone à tendance sèche en aliments de base et en produits manufacturés. La vente de la production se fait généralement dans les marchés locaux et est assurée par les femmes ou les enfants.

Le commerce au sein de la zone se fait surtout au niveau des marchés de proximité tels que:

- Kay Mayard, Mapou²⁰ (Sud-Est), Chantal, Camp-Perrin (Sud) et Ducis (marché de gros bétail).
- Les marchés des villes secondaires comme les Anglais, Cance (Sud), Côtes-de-Fer, Cayes-Jacmel, Pérédo, La Vallée de Jacmel (Sud-Est). Dans ces types de marchés les "Madam Sara" contrôlent la commercialisation des produits agricoles.
- Les marchés locaux principaux sont Carrefour Joute, Condé, Rendel (Sud), Découzé, Orianie, Thiotte (Sud'Est), Roseaux, Saint Martin, Abricot, Calem, Vaudry, Hermibe (Grand'Anse) et Sainte Thérèse (Nippes).

Port-au-Prince et la République Dominicaine (pour l'artisanat) sont d'un intérêt majeur pour l'écoulement des produits.

Le degré d'enclavement/d'accès au marché de la zone varie. L'écoulement des produits est plus facile dans les zones ayant un accès facile à la capitale ou à la République Dominicaine. L'enclavement de la Grande Anse et les difficultés d'accès par route sont en partie contournés par le transport maritime.

²⁰ Selon le 'Livre Blanc du département du Sud-Est, 1998' le paysan producteur reçoit en moyenne 55% du prix de vente de ses produits. Les frais de transport des produits absorbent environ 15% des valeurs.

La République Dominicaine et Port-au-Prince, outre les fréquents échanges pratiqués, elles servent aussi de terre d’asile et de lieu de travail sûr pour les pauvres et sans terres des zones sèches, particulièrement à l’époque de la “zafra” (période de la coupe de la canne à sucre en République Dominicaine).

Calendrier Saisonnier

Les pluies sont particulièrement importantes de mars à mai et d’août à octobre. Ces périodes pluvieuses correspondent à la mise sous culture des terres agricoles et à une augmentation de l’offre d’emploi dans le milieu agricole (surtout lors de la préparation des sols et du semis). Bien que ce soit de bonnes saisons pour la production agricole et l’emploi, le temps plus frais est généralement accompagné d’une augmentation des maladies du bétail (par exemple charbon, pneumonie et Newcastle) et d’une diminution de pâturage (car les terres sont utilisées pour l’agriculture).

Le maïs, la patate douce et l’arachide sont plantés et récoltés deux fois par an alors que le petit mil et le pois congo ne sont qu’une fois. Les boutures de manioc sont généralement plantées en mars et récoltées 1an ou 2 ans après selon l’espèce. La récolte se fait graduellement en fonction de la disponibilité d’autres cultures.

Il existe un modèle traditionnel et bien établi des mouvements à la recherche de main-d’œuvre au sein et hors des zones à tendance sèche. Les opportunités de contrats se situent d’une part, dans les zones humides, irriguées et de fortes productions à l’intérieur du pays (février à avril lors de la mise sous culture et d’août à octobre) ainsi que vers les centres urbains. D’autre part, la période de coupe de la canne à sucre en novembre-décembre attire des migrants saisonniers (depuis le Sud-Est particulièrement) en République Dominicaine. Le secteur de la construction de ce pays offre également des opportunités de contrats.

On notera également que les périodes traditionnelles de vente importante de charbon de bois et de bétail correspondent à la réouverture des classes (septembre-octobre) et aux fêtes de fin d’année.

	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec
Saison	Pluie					Pluie						
Cultures												
Mais			Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2			Recolte 2	
Pois congo			Plantation									Recolte
Petit mil	Recolte				Plantation							Recolte
Arachide			Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2			Recolte 2	
Patate			Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2			Recolte 2	
Manioc			Plantation Recolte									
Autres												
Vente normal de charbon												
Vente de betail												
Migration interne												
Migration externe												

Catégorisation Socio-économique

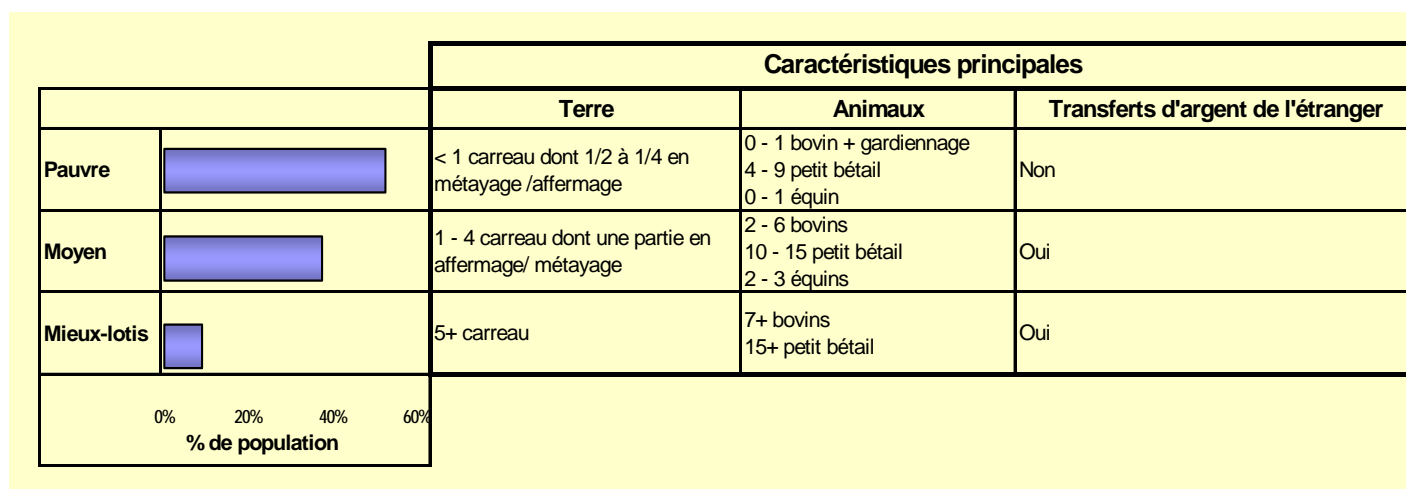
Trois principales catégories socio-économiques ont été identifiées par les informateurs-clés. Ils ont également fait état d'un quatrième groupe qui pourrait être qualifié de 'très pauvre' ou d'indigent et dépend des dons et du soutien des autres groupes. Ils représentent moins de 5% des ménages et ne sont pas vraiment économiquement productifs. L'analyse présentée ici porte sur les catégories principales dont dépendent ces ménages pour leur survie. Si une étude plus approfondie de l'économie des ménages était envisagée dans le futur, elle devrait également inclure ce groupe.

L'accès à la terre est le principal facteur déterminant le statut socio-économique de cette zone. Bénéficiaire de transferts d'argent de l'étranger et la propriété de bétail constitue aussi des critères importants. Les bovins, porcins, caprins et ovins servent de fonds d'épargne et sont vendus en cas d'urgence ou pour faire face à des dépenses importantes (rentrée scolaire par exemple).

Les ménages 'mieux lotis' possèdent au moins 5 carreaux²¹ de terre en partie cultivée, en pâturage ou boisée. Ce dernier aspect ajoute de la valeur à leurs propriétés dans un environnement où la déforestation est problématique. Ils bénéficient de transferts d'argent de l'étranger qui accroissent, entre autre, leur capacité d'investissement.

La description du ménage 'moyen' typique comporte les mêmes éléments que la catégorie décrite précédemment. Cependant, ils exploitent des superficies inférieures qui proviennent pour part d'accords de métayage ou d'affermage. Leurs terres ont généralement une moindre valeur et ils disposent d'un plus petit cheptel.

La superficie moyenne des parcelles cultivées par les ménages 'pauvres' est inférieure à 1 carreau dont une partie provient d'accords de métayage ou d'affermage. Ils possèdent du petit bétail et ont en gardiennage un ou deux bovins appartenant aux ménages plus aisés. Une partie des petits des bovins gardés leur revient de droit. Cependant, ils ne disposent généralement pas des superficies suffisantes et des moyens financiers nécessaires à l'élevage bovin et au niveau de risque que celui-ci représente en cas de perte/maladie des animaux. Bien que certains ménages parviennent à conserver un veau, ils ont plutôt tendance à les vendre et se concentrent sur l'élevage du petit bétail. Ce dernier est plus à la mesure de leurs moyens et leur permet de minimiser le niveau de risque. Ils ne bénéficient généralement pas de transferts d'argent de l'étranger. Afin de compenser et balancer les contraintes auxquelles ils sont confrontés, ils vendent leur main d'œuvre et diversifient leurs activités. Par exemple, les ménages 'pauvres' à proximité de la côte ont développé des activités de pêche. Leurs sources de nourriture et de revenu (présentés ci-dessous) ont été étudiées indépendamment. La taille des ménages croît avec le degré de pauvreté : de l'ordre de 4 à 5 personnes pour la catégorie 'mieux lotis', 6 à 7 pour le groupe 'moyen' et de 8 à 10 membres dans un ménage 'pauvre'.



²¹ 1 carreau est équivalent à 1,29 ha.

Sources de Nourriture

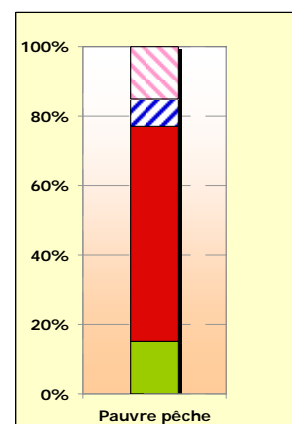
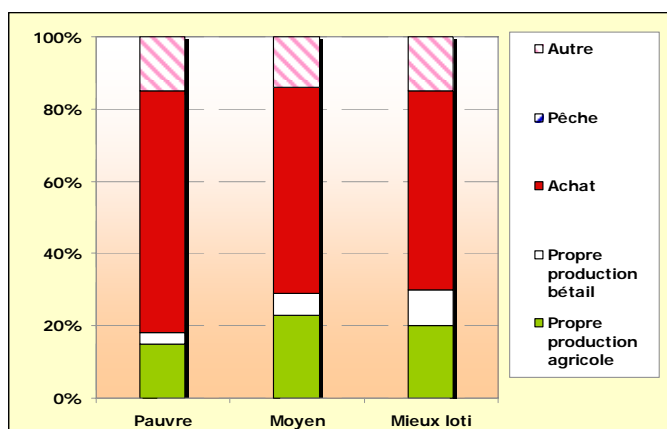
L'achat est la source de nourriture la plus importante pour tous les groupes suivis de la production agricole.

La contribution de la production animale à l'alimentation augmente avec le degré de richesse mais demeure secondaire.

D'autres sources mineures de nourriture sont observées dans tous les groupes.

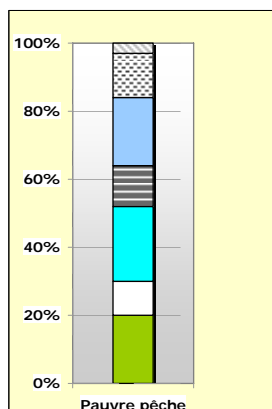
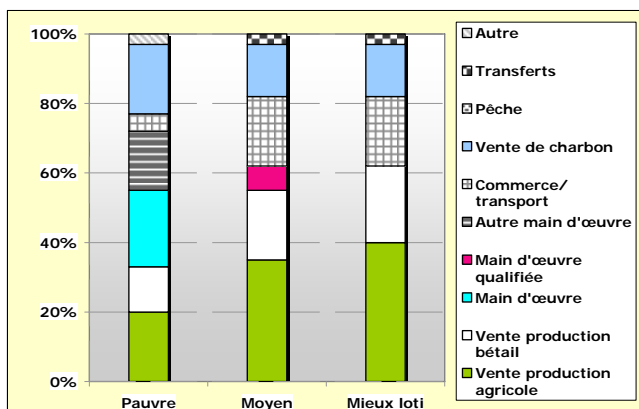
Elles sont regroupées sous la

catégorie 'autre' et incluent la consommation d'aliments sauvages (Nippes et Grand'Anse), le paiement en nature (Sud et Sud-Est), les cantines scolaires lorsqu'elles existent ainsi que les transferts et dons de nourriture. Seuls les ménages 'pauvres' en bord de mer tirent une proportion considérable de leur nourriture de la pêche.



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

Sources de Revenus



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

La vente de la production agricole apparaît comme la première source de revenu des groupes 'moyens' et 'mieux lotis'.

La main d'œuvre constitue la première source de revenu des ménages 'pauvres'. Ces derniers présentent une plus grande diversification des sources de revenu que les autres groupes. Seuls les ménages 'pauvres' des régions côtières tirent une proportion conséquente de leur revenu de la pêche.

La proportion de revenu issue de la production animale augmente avec le degré de richesse. Tous les catégories socio-économiques tirent des revenus de la vente de charbon et de bois. Les groupes 'moyens' et 'mieux lotis' qui possèdent les parcelles boisées en donnent en 'métayage' aux ménages 'pauvres' qui partagent en retour leur production avec les propriétaires. Les ménages 'mieux lotis' ont tendance à protéger leurs arbres en raison de la valeur qu'ils confèrent à leurs terres. Ces sont donc des boisements de qualité moindre qui sont utilisés pour la production de charbon.

Comme indiqué précédemment, seuls les groupes 'moyen' et 'mieux lotis' reçoivent des transferts d'argent de l'étranger. Les revenus (en valeur absolue) issus du commerce augmentent avec le niveau de richesse. Ils existent également des sources mineures de revenu rencontrées plus spécifiquement dans le groupe des ménages pauvres. Elles sont regroupées sous la catégorie 'autre' et incluent l'usure, l'artisanat, l'emprunt (surtout des institutions de Micro Finance).

Risques

Les risques rencontrés dans la zone sont de deux ordres principalement : ceux qui affectent directement la production, et ceux qui ont un impact sur les échanges (commercialisation de la production et achat des biens de consommation).

A- Risques affectant la production:

a- Risques Périodiques:

- **Déficit et mauvaise répartition de la pluviométrie** - Il touche la production agricole en premier lieu. Une insuffisance de la pluviométrie lors de la période de mise sous culture peut, en outre, provoquer une diminution de l'offre d'emploi. Ceci affectera particulièrement les ménages 'pauvres' pour lesquels la vente de main-d'œuvre représente une importante source de nourriture et de revenu. Les risques de 'conflits d'eau' localisés sont accrus de juin à août et de décembre à mars. Un déficit pluviométrique affecte aussi la disponibilité de fourrage pour les animaux.
- **Cyclones, inondations** - De fortes averses ou le passage d'un ouragan peuvent entraîner des pertes de récoltes et de têtes de bétail.

b- Risques Chroniques:

- **Ravageurs et maladies des cultures** - les plus importants sont les colimaçons des légumineuses, les punaises des patates et les chenilles du manioc et du maïs ainsi que les **oiseaux ravageurs et les rongeurs**.
- **Maladies animales et prédateurs** - Les maladies principales sont la pneumonie pour les caprins et ovins, la Peste Porcine Classique pour les porcins, le charbon pour les bovins et le Newcastle pour les volailles. Les principaux prédateurs sont les chiens.
- **La hausse du prix des intrants agricoles (engrais, pesticides, semences)** affecte la production des ménages 'mieux lotis' en particulier. Une augmentation du coût de la production peut amener le producteur à réduire son investissement ; ce qui aura une incidence sur la demande de main d'œuvre. Cela peut aussi engendrer une augmentation du prix des produits défavorable au consommateur.

Une telle hausse de prix pourrait être engendrée par un taux de change gourde/USD défavorable, une hausse du prix du carburant ou une mise sous embargo de Haïti. Elle constitue, de surcroît, un risque pour les échanges.

Risques affectant les échanges:

a- Risques Périodiques:

- **Cyclones, inondations, glissements de terrain et éboulements (dus aux tremblements de terre)** - Ces catastrophes naturelles peuvent endommager le réseau routier.

b- Risques Chroniques:

- **Augmentation des coûts de transport ou hausse du taux de change gourde/USD** - Ceci engendre des **frais de commercialisation des productions plus élevés** et une **augmentation du prix des aliments de base importés**. L'achat étant la principale source de nourriture, tous les groupes, et en particulier les pauvres, sont vulnérables à une augmentation du prix d'aliments importés tels que le riz, le sucre etc.
- **Prix de la viande de volailles et porcs importés inférieurs aux prix de la production locale**.
- **Insécurité à Port-au-Prince** - Etant le principal marché d'écoulement/de transit des productions, les problèmes d'insécurité dans la capitale ont un impact sur la commercialisation de la production et l'approvisionnement des zones rurales. L'insécurité limite l'accès au port des bateaux en provenance de la Grand' Anse et le déplacement des "Madam Saras" vers les marchés régionaux.

Stratégies de Réponse

Les réponses locales au risque peuvent être divisées en deux catégories, a) des stratégies qui réduisent l'impact du risque, maintenant la production malgré le risque et b) des stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu, remplaçant la nourriture et le revenu perdu à cause du risque.

Stratégies qui réduisent l'impact du risque:

- Diversification et association de cultures.
- Répartition de la production dans différentes aires agro-écologiques.

Stratégies qui maintiennent l'accès à la nourriture et au revenu:

- Intensification de la vente de charbon/bois (à partir d'arbres tombés dans le cas des cyclones).
- Augmentation de la vente de bétail.
- Intensification de la pêche et vente de main-d'œuvre.
- Migration vers les zones irriguées à la recherche de main d'œuvre.
- Migration vers Port au Prince, centres urbains secondaires et la République Dominicaine (en particulier pour les ménages du Sud-Est).
- Entraide entre les groupes socio-économiques : dons de nourriture, d'argent, logement et prêts en nature.
- Augmentation du petit commerce.
- Réduction de la consommation familiale et modification des habitudes alimentaires (hausse de la consommation des tubercules, fruits/arbre véritable et aliments sauvages dans la Grande Anse et réduction de la consommation de céréales).
- Augmentation des prix des produits agricoles.
- Achat à crédit.
- Vente de moyens de production et biens des services (outils agricoles, matériels de pêche, appareil de radio...).

Les chocs multiples, ou ceux qui affectent plusieurs activités principales simultanément, peuvent amener les ménages 'pauvres' en particulier à mettre en œuvre des stratégies de détresse.

Alternatives de Réponses aux Risques par groupes socio-économiques

Nature du risque	Pauvre	Moyen	Mieux loti
<i>Déficit pluviométrique et/ou Sécheresse</i>	Intensification de la pêche, de la production et de la vente de charbon. Vente de bétail	Production et Vente de charbon. Vente de bétail.	Intensification des cultures de rente telles l'arachide et le pois congo.
<i>Cyclones et inondations</i>	Production de charbon à partir d'arbres tombés et entre-aide entre les ménages. Attente d'assistance	Entre-aide et demande de transferts de l'étranger.	Pas de réponses identifiées
<i>Maladies des cultures</i>	Récolte avant terme quand c'est possible	Diversification des cultures	Achat de pesticides dans les grandes villes
<i>Maladies des animaux</i>	Attente d'assistance ; vente de bétail	Recherche d'assistance des institutions concernées ou achat de produits vétérinaires.	Recherche d'assistance des institutions concernées et/ou achat de produits vétérinaires
<i>Rareté de la main-d'œuvre agricole</i>	Koumbite ²² au cours des périodes agricoles de pointe.	Utilisation intensive de la main-d'œuvre familiale.	Acceptation du coût élevé de la main-d'œuvre.
<i>Hausse du prix du transport et des produits alimentaires</i>	Substitution et consommation de produits à coût plus faible. Réduction du nombre de repas	Substitution et consommation de produits à coût plus faible.	Hausse du prix de vente des produits commercialisés.
<i>Manque d'emplois</i>	Migration saisonnière et vente de main-d'œuvre agricole dans d'autres zones de production.	Pas de réponses identifiées	Migration des fils aînés vers les grandes villes ou en terres étrangères.
<i>Glissement de terrains et éboulement</i>	Migration définitive du ménage. Recherche d'emplois dans la réhabilitation des routes endommagées	Reconstruction de la maison	Demande de transferts de l'étranger et reconstruction de l'exploitation agricole.

²² Entre-aide au niveau du travail agricole.

Indicateurs d'une Crise Imminente

- Pluviométrie, avis de forts vents, et cyclones.
- Quantité et prix du bétail sur le marché.
- Faible disponibilité du fourrage en période de soudure.
- Hausse du prix du haricot et du maïs (en période de récolte).
- Demande de main-d'œuvre locale en mars-avril.
- Augmentation de la migration (hors des périodes habituelles).
- Augmentation de la mise en vente de charbon.
- Maladie des animaux et taux de mortalité du cheptel.

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du **coût du panier minimum du consommateur** incluant la nourriture (riz, haricot et huile couvrant les besoins énergétiques minimum) et autres biens de première nécessité.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- **Rémunération journalière de la main d'œuvre/Coût journalier d'un panier minimum du consommateur** (indicateur de pouvoir d'achat issu de la main d'œuvre pour les ménages 'pauvres').
- **Revenu (ou revenu net) issu de la vente d'animaux – par exemple un cabri/Coût du panier minimum du consommateur** (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques).
- **Revenu (ou revenu net) issu de la vente de X kg de maïs/Coût du panier minimum du consommateur** (indicateur de pouvoir d'achat pour tous les groupes socio-économiques).
- **Revenu (ou revenu net) issu de la vente de X kg de charbon/Coût du panier minimum du consommateur** (indicateur de pouvoir d'achat pour les pauvres particulièrement)
- **Revenu journalier issu de la pêche/Coût journalier d'un panier minimum du consommateur** (indicateur de pouvoir d'achat pour les ménages 'pauvres de pêche').

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme (même dans un contexte d'inflation).

La hausse des prix des intrants de production et des coûts de commercialisation a été identifiée comme un risque. Il est donc nécessaire de suivre les **coûts des intrants/du carburant**.

De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés de ces activités. Il est donc recommandé de faire le suivi des **retours sur investissement des activités de production/commercialisation du maïs, d'un cabri et du charbon**.

Profils des Modes de Vie en Haïti

Zone 7 : Zone de Production de Sel Marin

Conclusions Principales et Implications

Cette zone présente un degré de pauvreté et de vulnérabilité aux aléas climatiques moindre par rapport à d'autres zones dans le pays. Ceci provient de la diversification des activités (production de sel, agriculture, commerce et pêche) et en particulier de la production saline. Celle-ci génère, en outre, un fort appel de main d'œuvre en direction de la zone.

Cependant, la difficulté d'accès à l'eau constitue un problème majeur tant pour la production que pour la consommation ménagère.

Les productions agricole (échalote et petit mil principalement) et saline sont exportées hors de la zone alors que la majorité des biens de consommation (incluant le riz, base de l'alimentation) sont importées. Cette zone est donc dépendante du commerce avec les autres zones, les centres urbains et Port au Prince en particulier. Ce haut niveau d'échange est reflété en particulier dans les sources de nourriture: l'achat couvre la majorité des besoins, toutes catégories socio-économiques confondues.

Le pouvoir d'achat est donc déterminant dans la capacité de l'ensemble des ménages à couvrir leurs besoins minimums. Il constitue donc un important indicateur de surveillance. En outre, la catégorie 'très pauvre' est très dépendante de la demande et du niveau de rémunération de la main d'œuvre qui constitue leur principale source de revenu.

Description de la Zone ²³

Cette zone s'étend sur une plaine côtière très sèche. La pluviométrie est très faible. La végétation est pauvre dans la zone saline et s'enrichit progressivement en direction des mornes sèches où l'on rencontre des plantes xérophytes (résistante à la sécheresse et au manque d'eau) comme le baya rond.

La production de sel constitue la principale activité. Zone 7 est composée de trois sous-régions: Coridon, Pointe des Mangles et Anse Rouge. La saline est une source importante d'emploi et attire des migrants à la recherche de travail. La pêche, le commerce et l'agriculture y sont également pratiqués. Les habitants de la zone cultivent dans la région des mornes sèches qui se trouve au Nord des salines (Source Chaude, Figuier). Les principales cultures sont l'échalote, le petit mil, le pois de souche et l'oignon. La culture d'échalote est réalisée dans des parcelles irriguées. Le coût de l'eau/heure d'irrigation constitue un facteur limitant la production. L'accès à l'eau en général est un problème important dans cette zone et engendre des dépenses élevées pour les ménages.

L'élevage constitue une activité marginale dans la zone saline cependant, on retrouve les espèces suivantes par ordre d'importance : ovin, caprin, l'âne (pour le transport). La pénurie en eau, l'éloignement des terres exploitées et la plus grande rentabilité des salines n'encouragent pas le développement de cette activité.

Population Totale (RGPH 2003)	284 940
<i>Pour Commune</i>	
Anse Rouge*	32 104
Desdunes*	20 263
Gonaïves*	206 426
Lestère*	26 147
<i>*Les sections communales dans cette commune sont divisées entre plus d'une zone.</i>	

²³Le travail sur le terrain pour l'actuel profil a été réalisé en mai - juin 2005. L'information présentée se rapporte à 2002, une année relativement 'normale' suivant les standards locaux (c.a.d. une année qui n'était ni spécialement bonne ni spécialement mauvaise en termes de sécurité alimentaire rurale, jugée dans le contexte des années précédentes). A condition qu'il n'y ait pas de changements fondamentaux et rapides de l'économie, on peut s'attendre à ce que l'information de ce profil reste valide pour à peu près cinq ans.

La pêche est artisanale, pratiquée avec des lignes, hameçons, nasses et filets. Les embarcations sont généralement de deux types : les ‘boifouillés’ (pirogues) et des voiliers. Le transport et les déplacements hors de la zone s’effectuent par voie maritime ou terrestre malgré une mauvaise infrastructure routière. Du point régime foncier : les bassins de sel et les terres agricoles appartiennent soit à l’état soit à une minorité de propriétaires privés.

Marchés

A Coridon et Pointe des Mangle, on trouve de petits marchés locaux mais les grands marchés sont à Anse rouge et Source Chaude. On y retrouve surtout des produits de consommation alimentaire (maïs, riz) que les commerçants achètent à Gonaïves. Le sel est habituellement transporté par bateau vers Port au Prince (cité Soleil). En cas de problèmes à Port au Prince, les bateaux vont à Petit Goâve. L’échalote n’est pas vraiment vendue sur les marchés locaux. Ces sont des intermédiaires (les Madam Sara) qui viennent l’acheter directement sur les lieux de production pour la revendre soit à Gonaïves, au Cap Haïtien ou à Port au Prince. Ceux qui sont capable de stocker le poisson (les ménages ‘mieux-lotis’ surtout) l’exporte vers Port au Prince et Gonaïves, mais ce marché n’est pas répandu.

Le travail dans les salines fait appel à une main-d’œuvre pour la préparation, l’entretien des bassins et la récolte du sel. Ce sont les gens sans bassin qui vendent leur force de travail au niveau des salines. Les gens viennent aussi d’autres régions du pays pour y travailler car il y a un déficit de main d’œuvre dans les périodes de forte demande pour l’entretien et la récolte du sel. Il y a une demande pour la main d’œuvre agricole en particulier dans les plantations d’échalote. Cependant cette demande en main d’oeuvre est inférieure par rapport à celle requise dans les salines. Les activités de pêche ne font pas appel, en tant que tel, à une main d’œuvre rémunérée. Les ménages ‘pauvres’ pêchent sur les embarcations des autres groupes et leur donnent en contre partie une part de leur capture.

Calendrier Saisonnier

Les principaux facteurs climatiques qui influent sur cette zone sont la pluviométrie, les vents (Nordé) et les cyclones. Les pluies débutent généralement en avril. La baisse de pluviométrie en juillet est suivie par le démarrage de la seconde saison culturale en août/septembre. Ainsi, l’échalote et le petit mil sont chacun cultivés deux fois par an.

La récolte de sel se fait en toute saison avec deux pics en mars – avril et novembre – décembre. La récolte est aussi fortement influencée par la capacité de l’exploitant à couvrir les coûts de production tels que la main d’œuvre en particulier. Les vents ‘Nordé’ ont une influence particulière sur la production de sel car ils chassent l’eau des bassins. Si la pluie est insuffisante à cette période pour compenser ces pertes d’eau, la production de sel en sera affectée. Un tel effet est réduit pour les exploitants ayant accès à un système de pompage d’eau dans les bassins.

La demande de main d’œuvre (pour l’agriculture et la production de sel) est relativement élevée tout au long de l’année. Toutefois elle augmente dans les périodes de récolte de sel, de préparation/plantation et récolte des cultures.

	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec
Saison				Pluie				Pluie				
Cultures												
Echalote/oignon				Plantation 1			Recolte 1		Plantation 2			Recolte 2
Petit mil		Recolte 1			Plantation 2		Recolte 2					Plantation 1
Autres												
Pic de recolte de sel												
Pic de Main d'oeuvre												

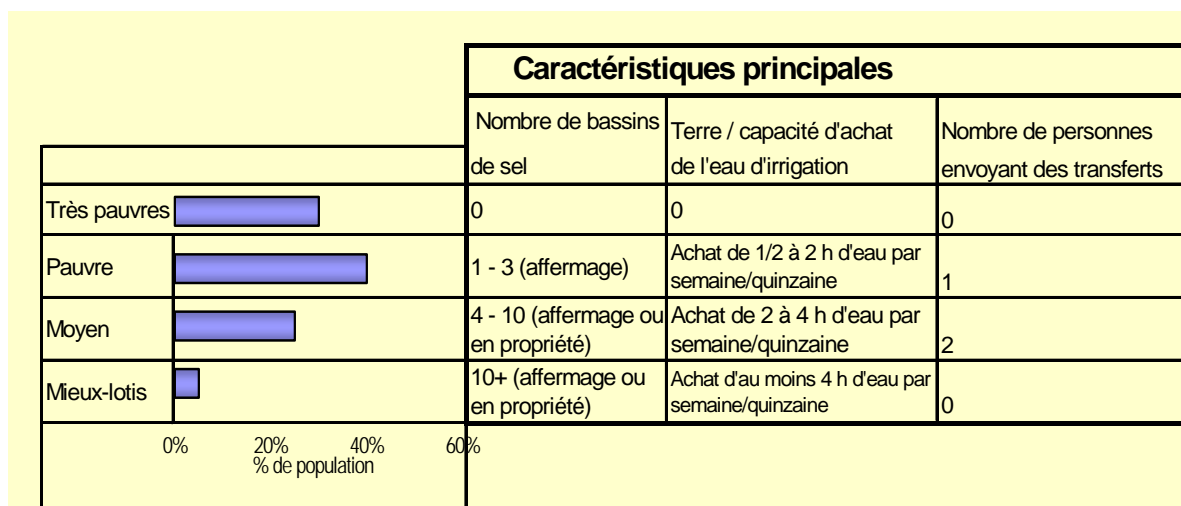
Catégorisation Socio-économique

Les principaux critères de richesse dans la zone sont l'exploitation de bassins de sel, la superficie de terre cultivée qui est directement liée à la capacité des ménages à acheter l'eau d'irrigation et la présence de parents à l'étranger qui envoient des transferts d'argent. Ces derniers sont souvent investis dans la production saline ou agricole. La majeure partie des ménages exploite les bassins de sel et les terres agricoles grâce à un système d'affermage car ils en possèdent rarement en propre. Dans les mornes sèches avoisinantes, la culture de l'échalote se fait sous irrigation et l'eau doit être achetée et vendue sous forme de nombre d'heure par semaine/quinzaine. Donc la capacité d'achat d'eau d'irrigation par les ménages détermine les caractéristiques socio-économiques. Ainsi, seules les catégories « moyen » et « mieux lotis » sont capables d'acheter plus de deux heures eau par semaine/quinzaine et c'est ce qui explique leur possibilité de faire la culture de l'échalote. Le pauvre ne pouvant pas acheter beaucoup d'eau aura tendance surtout à cultiver le petit mil.

Un ménage 'très pauvre' typique ne dispose ni de bassins de sel, ni de terres irriguées. Il est dans l'incapacité de couvrir les frais liés à l'irrigation. Un tel ménage pratique la main d'œuvre pour les autres groupes socio-économiques. Il possède peu d'équipement de pêche qu'il pratique, malgré tout, sur les embarcations des autres groupes. Le produit de la pêche est ensuite partagé avec le propriétaire. Ne bénéficiant pas de transferts en provenance de l'étranger, sa capacité d'investissement dans les salines, la production agricole ou la pêche est très limitée. Il dépend donc économiquement de la capacité des autres groupes à l'employer. La taille moyenne typique d'un tel ménage est estimée à huit personnes. Ce qui différencie le ménage décrit précédemment d'avec le ménage 'pauvre' typique est son accès aux biens de production et une plus grande capacité d'investissement qui est en partie liée aux transferts qu'il reçoit de l'étranger. Ce dernier exploite environ 1 à 3 bassins de sel qu'il loue. Il cultive des terres louées ou en affermage bénéficiant d'un système d'irrigation. Il possède en outre quelques têtes de petit bétail et des équipements de pêche tels que des lignes et un 'boifouillé' (pirogue). Lors des périodes de forte demande, il est en mesure d'employer de la main d'œuvre supplémentaire. Le commerce est parfois réalisé à petite échelle mais il constitue une activité marginale. Un tel ménage comprend environ 6 personnes.

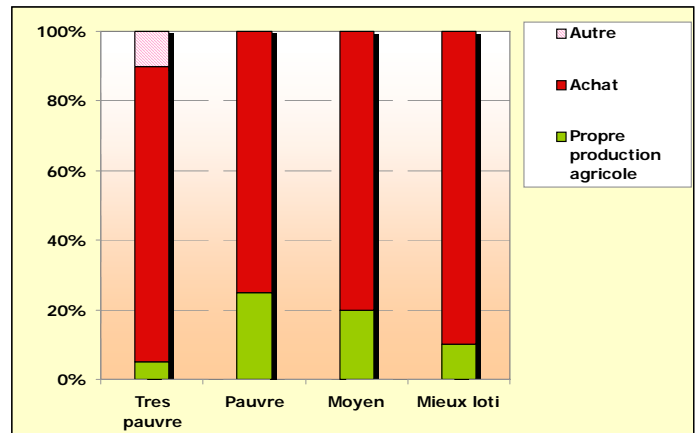
Le ménage 'moyen' typique exploite environ 4 à 10 bassins de sel. Il cultive une plus grande superficie de terre que le ménage 'pauvre' car il est en mesure d'acheter plus d'eau d'irrigation. Il bénéficie de transferts d'argent de l'étranger. Il emploie de la main d'œuvre aussi bien dans les salines que pour la production agricole. En outre, il pratique le commerce. La pêche, généralement pratiquée avec des nasses, filets et un petit voilier, constitue une activité secondaire. De même l'élevage de petit bétail reste secondaire. Un tel ménage est composé de 4 à 6 personnes environ.

La description du ménage typique 'mieux-loti' comporte les mêmes éléments que les ménages 'moyens'. Cependant, il pratique les mêmes activités principales à plus grande échelle. Il dispose de plus de bassins de sel, d'une plus grande superficie de terre et d'une capacité d'irrigation supérieure. Ce dernier aspect lui permet de planter une plus grande proportion de sa superficie en échalote. Cette culture de rente est plus rentable que le mil mais requiert plus d'eau. Il possède généralement un moyen de transport (bateau ou camion) grâce auquel il parvient à pratiquer un commerce de plus grande envergure. Sa demande en main d'œuvre est élevée. Il possède des équipements de pêche bien qu'il ne pratique généralement pas cette activité lui-même. Un tel ménage comprend de 4 à 8 personnes. Il est important de noter la présence dans la zone d'une minorité de ménages que l'on peut qualifier de 'riche' par rapport aux groupes décrits précédemment. Ceux-ci possèdent plus de 20 bassins de sel et bien qu'ils soient peu nombreux ont une influence considérable sur l'économie de la zone.



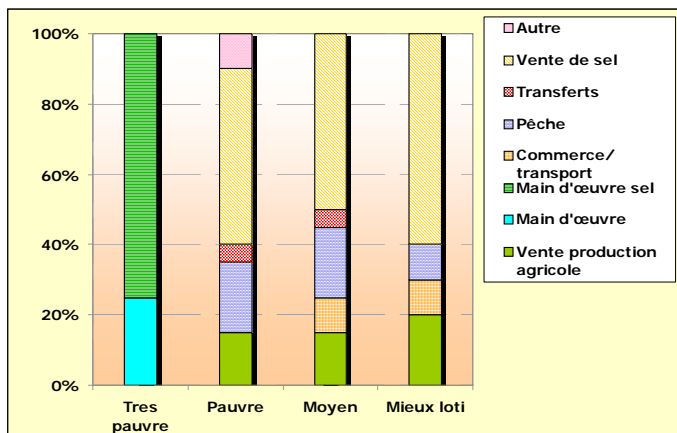
Sources de Nourriture

Les sources de nourriture dans cette zone ont été classifiées en trois groupes : l'achat, la propre production (agricole et pêche) et autres (don, paiements en nature). La consommation de sa propre production animale est marginale. Les animaux tendent à être gardés et vendus en cas de chocs. Pour toutes les catégories, la majeure partie des besoins énergétiques est satisfaite par l'achat. La céréale la plus consommée est le riz qui est acheté car il n'est pas produit localement. Les ménages de cette zone sont donc vulnérables à une hausse des prix des denrées sur le marché. La proportion de nourriture issue de la propre production chez les ménages 'mieux-lotis' est inférieure à celle des ménages 'moyens' et 'pauvres' car ils choisissent de planter l'échalote en premier lieu et réduisent leur production de mil et de pois. Les ménages 'pauvres' et 'moyens' qui ont moins accès à moins d'eau d'irrigation, emblave une plus grande proportion de leur superficie en mil et en pois. Pour les ménages 'très pauvres', la pêche constitue leur propre production principale.



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de nourriture sur la consommation alimentaire annuelle des ménages.

Sources de Revenu



La courbe montre la contribution relative estimée des différentes sources de revenus sur le revenu annuel des ménages.

La principale source de revenu provient des salines qu'il s'agisse de la vente de main d'œuvre pour les ménages 'très pauvres' ou de la vente de sa propre production de sel pour les autres groupes. Plus de la moitié du revenu des ménages 'mieux-lotis' provient de la vente de sel. La seconde source de revenu de ces derniers est la vente de production d'échalote. Grâce à leur plus grande capacité d'achat d'eau d'irrigation, ils ont des rendements et superficies supérieures plantées en échalote par rapport aux autres groupes. Le commerce contribue aussi au revenu des ménages 'mieux-lotis'. Cette activité est également importante pour les ménages 'moyens' qui en tirent, en proportion, une plus large part de leur revenu. Le commerce restant marginal pour les ménages 'pauvres', il est inclus dans la catégorie 'autre' avec diverses activités secondaires pratiquées à petite échelle par ce groupe. Ce sont les catégories socio-

économiques 'pauvres' et 'moyennes' qui reçoivent des transferts d'argent de l'étranger ; en particulier de la Floride. Généralement cet argent est investi dans la production de sel ; surtout pour les ménages 'pauvres'. Ces transferts fournissent donc aux ménages 'pauvres' des possibilités d'investissement dans leur production et jouent un rôle clé dans l'amélioration de leur statut économique. Les ménages 'mieux-lotis' ont eux aussi de la famille à l'étranger mais ils ne sont pas dans la nécessité de recevoir des transferts d'argent. Les ménages 'très pauvres' tirent environ 3/4 de leur revenu de la vente de main d'œuvre dans les salines et dans les plantations d'échalote en particulier. Bien que ne possédant quasiment pas d'équipement, ils pêchent sur les bateaux des autres groupes auxquels ils remettent une partie de leur pêche et l'autre partie est vendue et consommée. Les ménages 'mieux-lotis' ne pêchent pas directement et n'accordent pas une importance à cette activité mais les produits de pêches sont surtout vendus. Cependant, la pêche n'est pas une activité prioritaire dans la zone. Son importance relative dans l'économie des ménages est inversement proportionnelle au niveau de richesse.

Risques

Les habitants de la zone saline sont exposés à un ensemble de risques qui affectent la production de sel, l'agriculture ou les échanges.

La production de sel dépend de la qualité de la mine de sel, de l'entretien de la saline, de la dimension du bassin (surface et profondeur) et de la présence d'un niveau d'eau adéquat. La formation des cristaux qui requiert des conditions très spécifiques constitue l'étape la plus vulnérable de la production. Par exemple, une trop forte ou trop faible pluviométrie au moment de la formation des cristaux est nuisible.

Chronique :

- Le **manque de main d'œuvre** constitue des préoccupations pour les exploitants de saline.
- Les principaux risques encourus au niveau de l'agriculture sont les **sécheresses aiguës dans les mornes sèches, une hausse du prix des engrais, de l'eau d'irrigation directement liée à la hausse du prix du carburant** (dans le cas de la culture d'échalote surtout).

Périodique :

- Les **cyclones, tempêtes** causent des inondations et charrient un tas de boue dans les bassins de sel (la tempête Jeanne a causé par exemple beaucoup de dégâts en 2004). Ce genre de phénomène se produit environ tous les 5 à 10 ans. L'incapacité de couvrir les frais de nettoyage est souvent une préoccupation pour les propriétaires de salines car au cours de cette période le prix de la main d'œuvre augmente. Les situations d'inondation sont donc profitables à la catégorie très pauvre car cette catégorie tire la majeure partie de son revenu de la vente de main d'œuvre dans les salines.
- Au moment des périodes pluvieuses le déboisement des mornes sèches cause des **inondations** qui affectent les bassins de sel.
- L'**absence de pluie après le passage des vents du Nordé** a pour effet de réduire les niveaux d'eau des bassins en chassant l'eau vers la mer. Les pluies après ces vents sont donc cruciales pour rétablir un niveau d'eau adéquate dans les salines. Les ménages ayant accès à des pompes (capacité à louer) sont moins vulnérables à ce phénomène.
- L'insécurité dans les zones de débarquement (Port de cité soleil en particulier) à **Port au Prince** en particulier constituent des risques importants.

Des difficultés sévères rencontrées dans la production de sel ou d'échalote ou dans la commercialisation de ces produits pourraient engendrer une **baisse de demande de main d'œuvre et surtout une baisse de rémunération des contrats**. Ceci constitue un risque pour les ménages 'très pauvres'. Cependant, la demande de main d'œuvre et le niveau de rémunération tendent à augmenter suite aux inondations périodiques dans les salines. Ces dernières affectent donc plus particulièrement les groupes 'pauvres à mieux-lotis' qui possèdent les salines.

Stratégies de Réponse

Les réponses mises en œuvre par les ménages face à ces risques sont :

- l'utilisation d'autres ports pour la livraison du sel sur le marché de Port au Prince (Petit Goâve par exemple)
- un accroissement de l'irrigation en période de sécheresse pour les ménages qui en ont les moyens
- une augmentation de la pêche en cas de problèmes au niveau de la production agricole ou saline
- la vente de petit bétail

Indicateurs d'une Crise Imminente

L'achat représentant une large proportion des sources de nourriture des ménages, il est important d'avoir une indication de leur capacité à acheter. Outre la nourriture, les ménages couvrent également leurs autres besoins de base (santé, éducation, biens ménagers et intrants de production) à travers l'achat. Un indicateur du coût minimum de ces besoins de base est donc nécessaire sous la forme du coût du panier minimum du consommateur incluant la nourriture (riz, haricots et huile couvrant les besoins énergétiques minimums) et autres biens de première nécessité pour un ménage de taille moyenne.

La valeur informative d'un tel indicateur est accrue s'il est comparé à la capacité d'achat des ménages donnant ainsi une indication de pouvoir d'achat :

- Prix de la marmite de petit mil (pour la catégorie pauvre) et de la 'macone' d'échalote (pour les catégories moyennes et mieux lotis)
- Rémunération journalière de la main d'œuvre/ Prix journalier d'un panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat pour les ménages 'très pauvres'). Cet indicateur devrait faire l'objet d'un suivi particulier en dehors des périodes de pic de main d'œuvre présentées sur le calendrier saisonnier.
- Revenu (ou revenu net) issu de la vente de X kg de sel / Coût du panier minimum du consommateur (indicateur de pouvoir d'achat des exploitants de salines)

De tels indicateurs devraient fournir une indication des fluctuations du pouvoir d'achat sur le court et le long terme (même dans un contexte d'inflation).

La hausse des prix des intrants de production et des coûts de commercialisation a été identifiée comme un risque. Il est donc nécessaire de suivre les prix de l'heure d'eau d'irrigation, des engrais, de la main d'œuvre, des coûts du transport, du carburant.

De même que pour le pouvoir d'achat, la valeur informative est accrue lorsque les coûts de production/commercialisation sont comparés avec les revenus tirés de ces activités. Il est donc recommandé de faire le suivi des retours sur investissement des activités de production/commercialisation de sel et de l'échalote.